





# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,  
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : [www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)

E-mail : [cermtri@wanadoo.fr](mailto:cermtri@wanadoo.fr).

# Sommaire

- Appel aux lecteurs  
à propos de la commémoration de 14-18 ..... p. 5
- Nicole Perron : la révolution française  
et le fédéralisme ..... p. 7
- Lénine : la guerre des Balkans (1913) ..... p. 19
- Ryszard Rauba : le dernier article de Jean Jaurès ..... p. 23
- Roman Rosdolsky : la révolution autrichienne de 1918  
et le rôle de la social-démocratie (première partie) ..... p. 27
- Christian Coudène : Panai Istrati,  
le romancier maudit ..... p. 39
- Radu Paraschiva : la grande grève  
des cheminots roumains de 1933 ..... p. 43
- Marc Teulin : y a-t-il eu des volontaires soviétiques  
en Espagne en 1936 ? ..... p. 49
- Marcel Hic : *Logique et dialectique* (1944) ..... p. 53
- Jean-Jacques Marie : la deuxième mort de Staline.  
A propos du rapport secret de Khrouchtchev  
au XX<sup>e</sup> Congrès (1956) ..... p. 61
- Jean-Jacques Marie : une mauvaise plaisanterie :  
la biographie de Beria par Thaddeus Wittlin ..... p. 71
- Charles Allain : la Fondation Rosa Luxemburg ..... p. 75

- **Notes de lecture** ..... p. 79
- **Défense du livre** ..... p. 85
- **Chronique des falsifications** ..... p. 87
- **Perles** ..... p. 91
- **Erratum** ..... p. 94

**CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI**

**[www.trotsky.com.fr](http://www.trotsky.com.fr)  
<<http://www.trotsky.com.fr>>**

**Consultez le blog  
“l’histoire défigurée,  
la géographie manipulée”**

---

***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 128 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **32 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

**Chèques à l’ordre du CERMTRI**

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

**A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris**

# Appel aux lecteurs réguliers ou occasionnels des Cahiers du mouvement ouvrier

**R**assurez-vous, il ne s'agit pas d'un appel au portefeuille ni même au portemonnaie, mais d'une demande de collaboration... Dès maintenant se prépare partout en France — et au-delà — une gigantesque opération de propagande autour du centenaire de la guerre 14-18 et de sa commémoration destinée à durer quatre ans. Cette opération de propagande va se mener dans les écoles, les collèges, les lycées, les facultés, dans les communes, les départements, les régions à la télévision, à la radio, partout. Tout laisse à penser que cette propagande va se dérouler autour du thème suivant : il y a cent ans, l'Europe a été mise à feu et à sang par l'affrontement de peuples aveuglés par leurs passions nationalistes. Aujourd'hui, ce cauchemar appartient au passé : grâce à l'Union européenne, les peuples qui se déchiraient hier sont prêts à s'entendre fraternellement aujourd'hui.

## Les coupables ? Les peuples

Auteurs d'une récente de *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, les historiens français Jean-Jacques Becker et allemand Gerd Krumeich écrivent ainsi :

« *La guerre n'aurait pu durer autant si tant le peuple français que le peuple allemand, de façon presque unanime au début, de façon largement majoritaire ensuite, n'avaient pas été convaincus de ne pas cesser le combat avant d'avoir obtenu la victoire, quelles que soient la cruauté des pertes subies et celle des sacrifices consentis. Du côté allemand comme du côté français la guerre fut au moins autant une guerre des peuples qu'une guerre des combattants* » (p. 10, souligné par nous). Ainsi, les peuples sont les premiers voire les principaux coupables. Il faut donc les encadrer pour éviter qu'ils ne retombent dans d'aussi fâcheux travers.

Certes, l'ouvrage des historiens Becker et Krumeich n'évoque pas l'Union européenne. Les deux historiens ne manient pas les grosses ficelles de la propagande, mais la présentation de l'Union européenne comme facteur de paix entre les peuples est depuis longtemps une des ritournelles de sa propagande.

## Des guerres balkaniques de 1912-1913...

Mais la guerre de 14-18 est le produit des manœuvres politiques des grandes puissances engagées dans un redécoupage de l'Europe et plus largement des colonies et du marché mondial. Elles mettent le feu aux poudres dans les Balkans. Le Monténégro, la Grèce, la Bulgarie et la Serbie ont formé en mars 1912 une Ligue balkanique pour secouer le joug de la Turquie, immense empire féodal chancelant, et la chasser des Balkans, avec le soutien peu discret de la Russie tsariste désireuse de dépecer l'Empire ottoman.

En octobre, le roi du Monténégro, puis la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, dirigée par un roi allemand, déclarent la guerre à la Turquie. Les troupes turques, battues sur tous les fronts, évacuent la Thrace, l'Albanie et la Macédoine. Le 30 mai 1913, la paix signée à Londres réduit l'Empire ottoman en Europe à Constantinople et sa bande côtière, rend la Crète et la Thrace à la Grèce et attribue l'essentiel de la Macédoine à la Bulgarie. A peine la paix conclue dans les Balkans, les alliés d'hier se déchirent sur le partage de la Macédoine et de l'Albanie. Ivre de sa victoire, la Bulgarie, le 30 juin, attaque la Serbie à qui la Grèce se joint, puis la Roumanie envahit la Bulgarie.

Le 22 juillet, la Turquie attaque la Bulgarie, qui demande l'armistice le 30. Le 10 août, la paix est signée. La Grèce et la Serbie se partagent la Macédoine. La Bulgarie, saignée à blanc, ne garde qu'un lambeau de ses conquêtes. L'Albanie reconnue indépendante est aussitôt et en toute démocratie placée sous la coupe d'un prince allemand. Après la première paix signée à Londres, on ne saurait mieux souligner à quel point ce ballet guerrier qui prépare et annonce la guerre européenne prochaine est téléguidé par les grandes puissances européennes. Les marchands de canons français (Schneider) et allemands (Krupp) ont largement placé leur production aux belligérants.

## **... au dépeçage de la Yougoslavie sous l'égide de l'Union européenne**

L'un des premiers actes de l'Union européenne a été, avec le concours de l'OTAN, instrument de paix bien connu, de disloquer la Yougoslavie en une demi-douzaine d'Etats plus ou moins mafieux, paradis de trafics de tous ordres, dont le plus beau fleuron est sans aucun doute le Kosovo, créé au forceps par un détachement de plus de 2 000 fonctionnaires européens de tous ordres et, sous le proconsulat, pendant un an, de l'ineffable Bernard Kouchner. L'Union européenne a ainsi démontré une capacité originale à préserver la paix, comme le souligne la participation d'un grand nombre de ses pays aux guerres en Irak et en Afghanistan, guerres sans fin, qui, depuis dix ans, ont fait, dans les deux pays réunis, près de 250 000 morts. Une bagatelle pour l'Union européenne.

## **“La France prépare les guerres de demain avec des ambitions réduites” (Le Monde, 30 avril 2013)**

*Le Monde*, on peut s'en convaincre à chaque numéro, est plus qu'un soutien, un véritable propagandiste de l'Union européenne et de ses agressions contre les conquêtes sociales et les droits arrachés par des décennies de lutte de classe. Le quotidien applaudit ainsi à l'exigence présentée par la Commission européenne au gouvernement français, qui n'a guère besoin d'en être convaincu, de la nécessité de mettre en œuvre les contre-réformes (baptisées « réformes » par antiphrase) structurelles concernant les retraites, la Sécurité sociale, le coût du travail, etc.

*Le Monde*, qui a applaudi à l'intervention militaire française au Mali et présente aussi, comme tous les médias, l'Union européenne comme un havre de paix, a, le 30 avril 2013, barré le haut de sa première page du titre reproduit ci-dessus : « *La France prépare les guerres de demain avec des ambitions réduites.* » Le titre contient un reproche au moins implicite qui en dit long sur les vertus pacifiques prêtées à l'Union européenne, dont de nombreux pays sont engagés dans la guerre en Afghanistan, et en Irak et, à travers l'OTAN, dans diverses opérations militaires. C'est le revers de la propagande sur l'Union européenne force de paix, en réalité facteur de guerre, y compris de guerre civile.

Cette réalité sera largement étouffée lors des commémorations de 14-18.

La rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier* souhaiterait ouvrir une *chronique régulière* sur les multiples falsifications que cette commémoration officielle va multiplier à tous les niveaux.

Cette chronique, « *Falsifications de la commémoration de la guerre 14-18* », ne peut avoir de portée réelle que si elle est nourrie par des dizaines de témoignages au-delà des textes officiels qui vont en définir les lignes générales.

C'est pourquoi nous vous invitons à **faire parvenir à la rédaction tous les éléments que vous pourrez recueillir sur cette commémoration** — engagée dès cette année 2013 — **et ses multiples falsifications et trucages** au cours des mois et des années qui viennent.

# La Révolution française et le fédéralisme

**L**e 4 février 2013, France 3 nous a encore resservi son « *Robespierre bourreau de la Vendée ?* ». De débat il n'y eut point, d'histoire il ne fut point question. Le président de l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF), Pierre Serna, s'en est indigné et a justement fustigé ces « *fossoyeurs de faits historiques* », ces « faussaires » pour tout dire.

Pendant que la télévision publique abreuve ses auditeurs de contre-vérités réactionnaires, les historiens véritables continuent de travailler sérieusement. Nous avons salué l'ouvrage collectif dirigé par Michel Biard, publié chez Talandier, *La Révolution française, une histoire toujours vivante*, qui faisait le point sur les acquis de la recherche poursuivie après le bicentenaire. Plus récemment, et de Michel Vovelle, qui dirigea l'IHRF jusqu'en 1993, *Les sans-culottes marseillais. Le mouvement sectionnaire du jacobinisme au fédéralisme*, nous offre la synthèse de trente années de recherches. Citons encore, paru en 2012 chez Armand Colin sous la direction de Michel Biard et de Philippe Bourdin, *Robespierre, portraits croisés*.

Les révolutions qui ont éclaté en Egypte, en Tunisie ont inspiré la rédaction d'un court essai collectif dirigé par Pierre Serna, intitulé *Pour quoi faire la révolution* (1). Il suscitera certainement le débat, et c'est ainsi que progresse l'histoire.

## Fin du règne de François Furet dans le champ des études révolutionnaires ?

Dans une introduction signée par les cinq auteurs, on peut lire le certificat de décès de la domination furetiste sur l'his-

toriographie révolutionnaire. A l'heure du bicentenaire et de l'effondrement de l'URSS, François Furet avait pronostiqué la fin des révolutions, la mort du communisme et, par conséquent, de toute espérance révolutionnaire.

Dès lors, l'histoire de la Révolution française perdait tout intérêt, et les professeurs républicains qui s'acharnaient depuis un siècle à enrichir la compréhension de cette révolution qu'ils appelaient « bourgeoise », et dans laquelle il était question de lutte de classes, ces infatigables collaborateurs de l'IHRF devaient songer sérieusement à se reconverter...

Sur ces deux points, les auteurs de ce petit essai constatent, avec une satisfaction que nous partageons, que l'histoire a démenti les pronostics de Furet. La révolution est toujours vivante (*cf. la Tunisie et l'Egypte*) et les centres de recherche des universités étrangères se sont multipliés.

Réinterroger, réinterpréter à la lumière des événements contemporains notre passé est une démarche familière aux historiens. Néanmoins, il me semble que quelques-unes des formules qui figurent dans le chapitre de l'essai rédigé par Pierre Serna appellent le débat.

## Un double patronage éditorial

Débat d'autant plus nécessaire que cet essai est publié sous le double patronage de l'IHRF et du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire.

Nombre de nos enseignants du secondaire ignorent (malheureusement !) les publications de l'IHRF, tandis qu'un certain nombre d'entre eux se tournent vers le CVUH pour trouver des éléments de

(1) Publié en 2012 chez Agone.

résistance face aux dérives exprimées par les derniers programmes d'histoire du collège et du lycée. Raison de plus pour tenter d'éclaircir certaines notions fondamentales relatives à la nation, à la démocratie, que certaines formules brillantes employées par Pierre Serna risquent d'obscurcir chez nos collègues du secondaire.

## La Révolution française "guerre d'indépendance", "décolonisation en marche" ?

Il y a d'abord cette définition audacieuse de la Révolution française comme guerre d'indépendance inscrite dans la « *longue durée* », jalonnée par la naissance des Provinces Unies au XVII<sup>e</sup> siècle soulevées contre l'Etat espagnol, la révolution anglaise de 1688 « *point tant de velours que cela* », puis la guerre d'indépendance américaine.

1788-1789, ce serait le soulèvement (pour leur indépendance ?) des provinces « *périphériques* », Bretagne et Dauphiné, contre « *le centre* » oppresseur, l'Etat royal qui a étouffé les libertés de ces « *communautés singulières* » (celles des anciennes provinces) et où l'on cherchait à inventer un « *pouvoir partagé, fondé sur le consensus local* », afin de rétablir l'union ancienne du « *corps social* » qu'avait « *désuni* » l'Etat moderne.

Bien conscient de la témérité de cette analogie Révolution française-guerres d'indépendance, l'auteur recourt à la forme interrogative :

« *La révolution de 1789 peut-elle être étudiée telle une guerre d'indépendance et, de façon assumée et iconoclaste, comme une guerre de décolonisation ?* »

Il concède que « *le royaume ne pourrait être évidemment réduit à un agrégat de colonies* » (p. 25), puis il évoque quelques-uns de ces obstacles au développement économique que représentaient les frontières intérieures, octrois ou inégalités fiscales :

« *Autant de servitudes qui replacent la principale caractéristique sociale des sociétés colonisées, l'esclavagisme, au*

*cœur même de la rhétorique politique à défaut de la réalité sociale du royaume* » (p. 26, souligné par moi).

Les rapports sociaux de « servitude » en France n'ont « évidemment » rien à voir avec la réalité esclavagiste de Saint-Domingue, mais... « *le mot est à la bouche de tous et finit par opérer, tel un mode de représentation opératoire, efficace et subversif, comme s'il renvoyait à une vérité objective* »... L'auteur était son propos en citant Cloots, « *l'orateur du genre humain* ».

Peut-on suivre Pierre Serna sur ce terrain ? Faut-il accorder une telle importance à la rhétorique quand tant de nos jeunes collègues ignorent les acquis de la recherche en histoire sociale menée depuis plus d'un siècle, qui éclaire la réalité de l'oppression féodale et monarchique dans les campagnes (Pierre de Saint-Jacob, Georges Lefebvre, Ernest Labrousse...) et dans les villes où se menait « la guerre du blé » entre petites gens et marchands de blé (Michel Vovelle, Albert Soboul, Albert Mathiez, François Gauthier) ? Sans ignorer le poids des mots, de la rhétorique et des illusions dans la marche de l'histoire, faut-il désertier le temps des historiens pour revenir au temps des prophètes : « *Au commencement était le Verbe* » ?

## 14 juillet 1790 : "Le temps du bonheur" ?

La formule mérite d'être précisée. Le 14 juillet 1790, Paris accueillait les députations des gardes nationales venues de toute la France. Pour les organisateurs de la fête de la Fédération (La Fayette, le maire Bailly, l'Assemblée nationale, qui espérait canaliser l'effervescence sociale et politique), il ne s'agissait pas de célébrer la prise de la Bastille (souvenir trop dangereux d'une victoire populaire non prévue ni souhaitée), mais de créer une union factice, incarnée par les gardes nationales et les délégations des régiments massées au creux de l'amphithéâtre du Champ de Mars dominées par l'estrade réservée au roi, à la reine, à La Fayette et l'autel où l'évêque constitutionnel Talleyrand célébra une messe destinée à

sceller l'union entre le peuple souverain et le roi.

« *Fête fayettiste* », grondait l'historien républicain Aulard, « *nettement royaliste* », qui voulait clore un mouvement « *universel spontané démocratique* » : et c'est à ce mouvement, bien sûr, que pense Pierre Serna quand il évoque « *le temps du bonheur où le baron prussien et francophile (Cloots) célébrait la fête de la Fédération comme l'espoir d'un modèle à offrir au monde* ».

Temps du bonheur ? C'était aussi la formule de Jaurès, toujours attentif aux mouvements de la sensibilité collective. Mais il précisait que cette fête mettait en scène une fraternité illusoire et représentait « *un moment d'équilibre tout à fait instable* ».

Il va se rompre dès les mois suivants sous les coups de boutoir des conflits religieux et des menées contre-révolutionnaires (l'affaire de Nancy, où s'illustra le marquis de Bouillé, qui châtia rudement les soldats citoyens, ou la fédération aristocratique du camp de Jalès, en Ardèche).

## “Une autonomie d'organisation politique et civique (offerte) aux municipalités”

Pierre Serna souligne justement le caractère « *à peine concevable dans un pays en révolution* » de cette liberté offerte aux municipalités par la Constituante et qui incarne encore aujourd'hui, à l'heure européenne, une vivace « *exception française* ». Remarquons que cette exception est aujourd'hui menacée par l'intercommunalité forcée, les agglomérations d'agglomérations, etc.

La loi municipale de 1790 ratifiait au fond l'initiative révolutionnaire de juillet-août 1789 qui avait vu émerger le puissant mouvement des gardes nationales et des communes. Cela prouve, selon Pierre Serna, que « *la révolution, bien plus que française, fut municipale* ». Formule que l'on peut discuter : car en réalité, les deux mouvements, celui des communes et celui qui allait forcer la victoire à Valmy aux cris de « *Vive la nation !* », étaient intimement liés.

## Un “fédéralisme à la française” ?

Né à la fin de 1789 comme un réflexe défensif d'unité face aux dangers réels (les aristocrates) ou exagérés (les brigands), ou anticipés (l'étranger piémontais ou allemand), les fédérations entre gardes nationales et communes devinrent dès 1790 le moyen d'affirmer cette entité moderne : la nation unie par la volonté collective d'obéir aux mêmes lois, ce qui impliquait de briser les antiques divisions héritées du passé féodal. De ce point de vue, le serment prêté à Pontivy par les fédérés de Bretagne et d'Anjou méritait d'être cité :

« *Nous déclarons solennellement que n'étant ni bretons ni angevins, mais français et citoyens du même empire, nous renonçons à tous nos privilèges locaux et particuliers, et que nous les abjurons comme inconstitutionnels ; nous nous déclarons heureux et fiers d'être libres.* »

La fédération spontanée de ces nouveaux citoyens se place immédiatement sous la protection de la loi nouvelle, celle qui abolit les privilèges des communautés anciennes, celle qui se proclame fièrement volonté de la nation française.

## “Les Etats-Unis de la France” ?

En ce sens on est loin de l'Ancien Régime, mais loin aussi du fédéralisme à l'américaine. Ecrire (p. 43) que la révolution, le 14 juillet 1790, en « *son moment le plus glorieux (...)* a inventé l'espace de quelques semaines les Etats-Unis de la France », n'est-ce pas suggérer une analogie trompeuse ?

Sans rentrer dans le détail des débats constitutionnels qui ont accompagné la naissance des Etats-Unis, soulignons ici que l'Etat américain mettait en place deux chambres, tandis que la Constituante française avait tranché en faveur d'une chambre unique, et que le système américain, « *formule mixte mais bâtarde* (qui assemblait) *des Etats souverains dans une fédération souveraine* » (2)

(2) *Histoire des Etats-Unis*, Jean-Michel Lacroix, PUF, 2001.

laissait aux treize Etats une bonne partie du pouvoir législatif. Y compris celui de conserver l'esclavage dans le sud ! Rien de tel dans la France de 1789-1790, où l'on confie le soin de faire la loi à une Assemblée nationale unique, dont tous les membres sont censés exprimer la volonté de la nation. La loi à laquelle les fédérés du 14 juillet 1790 ont prêté serment d'allégeance est la même pour tous les départements, cette unité est perçue comme l'outil indispensable au combat pour briser les résistances d'une aristocratie puissamment enracinée dans le sol français (comme le rappelle Pierre Serna), ce qui fait une grande différence avec les Etats-Unis.

De ce point de vue, le témoignage des Angevins et des Bretons réunis à Pontivy me semble infiniment mieux accordé à la sensibilité révolutionnaire du moment que celui du baron Cloots. Cloots prend la pose devant ses « amis et commettants » à qui il peint la fête de la veille comme s'il en avait été le héros principal. L'« ambassadeur du genre humain » qui avait présenté à la Constituante une délégation « cosmopolite » nous conte qu'il a été applaudi par « le peuple-roi » (le peuple français) :

« Ces applaudissements annoncent (...) l'aurore du bonheur aux nations asservies. Vous êtes esclaves malgré vous, mais vous vivrez libres malgré les tyrans... Appelez la liberté. Dites : "Que notre volonté se fasse" et votre volonté sera faite. »

Cette éloquence qui, visiblement, envire l'épistolier fut-elle « opératoire » ? Fit-elle avancer d'un pas l'émancipation des peuples d'Europe ? Alors que les nations n'avaient pas encore pris forme ni en Allemagne ni en Italie ? Mais là n'était pas la perspective du baron Cloots, à qui l'importance du fait national semble avoir échappé... Il se sépara des girondins lorsque ceux-ci caresseront la perspective de républiques associées à la République française, il imaginait la république fédérative des « individus » unis par le mouvement mondial des échanges (3). La citoyenneté par le commerce international ?

Revenons à *Pour quoi faire la révolution*. On y lit que 1789-1790 fut

« l'unique victoire du fédéralisme à la française sacrifié à des querelles fratricides ». Après le temps du fédéralisme emporté par le souffle unitaire vint effectivement le temps de la guerre civile, de l'affrontement sans merci entre républicains et vendéens, entre girondins et montagnards, avec notamment pour enjeu la survie de la nation révolutionnaire en guerre contre toute l'Europe. Le fédéralisme prit alors un autre contenu, celui de la division meurtrière.

## 1793 : des querelles fratricides aux origines complexes

Mais quelle fut l'origine de ces querelles fratricides ? Sur ce point capital, deux réponses : la « violence locale de la contre-révolution », elle-même explicable par « la domination sociale fort prégnante de la noblesse dans le terreau local français », qui a fait apparaître le danger d'un « fédéralisme déconcentré pour l'unité de la nation » (pp. 45-46). C'est mettre l'accent sur les racines sociales des conflits politiques : la puissance terrienne de la noblesse, les résistances qu'elle a opposées dans l'ensemble à la Révolution ont radicalisé ses adversaires et renforcé dans l'immédiat, en 1793-1794, l'aspiration à l'unité, donc à la centralisation autour de la Convention, ce qui vouait à l'échec toute expérience « fédéraliste ». Des décennies de recherche en histoire sociale et politique valident cette interprétation.

Suit une seconde grille d'analyse formulée en termes strictement politiques voire psychologiques :

« La République tourne le dos à l'esquisse d'une république fédérale à venir que le girondisme, mais surtout le jacobinisme populaire et fédéraliste incarnent avec une vitalité que seule la rigidité des montagnards réunis autour du gouvernement révolutionnaire réprime durant l'automne 1793 » (p. 47).

Chaque terme de cette phrase a été pesé et mérite qu'on s'y arrête. Pour ma

(3) G. Ikni, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Albert Soboul, notice Cloots.

part, j'y vois une contradiction avec l'explication précédente : en effet, si la force de la contre-révolution imposait de resserrer les rangs autour de la Convention, vouant d'avance à l'échec toute aventure fédéraliste, pourquoi incriminer la supposée « rigidité montagnarde » ? Et peut-on imaginer une hypothétique conjonction des forces entre « jacobins fédéralistes » et girondins ?

## Une république fédérale à venir ?

Cet « à venir » se situe-t-il dans le futur proche ou lointain ? S'agit-il de l'avenir immédiat, celui de la première république ? Ou bien s'agit-il de cet avenir lointain qui est devenu notre présent en ce XXI<sup>e</sup> siècle bouleversé par ce qui est appelé la mondialisation et que je préfère nommer l'impérialisme financier ? Quand les grandes institutions financières internationales dénoncent les rigidités de notre Code du travail, le coût de notre Sécurité sociale, tous ces droits qui ont été acquis grâce à des luttes nationales, ne faut-il pas défendre le cadre de la nation et redouter toute expérimentation décentralisée, voire fédéraliste ?

La question mérite d'être posée !

Le danger d'un fédéralisme déconcentré en 1793 ayant été admis, on peut supposer que Pierre Serna est d'accord avec Jaurès, Aulard, Mathiez, Soboul..., pour qui la république ne pouvait prendre le risque du fédéralisme en 1792-1793, quand les armées étrangères se massaient aux frontières, quand la guerre civile menaçait de s'étendre au-delà de la Vendée dans les régions agitées par le schisme religieux et dans les grandes villes du négoce frappées par la crise commerciale. Les « circonstances » ont pesé lourdement sur tous les choix des conventionnels, elles dictaient une politique qui fut définie en tâtonnant par le grand Comité de salut public formé en juillet 1793, puis théorisée en octobre par Saint-Just, en novembre-décembre par Billaud-Varenne et Robespierre : le gouvernement révolutionnaire sera révolutionnaire jusqu'à la paix et la Constitution de juin restera provisoirement suspendue d'ici là.

C'est ce que n'ont pas compris ceux qui se sont hasardés sur d'autres chemins dans toute la diversité de leurs motivations : girondins à la Convention d'une part, leur clientèle bourgeoise et petite-bourgeoise qui afflue dans les sections (les assemblées de quartier) au printemps 1793 à Paris comme à Marseille ou à Lyon, mais qui est contenue à Paris grâce à la Commune et aux jacobins provisoirement alliés, tandis qu'à Lyon et à Marseille les « modérés » gagnent la partie : Lyon est embarquée dans une terrible guerre civile de quatre mois, à Marseille une lutte politique confuse débouchera sur l'expérience éphémère des « jacobins populaires fédéralistes » étudiés par Jacques Guilhaumou et frôlera la trahison, évitée de peu grâce à l'intervention du général Carteaux, qui reprend Marseille le 26 août (4).

## Une république fédérale esquissée par les girondins en 1793 ?

### Retour sur la polémique ouverte par François Furet et Mona Ozouf en 1988

Un « *monstre polémique* » bricolé par les montagnards pour exterminer leurs adversaires girondins, selon Mona Ozouf (5), car jamais les girondins (à l'exception de Buzot) n'ont défendu un projet constitutionnel fédéraliste inspiré des Etats-Unis. Et c'est fort injustement que le président du tribunal révolutionnaire a reproché à Brissot ses sympathies américaines.

La remarque est juste : de son séjour aux Etats-Unis en 1788, Brissot n'avait retenu en effet que la « simplicité » des mœurs quakers, l'horreur de l'esclavage,

(4) Une semaine auparavant, le 20 août, le négociant royaliste Abeille avait pris langue avec l'amiral Hood, ce qui jetait les bases d'une trahison qui ne put aller à son terme.

(5) Article fédéralisme du *Dictionnaire critique* codirigé par François Furet et Mona Ozouf.

mais il n'avait rien dit des débats entre les Pères fondateurs et consignés dans *The Federalist Papers* (6).

Mais le combat entre montagnards et girondins ne s'est pas situé sur ce terrain constitutionnel, et le projet de Constitution défendu par le girondin Condorcet lui-même ne s'inspirait nullement de l'exemple américain.

## La peur de Paris inspire le projet de gardes départementales

La haine de Paris est le véritable moteur de la politique girondine et elle s'exprime trois semaines après les massacres des prisons du début de septembre 1792. Une révolution mobilise des passions fort diverses, l'enthousiasme, le sacrifice, mais aussi la peur, la volonté de vengeance, et ce sont ces dernières qui ont porté des sans-culottes aux prisons où ils ont tué sans distinction prêtres réfractaires, grandes dames emportées dans la détestation de la reine et petits malfrats que Marat a vainement tenté de sauver.

Nulle voix ne s'est élevée alors pour endiguer la fureur, ni celle du girondin Roland, ministre de l'Intérieur, ni celle du montagnard Danton, ministre de la Justice. Le peuple parisien n'a pas été le seul à se faire justice lui-même : Marseille a eu ses « pendeurs » dirigés par le portefaix Savon ; à Lyon, le 9 septembre 1792, trois prêtres réfractaires et huit officiers suspects ont été tirés de prison et lynchés ; Orléans a vécu un massacre semblable.

Mais la gironde a cru de bonne guerre d'exploiter contre la capitale le revirement de sensibilité collective qui s'est fait jour dès la troisième semaine de septembre, à l'heure où la victoire de Valmy autorisait l'expression d'autres sentiments, la pitié, l'enthousiasme, la foi en l'avenir et la volonté de « tourner la page ». On entendit alors de brillants orateurs de la gironde dénoncer le peuple parisien collectivement qualifié de massacreur, « anarchiste », et accuser les membres les plus connus de la députation parisienne, Marat, Robespierre et Dan-

ton, de nourrir un projet de dictature (le triumvirat) que leurs orientations politiques différentes rendaient pourtant invraisemblable.

Brissot, Louvet lancent l'anathème contre Paris et Buzot propose à la Convention de se protéger des « scélé-rats » qui ont ordonné les massacres en permettant aux administrations des départements (dont la majorité est contrôlée par la gironde) de lever des gardes départementales. Cette proposition sera discutée encore en octobre et jusqu'au 6 novembre, quand Robespierre mettra provisoirement un terme à cette offensive en rappelant aux nouveaux élus qu'ils devaient leur siège à ce même peuple qui avait pris les Tuileries le 10 août (« *Voulez-vous une révolution sans révolution ?* »).

Le 23 septembre, Robespierre avait contribué à emporter le vote unanime de la Convention en faveur de « *la République est une et indivisible* » ; c'était le pare-feu avancé pour écarter le risque de division de la nation contenu dans ce projet de gardes départementales, première incarnation d'une perspective fédéraliste qui n'avait pas de contours constitutionnels, mais un sens politique évident : donner à la gironde le contrôle exclusif du débat public, en exclure le peuple parisien et ses alliés montagnards.

## Une gironde inventive ou brouillonne ?

Pierre Serna crédite le girondisme d'une vitalité qui redonnait sa chance au fédéralisme.

L'historiographie a plutôt souligné les incohérences de sa politique. Sans reprendre en détail la lutte qui l'opposa aux montagnards et à la Commune entre septembre 1792 et l'insurrection du 2 juin 1793, qui expulsa de la Convention vingt-neuf députés girondins, rappelons quelques points.

(6) Jacques Porte, « J.-P. Brissot et les Etats-Unis », in *L'Amérique et la France, deux révolutions*, textes réunis par Elise Marienstras, publications de la Sorbonne, 1990.

## De la mort du roi à la guerre

Bien conscients que la condamnation à mort du roi dresserait contre la République tous les rois d'Europe, les girondins ont tenté d'écarter cette perspective dangereuse en proposant les uns le sursis, les autres l'exil, et enfin l'appel au peuple, au risque d'ouvrir la guerre civile dans chaque commune alors que la chute de la monarchie avait engendré l'angoisse. Les « appelants » seront dès lors soupçonnés par leurs concurrents politiques soit de faiblesse, soit de trahison. L'exécution du roi facilite effectivement la formation de la première coalition européenne ; mais c'est la Convention, sur proposition de Brissot, qui déclare la guerre à l'Angleterre et à la Hollande ; elle endosse donc le costume de l'agresseur. Certes, ce risque de la guerre généralisée a été pris aussi par des montagnards (7). Mais ces derniers, conscients d'avoir brûlé leurs vaisseaux, sont décidés à mettre en œuvre tous les moyens pour gagner cette guerre, ce qui n'est pas le cas de la gironde.

## L'incapacité à fixer le cap aux généraux

Dumouriez a pu développer sans entraves sa propre stratégie en fonction de son ambition politique : créer un Etat indépendant de Belgique et de Hollande, puis marcher sur Paris, mais les défaites en Belgique l'obligent à y renoncer. La longue protection dont il a bénéficié de la part des girondins (et de Danton) est surprenante ; plus surprenante encore l'attitude de la gironde, quand Danton propose la création d'un tribunal révolutionnaire pour juger les crimes de trahison, ce qui sera voté le 10 mars, malgré la gironde, qui lui jette à la figure les massacres de septembre ! A quoi Danton réplique : « *Soyons terribles pour éviter au peuple de l'être.* » Paroles d'un homme d'Etat qui veut réserver à cet Etat le monopole de la violence, que par ailleurs Danton souhaite éviter. Derrière la violence verbale se dissimule un homme de compromis qui serait prêt à négocier une alliance au centre de la Convention en y

incluant la gironde. Celle-ci, toute à ses haines et à ses peurs, refuse la main tendue et, par la voix de Lasource, accuse Danton d'avoir comploté le rétablissement de la royauté avec Dumouriez. Ce 1<sup>er</sup> avril, Danton se déchaîne et renvoie l'accusation mortelle à la gironde en évoquant « l'appel au peuple » de fraîche mémoire.

## Le refus de s'appuyer sur le peuple

Ceux que les sans-culottes vont appeler les « *hommes d'Etat* » sont convaincus qu'une fois son devoir d'électeur rempli, le citoyen n'a plus qu'à s'en remettre à l' élu, sa pauvreté, son ignorance lui interdisant de porter un jugement pertinent sur l'activité des députés. Or cette guerre gigantesque entre la République française et l'Europe monarchique suppose la mobilisation morale de la nation et la satisfaction des exigences élémentaires des plus pauvres, qui fourniront la majorité des recrues. Les soldats se battront d'autant plus vaillamment qu'ils seront convaincus de défendre une république respectueuse de l'égalité. La guerre de classe qui s'allume en mars à Paris, en avril à Marseille et à Lyon, voit monter dans les sections les plus populaires quelques revendications simples : elles marient mots d'ordre politiques (chasser de la Convention les députés incapables, dont la liste circule dans Paris dès la mi-avril) et mots d'ordre relatifs au droit à l'existence : taxation du grain afin que le pauvre puisse accéder au pain, emprunt forcé sur les riches. La Commune soutient ce mouvement, ainsi que certains journalistes très populaires, Marat, Hébert.

## La mise en accusation de Marat par la gironde, une "maladresse" ?

On trouve cette formule sous la plume de Pierre Serna dans le livre collectif fort intéressant *Robespierre, portraits croisés*. Cette offensive qui tourne court,

(7) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 49, Danton, Couthon.

puisque « *L'Ami du peuple* » est acquitté et porté en triomphe, s'inscrit dans la logique d'une politique qui, au-delà des personnalités, vise à écarter le petit peuple de toute participation à la vie politique et qui disqualifie toutes ses revendications : Vergniaud s'est opposé à la taxation du grain en citant en exemple le peuple bordelais qui l'avait élu, et qui, selon lui, ne réclamait pas de payer son pain à bon marché ! Buzot s'oppose, lui aussi, à toute réglementation du commerce des subsistances et refuse l'emprunt forcé sur les riches discuté le 20 mai.

S'il y eut maladresse, elle fut renouvelée quand le journaliste Hébert fut traduit devant la Commission des Douze entièrement girondine, ce qui arrima la Commune (dont Hébert était le procureur) aux préparatifs d'insurrection élaborés à l'Evêché. Dès lors, la marche à l'affrontement armé dans Paris était inévitable, ce qui ne signifie pas que la défaite des girondins était inscrite dans le grand livre de l'histoire ! L'intelligence politique de quelques hommes, de Robespierre qui appela à cette insurrection « *morale* », de Marat, surtout, qui sut opérer la liaison entre le comité insurrectionnel de l'Evêché, la Commune, le club jacobin et la Convention, joua un rôle décisif.

## La République menacée de dislocation : la rébellion lyonnaise

L'éviction de vingt-neuf députés girondins le 2 juin 1793 est ressentie par la majorité des administrations départementales comme un coup de force perpétré par les « factieux » montagnards, alliés au peuple parisien « anarchiste ». C'est alors que les girondins en fuite appellent les départements qui les ont élus à lutter à main armée contre Paris. C'est alors que les autorités lyonnaises jettent en prison quelque quatre-vingts jacobins amis de Chaliier, refusent de recevoir du 8 au 15 juin le représentant en mission Lindet venu négocier, décident le 4 juillet de ne plus reconnaître les décrets de la Convention, ce qui leur vaut d'être déclarées « *rebelles* » le 12 juillet. Le 16 juillet, Chaliier est guillotiné à l'issue d'un procès

qui n'a convoqué que des témoins à charge, Lyon a jeté en prison deux autres représentants en mission ! A l'heure de la guerre civile, la « rigidité », disons plus tôt la volonté d'en découdre, s'observe dans chaque camp (8) !

On peut se demander pourquoi des historiens qualifient de « *coup de force* » les journées insurrectionnelles parisiennes des 31 mai-2 juin sans jamais employer ce terme pour désigner la journée lyonnaise du 29 mai, qui leur est antérieure : au nom du « *droit à l'insurrection* », Lyon a renversé la municipalité tout entière, une autorité élue, et pas seulement son plus ferme adversaire, le jacobin Chaliier. Durant le siège, la commission populaire créée le 30 juin lève une force armée, incarcère des jacobins, crée un papier monnaie extraordinaire, etc. S'agit-il de la nouvelle capitale d'une « *république fédéraliste à venir* » ? Opposée à la république « *parisiano-étatique* », selon l'historien lyonnais Bruno Benoît, qui invoque la « lyonnitude » ? Si ce rêve a inspiré quelques dirigeants lyonnais, il s'est fracassé sur la dure réalité, la prise en main des forces lyonnaises par le comte de Précý, un royaliste notoire, cela à quelques journées de marche de la Suisse où opéraient tant d'émigrés ! On peut créditer les républicains lyonnais de la sincérité de leur républicanisme, ils n'ont « pas voulu cela », mais force est de constater qu'ils ont mal apprécié les risques de leur choix politique.

## Le basculement de Marseille vers le "modérantisme" en avril-mai 1793

Sur l'histoire politique de Marseille, confuse et passionnée, nous disposons des travaux récents de Michel Vovelle cités plus haut et de ceux de Jacques Guilhaumou (9).

(8) Michel Biard, 1793, *le siège de Lyon. Entre mythes et réalités*, éditeur Lemme, 2013.

(9) Voir ses nombreuses mises au point sur le site [revolution-francaise.fr](http://revolution-francaise.fr)

Michel Vovelle privilégie la description sociologique et reconstitue les flux et reflux de la participation aux assemblées de sections à partir d'archives exceptionnellement riches.

Jacques Guilhaumou, pour sa part, étudie en linguiste des textes, adresses, pétitions issus des sections et du club jacobin. Il conclut à l'authenticité et à la valeur « *progressiste* » d'une expérience de « *démocratie directe* » tentée au printemps 1793, tandis que Michel Vovelle campe sur ses graphiques de participation corrélés à grands traits avec les drames nationaux et locaux : chute du trône, séquence des expéditions punitives en Provence qui a duré jusqu'en mars 1793, donc plus longtemps à Marseille qu'à Paris, conflits entre gironde et montagne à la Convention qui se repercutent à Marseille, mais en se compliquant de rivalités internes aux jacobins et dans un contexte local marqué par l'absence de leaders de l'envergure de Marat ou de Robespierre. Ce qui conduit Michel Vovelle à formuler prudemment quelques doutes sur la réalité de cette démocratie sectionnaire : la participation du peuple aux débats des sections lui paraît trop discontinuée, scandée par les émotions, plus que par une prise de conscience politique de la valeur de la « *démocratie directe* ».

## Les faits avérés

Marseille est un grand port de 90 000 habitants qui ne peut se nourrir avec les seules ressources en blé de la Provence : or la guerre maritime, où les Anglais sont maîtres, entrave les arrivages, d'où une crise des subsistances qui fragilise les plus pauvres et qui donne des moyens de pression aux riches négociants qui contrôlent ce commerce.

La députation marseillaise s'est partagée comme ailleurs entre girondins et montagnards : parmi les premiers, Barbaroux, un avocat lié au négoce marseillais, qui a participé aux côtés des fédérés (armés par ses soins) à l'assaut contre les Tuileries le 10 août 1792, ce qui lui a conféré à Marseille une popularité immense. Mais après les massacres de septembre, il combat les montagnards et la

Commune à Paris, et, dès le 25 septembre, il défend avec Buzot le projet de garde départementale afin de protéger les députés contre « l'anarchie » parisienne.

Parmi les députés montagnards, Moïse Bayle, l'un des rares conventionnels pauvres (et qui le restera), jacobin ayant exercé un mandat municipal à Marseille en 1790. Il est chargé avec Boisset, en mars 1793, d'accélérer le recrutement des 300 000 hommes dans la Drôme et les Bouches-du-Rhône. Les deux représentants en mission découvrent un rapport de force qui s'inverse : les sections marseillaises sont investies par les modérés, poussés en avant par des négociants, des capitaines de navire que frappe la guerre maritime anglaise et où la tradition royaliste est restée puissante.

Les deux montagnards découvrent aussi des jacobins divisés entre des radicaux (comme Isoard, le « *patriote de 89* » fier de son engagement ancien au service de la révolution, animateur de « *promenades civiques* » pacifiques dans l'arrière-pays en 1790-1791) et des nouveaux venus, les « *patriotes de 92* » qui ont approuvé durant l'été 1792 et l'hiver qui a suivi les expéditions punitives contre les aristocrates et les prêtres réfractaires, à Marseille, Salon, Avignon ; parmi les « *pendeurs* », on relève les frères Savon, issus de ce milieu incertain politiquement des portefaix et qui ont surfé sur la vague de panique qui a accompagné la chute du trône, puis la mort du roi.

Isoard, visiblement débordé, pratique la fuite en avant : le 16 mars, il fait adopter par les corps constitués (municipalité comprise, mais le maire prétendra qu'on lui a arraché sa signature) des mesures d'exception : un tribunal révolutionnaire, le désarmement des suspects (500, 600 ?), la taxation des citoyens aisés. C'était agiter le chiffon rouge devant « l'aristocratie mercantile » !

Bayle et Boisset découvrent aussi une municipalité incertaine : Seytre, procureur de la commune douteux (qui fut complice des « *pendeurs* », mais qui s'oppose désormais au désarmement des suspects et renâcle devant le recrutement d'une armée révolutionnaire de six mille hommes), et Mouraille, maire aux sympa-

thies girondines, difficilement réélu en novembre 1792, « *astronome fourvoyé en politique* » selon Michel Vovelle, « *vieillard inepte* » selon Barbaroux, sourd et manœuvré par Savon selon l'historien positiviste du XIX<sup>e</sup> siècle Guibal, un magistrat incapable en tout cas de gérer une situation explosive. Le couple Seytre-Mouraille fait pâle figure comparé au couple Chaumette-Pache à Paris ! La qualité des hommes est un facteur décisif en révolution.

Les deux représentants arrivés le 28 mars repartent nuitamment le 29 avril !

Le 1<sup>er</sup> avril, trois jacobins ont été tués dans Beaucaire l'aristocrate ; le 3, Bayle et Boisset ont requis le département de recruter les 6 000 hommes de l'armée révolutionnaire pour réduire une Vendée provençale encore hypothétique ; le 10, le club jacobin se déchaîne contre Seytre et Mouraille, que les deux représentants destituent le 14. Destitution qui sera confirmée par les sections le 17, mais qui vaudra aux deux conventionnels une verte semonce de la part du Comité de salut public : il leur reproche d'avoir insuffisamment motivé leur arrêté.

## Un comité central des sections, pouvoir exécutif régional à Marseille ?

Surgit alors ce que Jacques Guilhaumou appelle un pouvoir exécutif régional, expression d'un premier jacobinisme fédéraliste en 1793. Sur proposition du club jacobin, est créé le 11 avril un comité central qui correspondra avec les sections et les départements méridionaux ; les autorités constituées lui seront subordonnées ; en cas de conflit, les représentants trancheront puisqu'ils ont pleins pouvoirs, ce comité central dirigera l'armée des 6 000 hommes.

Vingt-deux sections sur vingt-quatre approuvent ce projet d'un exécutif régional concentré sur la chasse aux suspects et la répression. S'achemine-t-on vers cette « *république du Midi* » dont Manon Roland pesait les chances avec le Marseillais Barbaroux en juillet 1792 (10) ?

Boisset et Moïse Bayle tentent de reprendre le contrôle de la situation en faisant le tour des sections redevenues pléthoriques, ils les appellent à l'union et à la vigilance à l'égard de ces nouveaux venus (les modérés). Les deux représentants reconnaissent leur impuissance le 28 avril, ils expliquent au Comité de salut public que « *l'esprit public a changé* » à Marseille, où « *l'aristocratie mercantile* » a dupé les Marseillais qui se dressent contre les autorités constituées (qu'ils viennent eux-mêmes de destituer !). Finalement, ils désertent l'arène, et c'est à Montélimar, le 2 mai, qu'ils arrêtent des mesures énergiques, qui resteront lettre morte : ils cassent le tribunal révolutionnaire illégal (qui reste en place) et le comité central des sections. Celles-ci se déclarent début mai « *en état de résistance légale à l'oppresseur* ».

Qui est l'oppresseur ? Les deux représentants envoyés par la Convention ? Ou ces « brigands », terroristes, ces prétendus partisans de la loi agraire (le partage des terres), ces criminels venus d'ailleurs qui peupleraient le club jacobin selon une dénonciation du 2 mai ? Bientôt, les sections vont publier un *Eloge des riches, nos frères*, ces négociants aisés si nécessaires à la prospérité de nos villes ! Le courant modéré s'exprime maintenant ouvertement.

Isoard fuit à Paris, où il rejoint le club insurrectionnel de l'Evêché, un autre jacobin se suicide... Le lien entre jacobinisme, montagnards et peuple souffrant n'était pas inscrit dans le grand livre de l'histoire à Marseille pas plus qu'à Lyon...

## Un "jacobinisme fédéraliste populaire" en avril-mai 1793 à Marseille ?

Jacques Guilhaumou étudie ce courant depuis 1986 ; l'expression a suscité débat parmi les historiens. A la lecture de l'essai *Pour quoi faire la révolution*, on croit deviner que Pierre Serna ratifie son analyse.

(10) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 49, Manon Roland.

Fédéralisme jacobin incarné par Isoard ? Débordé par le fédéralisme modéré ? Les deux termes sont utilisés par Jacques Guilhaumou sans être clairement définis et sans que les frontières soient bien délimitées. Tenons-nous cette seconde chance pour le fédéralisme à venir dont rêve Pierre Serna ? Les textes cités plus haut révèlent que ce fédéralisme s'alimente de forts sentiments de classe : la haine et la peur des sans-culottes, présumés ennemis mortels de tous les propriétaires.

Les textes analysés par Guilhaumou abondent en formules politiques qui renvoient aux débats engagés avant la Révolution, par Rousseau notamment (comment le peuple souverain peut-il contrôler ses représentants ?), et réactivés par le conflit entre montagnards et girondins, présenté par ces derniers comme un conflit entre Paris et les départements, et qui est en réalité un conflit pour le pouvoir, greffé sur de banales oppositions de classes.

On aimerait connaître les rédacteurs de ces motions : le recrutement des sections s'est élargi, c'est incontestable, est-il pour autant plus populaire ? Qui a tenu la plume ? Droit de « *résistance à l'oppression* », « *souveraineté partielle* » ou « *locale* », rajusté en souveraineté « *relative* », écrit drôlement Michel Vovelle. Le 16 mars, le club avait envoyé à la Convention une adresse qui invitait tous les députés girondins à se retirer, alléguant « *le droit partiel de souveraineté* ». Cette adresse fut discutée à la Convention et qualifiée de fédéraliste par... le girondin Lasource ! L'injure fédéraliste se promenait d'un camp à l'autre, recouvrant des réalités politiques opposées ; le diviseur, c'est l'autre !

Mais, le 12 juin, les sections de Marseille publient ce *Manifeste des républicains marseillais aux républicains français* qui déclare la guerre aux « *factieux* », à la Convention où se sont imposés les montagnards.

## Débats

Jacques Guilhaumou croit à la sincérité de ces discours, qui expriment selon lui une aspiration authentique à la démocratie

« *pure* » ou « *directe* », celle qui n'admet le système représentatif qu'à la limite, qui le récuse au fond sans l'avouer, au nom d'une aspiration à l'autonomie municipale, voire régionale, méridionale en tout cas. Paolo Viola a jugé cette pensée politique « *dépassée, réactionnaire* », un « *provincialisme idéologique* ».

Michel Vovelle, pour sa part, avance qu'avec ce vocabulaire (surtout celui de « l'exécution » qui fustige les anarchistes, les brigands, les criminels), les modérés, les commis de commerce, clientèle des négociants tout puissants dans le grand port, ont avancé masqués et ont manipulé les sections qu'ils ont méthodiquement infiltrées (11).

On peut supposer que l'opération fut facilitée par les divisions internes au jacobinisme marseillais, impuissant à régler le problème des subsistances. Cette démocratie directe fut-elle un « *rêve* » ? Une « *histoire marseillaise* », s'interroge avec quelque impertinence Michel Vovelle ? Il ne la voit pas incarnée dans la vie quotidienne des sections rythmée par de brèves affluences (lors des échéances électorales ou quand survient la chute du trône) suivies de reflux (durant l'hiver 1792-1793, époque de la campagne contre les « *appelants* » et contre Barbaroux, l'époque aussi des pendants sauvages), jusqu'à ce que l'afflux des modérés renverse la situation politique à partir d'avril-mai 1793 : les annonces d'arrestations massives de suspects et l'appel aux contributions forcées sèment la panique dans la classe marchande, dont une partie investit les sections, suivie avec retard par les petits boutiquiers.

Au même moment, à Paris, les sections populaires pétitionnent pour la taxation des grains, qu'elles obtiennent le 4 mai, et pour la révocation des girondins qui leur paraissent trahir leur mandat : assurer le salut du peuple. Elles obtiennent satisfaction sur ce point le 2 juin en exerçant une pression physique contre la Convention. La Convention « *épurée* » saura-t-elle démontrer qu'elle est le pouvoir légitime capable d'assurer l'unité et la victoire de la nation ?

(11) Le témoignage du chevalier de Fontvielle est éclairant.

Quand les deux tiers des départements ne lui obéissent plus, quand les girondins lèvent des armées contre elle en Normandie, à Bordeaux, à Lyon qui se donne à Précý, à Marseille qui admet au comité central des sections le négociant royaliste Abeille, lequel entame une négociation avec l'amiral anglais Hood, quand Toulon se livre aux royalistes et aux Anglais, le fédéralisme prend un contenu que les girondins n'avaient pas prévu et qui les mènera à l'échafaud en octobre.

La dislocation et l'invasion de la nation paraissant le danger le plus immédiat, c'est alors que s'impose en août le mot d'ordre de ralliement autour de la Convention comme centre unique des volontés, puis en octobre autour du Comité de salut public.

Il est significatif de relever que les départements fédéralistes ne parvinrent pas à coordonner leurs efforts.

Jacques Guilhaumou estime que ce fédéralisme jacobin régional de 1793 offrait une alternative politique au gouvernement révolutionnaire ; ce fut aussi l'ambition caressée par le journaliste Hébert, que combattit vigoureusement Robespierre le 25 septembre.

A l'heure où la conduite de la guerre exigeait une main ferme et lucide, la direction montagnarde s'imposait, le rêve fédéraliste caressé par quelques porteparole, des journalistes comme Hébert ou Isoard, révélait son inconsistance et son impuissance à refouler la contre-révolution.

**Nicole Perron,  
9 avril 2013**

# **Lénine : Œuvres, tome 18**

## **(avril 1912-mars 1913)**

Les deux guerres qui ont déchiré les Balkans en 1912 et 1913, la première du 9 octobre 1912 au 30 mai 1913, la seconde du 30 juin au 10 août 1913) annoncent et préparent la guerre de 1914-1918.

La première a dressé la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro contre les Turcs de l'Empire ottoman, dont les vainqueurs se partagent les dépouilles dans les Balkans.

La seconde a dressé la Bulgarie contre la Grèce et la Serbie auxquelles se joignent la Roumanie... puis la Turquie. Cette seconde guerre s'achève le 10 août par la défaite de la Bulgarie sanctionnée dans un traité de paix signé à Bucarest qui enlève à la Bulgarie la grande majorité de ses conquêtes de l'année précédente, réparties entre ses vainqueurs. La Macédoine fut divisée en parts égales entre la Serbie et la Grèce ; la Roumanie reçut la Nouvelle Dobroudja, vieille province bulgare habitée par 48 % de Bulgares... et 3 % de Roumains, plus diverses nationalités ; la Turquie récupéra Andrinople et une grande partie de la Thrace conquises neuf mois plus tôt. « *La question des Balkans (...) était prête à n'importe quel moment à se transformer en un conflit diplomatique ou militaire* », conclut Trotsky (1).

Derrière ces petits pays en guerre, on devine l'ombre des grandes puissances, entre autres celle de la Russie tsariste.

Les deux articles de Lénine reproduits ci-dessous dénoncent le jeu de la Russie qui tourne le dos à la revendication démocratique avancée par Lénine et plus largement par l'Internationale à cette époque : une république fédérale démocratique des pays balkaniques.

La meilleure source sur ces deux guerres est toujours le livre de Léon Trotsky, qui fut alors correspondant dans les Balkans du journal *Kievskaja Mysl*, *Les Guerres balkaniques, 1912-1913*, éditions Science marxiste, Paris 2002.

---

(1) Léon Trotsky, *Les Guerres balkaniques, 1912-1913*, p. 15.

# Les peuples des Balkans et la diplomatie européenne

**A** l'heure actuelle, l'attention du monde entier est tournée vers les Balkans. Et cela n'a rien que de naturel. Dans les Balkans, en effet, le moment est peut-être arrivé où les peuples eux-mêmes vont avoir leur mot, libre et résolu, à dire. Désormais, il n'y a plus de place pour le jeu des puissances bourgeoises et de leurs diplomates, maîtres dans l'art d'intriguer, de se tendre des chausse-trapes et de se donner mutuellement des crocs-en-jambes perfides.

Les peuples des Balkans pourraient reprendre à leur compte les paroles que disaient nos serfs dans le passé : « *Plus que de tous les maux, protégez-nous de la colère et de l'amour des seigneurs* » (1). Pour les paysans et les ouvriers des Balkans, en effet, l'intervention des puissances européennes, qu'elle soit hostile ou soi-disant amicale, signifie uniquement qu'aux conditions générales de l'exploitation capitaliste viennent s'ajouter toutes sortes d'autres obstacles au libre développement.

C'est là une des raisons pour lesquelles nous devons lutter à la fois contre la « diplomatie » de l'Etat et du gouvernement et contre celle des libéraux. Ces jours derniers, nous avons eu un exemple des raisonnements absolument mensongers que tenait la *Retch* qui invitait la « société russe » (c'est-à-dire la bourgeoisie) à se rappeler les paroles

de l'organe ministériel anglais selon lequel l'Europe ne permettrait pas que les Balkans « soient mal gouvernés » !

« *Notre diplomatie, clame la Retch, ne doit en aucun cas se croiser les bras.* »

Nous répondons à cela que la seule chose que la bourgeoisie européenne, même la plus « libérale », peut apporter dans les Balkans, c'est un soutien à ce qui est en train de pourrir, un soutien à la stagnation et une entrave bureaucratique à la liberté. Car enfin, c'est bien l'« Europe » qui empêche que soit instituée une république fédérale balkanique.

Ce n'est pas sur les intrigues des diplomates bourgeois, quelles que puissent être les phrases libérales dont elles se parent, que sont fondés les espoirs des ouvriers d'avant-garde et de tous les démocrates des Balkans, c'est uniquement sur le développement de la conscience, de l'esprit démocratique, et de l'action des *masses*.

La « *Pravda* », n° 144, 16 octobre 1912. Conforme au texte du journal  
*Signé : V.*

(1) Paroles prononcées par la servante Liza dans la comédie de Griboïédov : *Le malheur d'avoir trop d'esprit.* — P. 355.

## Une résolution honteuse

**L**a résolution de la Douma de Pétersbourg datée du 10 octobre a attiré l'attention de l'opinion publique.

Cette résolution porte sur la guerre des Balkans qui, actuellement, est l'événement le plus important de la politique mondiale. Elle émane d'une institution qui a une grande influence parmi la bourgeoisie. Elle a été adoptée à l'unanimité par les réactionnaires les plus fiefs et par les libéraux.

Dans un « discours enflammé », le cadet (1) libéral et « quasi démocrate » (!?) Falbork a cherché à prouver qu'une telle résolution était nécessaire. Il a ensuite participé aux travaux de la commission préparatoire et, pour finir, il l'a votée.

Or, cette résolution est un modèle de chauvinisme, un modèle de la servilité de la bourgeoisie à l'égard des « grands de ce monde », un modèle du soutien que la bourgeoisie apporte à la politique qui transforme les peuples en chair à canon.

« Pétersbourg, proclame la résolution qui a été adressée aux capitales des puissances balkaniques belligérantes, partage votre espoir en cet avenir lumineux pour lequel vous versez votre sang et où les peuples opprimés jouiront de la liberté et de l'indépendance. »

Voilà derrière quelles phrases se dissimule le chauvinisme ! Jamais un

peuple opprimé n'a obtenu la « liberté » en faisant *la guerre* à un autre peuple. Les guerres entre les peuples ne font que renforcer l'oppression qu'ils subissent. Le *seul* moyen d'assurer la *liberté* aux paysans slaves des Balkans, tout comme aux paysans turcs, c'est de faire régner sans restriction la liberté dans *chaque* pays et de créer une fédération d'États absolument démocratiques.

Le paysan slave et le paysan turc sont frères. Tous deux sont pareillement opprimés par leurs grands propriétaires fonciers et leurs gouvernements.

C'est en cela que réside la véritable oppression, le véritable obstacle à l'« indépendance » et à la « liberté ».

A la Douma de Pétersbourg, les réactionnaires et les libéraux chauvins se sont ouvertement unis (pratiquement, ils l'étaient déjà dans la presse, car *en fait*, le *Novoïé Vrémia* et la *Retch* défendent sur ce problème des thèses analogues, qui ne diffèrent que par le ton employé pour les défendre et par quelques points de détail). Le but de cette union est de transformer les peuples en chair à canon.

La « Pravda », n° 146, 18 octobre 1912. Conforme au texte du journal  
Signé : T.

---

(1) Cadet : initiales, en russe, du Parti constitutionnel démocrate, parti monarchiste libéral.



# Le dernier article de Jean Jaurès

**L**e dimanche 28 juin 1914 à Sarajevo, capitale de la Bosnie, alors occupée par l'Autriche-Hongrie où habitait une grande partie de la population serbe, l'héritier du trône autrichien, François Ferdinand, et sa femme Sophie furent victimes d'un attentat dont les organisateurs s'avèrent vite être des conspirateurs serbes. Les autorités austro-hongroises exigèrent alors catégoriquement du gouvernement du royaume de Serbie qu'il leur accorde la possibilité de mener une enquête minutieuse sur le meurtre du couple impérial. Après avoir consulté la Russie tsariste, son allié politique éprouvé, la Serbie rejeta la demande du gouvernement de Vienne.

## Une insupportable guerre des nerfs

Le mardi 28 juillet 1914, les Austro-hongrois, assurés du soutien total et de l'aide de leurs alliés du Reich allemand, qui avaient intérêt à attiser le conflit entre l'Autriche et la Serbie, déclarèrent la guerre à cette dernière. Les Etats d'Europe occidentale s'engagèrent alors dans un calcul et dans une insupportable guerre des nerfs.

Trois jours plus tard dans les colonnes de *L'Humanité*, l'organe de presse de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), parut un article au titre éloquent : « *Le sang-froid nécessaire* », écrit par le fondateur et l'éditeur du journal, le républicain, le professeur, le conférencier, le publiciste, le parlementaire, l'orateur d'une énergie indomptable, le défenseur des valeurs fondamentales de la culture universelle, l'un des dirigeants les plus importants et les plus éminents du mouvement ouvrier français, le cofondateur de la SFIO, le théoricien remarquable, militant de la Deuxième Internationale, le propagateur

ardent des idées du socialisme, le patriote sincère et conséquent, le critique inflexible des manifestations de militarisme, de chauvinisme de nationalisme et plus encore de la guerre, Jean Bouche d'Or, en un mot Jean Jaurès.

Face à la situation politique catastrophique dans laquelle se trouvait alors l'Europe occidentale pendant cet été 1914, Jean Jaurès ne pouvait et ne voulait pas garder le silence. Une telle attitude aurait été totalement contradictoire avec son caractère et avec sa nature. Il devait élever la voix pour défendre la paix menacée dans l'Europe entière et pas seulement dans telle ou telle de ses parties.

## Il devait élever la voix

Jean Bouche d'Or ne s'attendait pas à prendre la parole pour la dernière fois de sa vie, d'une vie si riche en activités et en obligations multiples.

Dans la première phrase de son article, Jean Jaurès, sous forme dramatique, en appelle à tous les lecteurs de *L'Humanité* : « *Que l'on mette, si l'on veut, les choses au pire, qu'on prenne en vue des plus formidables hypothèses les précautions nécessaires, mais de grâce qu'on garde partout la lucidité de l'esprit et la fermeté de la raison.* »

Bien que cette première phrase sonne de façon dramatique, Jaurès n'avait pas l'intention de cultiver le moindre pessimisme dans les colonnes de *L'Humanité*. Il n'avait pas non plus le moins du monde l'intention d'effrayer ses lecteurs. Au contraire.

Les deux phrases suivantes de l'article témoignent qu'il n'avait perdu ni l'optimisme ni l'espoir : « *A en juger par tous les éléments connus, il ne semble pas que la situation internationale soit désespérée* », soulignait Jaurès en ajoutant : « *Elle est grave à coup sûr, mais toute chance d'arrangement pacifique n'a pas disparu.* »

Jaurès fondait son optimisme et son espoir authentique que l'Europe éviterait la guerre par l'argumentation suivante : « Il est évident que si l'Allemagne avait eu le dessein de nous attaquer, elle aurait procédé selon la fameuse attaque brusquée. » Or, constatait-il avec soulagement : « Elle a au contraire laissé passer les jours, et la France comme la Russie ont pu mettre à profit ce délai, la Russie pour procéder à une mobilisation partielle (1), l'autre, la France, pour prendre toutes les précautions compatibles avec le maintien de la paix. D'autre part, l'Autriche et la Russie sont entrées en négociations directes. La Russie demande à l'Autriche quel traitement elle réserve à la Serbie. L'Autriche a répondu qu'elle respecterait "son intégrité territoriale". La Russie estime que ce n'est pas assez, qu'il faut en outre que "les droits de souveraineté de la Serbie soient garantis". »

Jean Jaurès ne perdant donc pas son optimisme affirmait ensuite : « La conversation est engagée. Même si un désaccord se précise entre les vues de l'Autriche et celles de la Russie, on pourra mesurer l'écart des idées et s'employer à la solution d'un problème dont les données seront déterminées. C'est alors, semble-t-il, que pourra intervenir la pensée médiatrice de l'Angleterre [l'arbitrage — NDA] (2) qui cherche sa forme, ses moyens d'expression, mais qui finira bien par prévaloir », pronostiquait Jean Jaurès.

## Pourquoi surestimait-il l'idée de l'arbitrage ?

Pourquoi ce dernier estimait-il tant et même surestimait-il l'idée de l'arbitrage ? Parce que cette idée devait répondre — comme il le remarquait — d'un côté aux « sentiments profonds des peuples » et de l'autre « au désir même des gouvernements » (3).

Dans la suite de sa publication appelant au sang-froid, Jaurès, utilisant le terme de « crise diplomatique », signalait aux lecteurs de *L'Humanité* où devait se trouver désormais à son sens le plus grand danger qu'il définissait en ces termes : « Le plus grand danger à l'heure actuelle n'est pas, si je puis dire, dans les événements eux-

mêmes. Il n'est même pas dans les dispositions réelles des chancelleries si coupables qu'elles puissent être ; il n'est pas dans la volonté réelle des peuples ; il est dans l'énervement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions subites qui naissent de la peur, de l'incertitude aiguë, de l'anxiété prolongée. »

## “Dangereuse anxiété prolongée”

Combien de temps pouvait durer cette « dangereuse anxiété prolongée » ? Jaurès répondait brièvement : « Cela, qu'on ne s'y trompe pas, peut durer des semaines », parce que, comme Jaurès voulait en persuader ses lecteurs, « les batailles diplomatiques, mettant en jeu toute une Europe et un appareil formidable et multiple de nations puissantes, s'étendent nécessairement sur plusieurs semaines ».

Puis Jaurès, partant du principe que, malgré tout, les gouvernements européens intéressés parviendront à conjurer le spectre d'un grand conflit armé exclusivement par la voie de négociations diplomatiques, préparait tous les lecteurs de *L'Humanité* à une grande épreuve, celle du temps et de l'endurance. « Pour résister à

(1) Le mercredi 29 juillet 1914, à la nouvelle que l'Autriche-Hongrie avait, la veille, déclaré la guerre au royaume de Serbie, le tsar russe Nicolas II publie un ordre de mobilisation partielle de treize corps d'armée. La décision de Nicolas II visait évidemment l'Autriche-Hongrie. Le jour suivant, le jeudi 30 juillet, Nicolas II posa la question clairement : il décréta la mobilisation totale dans toute la Russie.

(2) Jean Jaurès avait en vue la proposition avancée par le ministre britannique des Affaires étrangères, Edward Grey, visant à limiter les opérations militaires engagées entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. L'idée était la suivante : l'Autriche-Hongrie après l'occupation attendue de Belgrade, la capitale de la Serbie, devait interrompre ses opérations militaires contre la Serbie et entamer avec elle des négociations sous le contrôle du Tribunal international de la Haye. La suite montra que, malheureusement, rien ne sortit de cette proposition.

(3) Il faut souligner que Jean Jaurès appuyait pleinement l'idée d'un arbitrage international, et sur ce point se disputait avec Rosa Luxemburg pour qui « l'idée d'un arbitrage entre gouvernements bourgeois (...) signifiait l'acceptation du principe de la défense de la paix à tout prix, et dès lors même la défense du capitalisme ». Jean Jaurès abordait l'idée de l'arbitrage d'une façon totalement différente. Il voyait surtout dans cette idée un principe humaniste (cf. Jean Jaurès, *L'Humanité*, 18 juillet 1914).

*l'épreuve, écrit Jaurès, il faut aux hommes des nerfs d'acier, ou plutôt il leur faut une raison, ferme, claire et calme. C'est à l'intelligence du peuple, c'est à sa pensée que nous devons aujourd'hui faire appel si nous voulons qu'il puisse rester maître de soi, refouler ses paniques, dominer les énervements et surveiller la marche des races humaines l'horreur de la guerre. »*

Jaurès, en pacifiste déclaré, souvent stigmatisé pour cette raison par ses adversaires politiques, avait pleinement conscience que ce qui était alors en jeu était d'une extrême gravité.

En gardant son optimisme intérieur et sa sérénité d'esprit, Jaurès s'efforçait de tranquilliser les lecteurs de son article en attirant leur attention avec force sur le fait que dans des situations aussi exceptionnelles, les émotions sont le pire des conseillers et des guides.

En un mot, pour ne pas céder à la folle panique qui pouvait influencer sur la prise de décisions, il fallait pour Jaurès conserver « un sang-froid » indiqué dans le titre. « *Le péril est grand, soulignait-il, mais il n'est pas invincible si nous gardons la clarté de l'esprit, la fermeté du vouloir, si nous savons voir à la fois l'héroïsme de la patience et l'héroïsme de l'action. La vue nette du devoir nous donnera la force de le remplir. »*

## **L'efficacité de l'action de la classe ouvrière française contre la guerre**

En conclusion de son article du 31 juillet 1914, Jaurès, ne pouvant prévoir que le soir de ce même jour il allait mourir des mains d'un jeune nationaliste fanatique qui le qualifiait de « *traître à la patrie* » et « *d'agent allemand* », présentait aux lecteurs de *L'Humanité* son plan d'action pour les prochains jours du mois d'août. Il croyait profondément en l'efficacité de l'action de la classe ouvrière française contre la guerre.

Ce plan d'action devait revêtir les formes suivantes : « *Tous les militants socialistes inscrits à la Fédération de la Seine sont convoqués dimanche matin (le 2 août*

*1914 — NDA), salle Wagram, à une réunion où sera exposée la situation internationale, où sera définie l'action que l'Internationale attend de nous. Des réunions multipliées tiendront en action la pensée et la volonté du prolétariat et prépareront la manifestation assurément magnifique qui préludera aux travaux du congrès international. Ce qui importe avant tout, c'est la continuité de l'action, c'est le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrière. Là est la vraie sauvegarde. Là est la garantie de l'avenir » (4).*

Chacun sait parfaitement comment se sont déroulés les événements des jours suivants. Le samedi 1<sup>er</sup> août 1914, le lendemain de l'assassinat de Jaurès, le Reich allemand a déclaré la guerre à la Russie tsariste, le 3 août il déclare la guerre à la France alliée de la Russie. Le mardi 4 août, en réaction au franchissement de la frontière de la Belgique neutre par l'armée allemande, l'Angleterre, alliée de la France, déclare la guerre au Reich allemand.

Les pronostics optimistes de Jaurès dans les derniers jours de juillet 1914 ne se sont malheureusement pas traduits dans la pratique. Les instincts sanguinaires n'avaient rien de commun avec le bon sens, que le chef des socialistes français appelait à conserver peu avant sa mort tragique.

Commençait alors un massacre absurde qui devait durer plus de quatre ans et qui à ce jour témoigne de façon palpable que la personne humaine est un mécanisme complexe et imprévisible lorsqu'elle se laisse diriger dans la vie non par la raison, mais exclusivement par des émotions irrationnelles. Jean Jaurès en était parfaitement conscient et il dut payer d'un prix très élevé cette connaissance. Il vaut la peine de s'en souvenir tout le temps en tant qu'êtres humains car « le sommeil de la raison engendre des monstres ».

**Ryszard Rauba**

(4) Le 23 août 1914 devait s'ouvrir à Vienne le dixième congrès de la Deuxième Internationale. L'explosion du conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie modifia ce plan. Le Bureau socialiste international, réuni à Bruxelles les 29 et 30 juillet, sur proposition de Jean Jaurès, décida de déplacer la tenue du congrès à Paris. Ses travaux devaient commencer le 9 août 1914. La déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne interdit la tenue de ce congrès.

## Roman Rosdolsky

# La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates

Nous reproduisons dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* et dans le numéro suivant un article de Roman Rosdolsky — ainsi que sa brève notice biographique — imprimé il y a plus de trente ans dans la revue *Critique communiste* publiée par la LCR. Cet article, aujourd'hui introuvable, souligne, faits et citations à l'appui, à quel point la révolution mûrissait en Autriche dès le début de 1918 et comment les dirigeants de la social-démocratie ont tout fait pour l'étrangler et pour sauver la monarchie.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié dans leurs numéros 12 et 22 deux études qui, venant pourtant de sources opposées, vont dans le même sens: l'une de l'ancien trotskyste Georges Steuer (n° 22), l'autre du dirigeant social-démocrate de gauche Otto Bauer (n° 12). Ce dernier explique à la fois que la révolution politique de novembre 1918 qui renverse la monarchie et le féodalisme n'est que la moitié de la révolution et devrait déboucher logiquement sur la révolution sociale... mais qu'il ne faut surtout pas faire cette dernière ! Le bilan de cette politique sera l'écrasement du mouvement ouvrier autrichien, et en particulier du parti social-démocrate en 1934, l'instauration du régime dictatorial social-chrétien puis du nazisme en 1938.

## Roman Rosdolsky

# La situation révolutionnaire en Autriche en 1918 et la politique des sociaux-démocrates

### *La grève de janvier 1918 en Autriche*

« *Le sort des pourparlers ne sera pas réglé à Brest-Litovsk, mais dans les rues de Berlin et de Vienne* »

## I - Les pourparlers de Brest-Litovsk et les grèves révolutionnaires en Allemagne et en Autriche-Hongrie

**L**e 18 janvier, lorsque Trotsky quitta Brest-Litovsk, il était conscient que c'en était complètement fini de la période des joutes oratoires dialectiques avec Kühlman, et que les prochaines semaines (si non les prochains jours) devraient amener la décision.

Incapable de résister militairement aux impérialismes allemand et autrichien conjugués, la République soviétique, à peine née, ne pouvait compter que sur deux choses : premièrement, sur le fait que les puissances centrales elles-mêmes livraient une lutte à mort contre la coalition des puissances occidentales économiquement supérieures à elles, et qu'elles devaient de ce fait manifester une certaine modération à l'égard de la Russie restée sans défense ; deuxièmement, elle pouvait tabler sur l'épuisement économique de l'Allemagne et surtout de l'Autriche-Hongrie, épuisement dont on pouvait escompter qu'il provoquerait une montée impétueuse de l'état d'esprit révolutionnaire au sein des classes ouvrières et des nationalités op-

primées de ces Etats. Ces deux éléments avaient déterminé Kühlman et Czernin à se conduire temporairement de manière très pacifique et démocratique, pour donner l'air le plus innocent possible à leur propre programme d'annexion de l'Europe orientale, en profitant de l'impuissance militaire du gouvernement bolchevik (1).

---

(Les titres et les intertitres sont de la rédaction de *Critique communiste* ou des *Cahiers du mouvement ouvrier*.)

(1) En conséquence de ce point de vue extrêmement clair et stipulé dans les accords [entre l'Allemagne et l'Autriche — RR], ni M. Kühlman ni le comte Czernin n'ont demandé d'annexions directes lors des pourparlers avec la Russie.

« Leur plan vise à parvenir, à l'aide du mot d'ordre du gouvernement russe le droit à l'auto-détermination des peuples russes, à l'annexion [Anschluss] de ces derniers aux deux Etats impériaux. Les représentants de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne furent pendant tout ce temps entièrement d'accord sur le fait qu'il s'agirait de chercher, sur cette base, à extorquer le plus possible à la Russie » (Czernin à l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, Hohenlohe, le 2 janvier 1918, annexe. P.A.I. 1053, fol. 66-8. Les sigles P.A.I. et M.D.I. désignent des codes autrichiens. Note de l'éd. allede).

Cependant, au bout d'une semaine à peine, Trotsky réussit à contraindre la diplomatie des puissances centrales à se démasquer, si bien qu'elle abandonna les beaux discours et qu'elle dut se déclarer partisane, aux yeux de tout le monde, de la « version allemande du droit à l'auto-détermination », à savoir de la politique d'expansion la plus ouverte. Les simples joutes oratoires céderaient alors la place au pur acte d'autorité du haut commandement militaire, à moins qu'au dernier moment les *masses ouvrières* des deux empires ne contrariaient les plans de leurs maîtres...

## Les “illusions” de Trotsky

Ceci amène à parler de « l'erreur de calcul » souvent évoquée (et dont beaucoup de gens sourient de manière compatissante) des dirigeants bolcheviks. « *Trotsky lui aussi*, dit Wheeler Bonnet, *se fit des illusions* », même si elles n'étaient pas de même nature que celles de Kühlman ou de Czernin. Car il compta sur l'irruption imminente d'une révolution en Autriche et en Allemagne, qui provoquerait un tournant décisif dans la situation. Et n'est-il pas évident que si un événement historique *ne se produit pas*, c'est précisément parce qu'il ne pouvait pas se produire, et que Trotsky était, dans ce cas, prisonnier de ses propres illusions ?

Cependant, comment les contemporains eux-mêmes évaluèrent-ils la possibilité d'une révolution sur le territoire des puissances centrales (nous pensons évidemment ici avant tout à l'Autriche-Hongrie) ? Ils n'avaient naturellement pas l'avantage de méditer les choses après coup, et leurs propos étaient par conséquent fort éloignés du point de vue placide et fataliste des historiens.

Il est notoire que l'empereur Charles fut épouvanté par la situation créée par la grève des travailleurs de Wiener-Neustadt et de Vienne.

« *Je dois vous assurer encore une fois avec la plus grande insistance*, dit-il dans un télégramme adressé à Czernin le 17 janvier, *que tout le sort de la monarchie et de la dynastie dépend d'une conclusion aussi rapide que possible de*

*la paix à Brest-Litovsk. Nous ne pouvons ici renverser la situation pour la Courlande, la Lithuanie et autres rêveries polonaises* (2). *Si la paix ne se réalise pas, nous aurons ici la révolution, même s'il y a beaucoup à manger. C'est une consigne grave, dans une situation grave* » (3).

Mais peut-être l'empereur Charles n'était-il qu'une âme pusillanime, et ne faut-il pas, pour cette raison, le prendre au sérieux ? Cependant, son ministre des Affaires étrangères ne fut pas moins épouvanté que lui. Ainsi, Czernin télégraphia à Charles, dès le 20 décembre, pour l'entretenir de « *la situation désespérée concernant le ravitaillement* » de la monarchie :

« *Selon la Constitution en vigueur, [...] [je] suis complètement impuissant face à cette situation désastreuse. D'un autre côté, il est clair qu'on ne peut faire une politique extérieure lorsque la famine et la révolution éclatent aux arrières. Aussi, conjuré-je* (4), *sa Majesté de bien vouloir intervenir personnellement et d'y porter remède [...]. Si nous continuons dans la voie actuelle, nous ne manquerons pas de vivre dans quelques temps des circonstances qui ne le céderont en rien à celles que connaît la Russie* » (5).

Et le 15 janvier, le même comte Czernin télégraphia à son représentant à la cour impériale, le comte Demblin :

« *Que Son Eminence daigne ne laisser aucun doute à sa Majesté quant à la terrible gravité de la situation* » (6).

## “Nous sommes tous confrontés au même danger”

D'autres ministres tinrent les mêmes propos (ainsi par exemple le ministre de l'Alimentation Höfer (7) et le chef d'état-major Arz (8)).

(2) Cette illumination subite n'empêcha cependant pas l'empereur Charles de s'adonner à ces « rêveries polonaises » jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'à l'effondrement définitif de la monarchie.

(3) Cité dans Gratz-Schuller, pp. 139-140.

(4) Souligné par Czernin.

(5) P.A.I. 1078, I.L., fol. 15-6.

(6) P.A.I., 1077, 2.L., fol. 21-2.

(7) P.A.I., 1081, 2.L., fol. 28.

(8) P.A.I., 1080, de Bade, fol. 12.

Enfin, les dirigeants de la social-démocratie, Adler, Seitz, Ellenbogen et Renner ne se montrèrent pas moins préoccupés, lors de leur conférence confidentielle du 18 janvier 1918 avec le baron Flotow.

Flotow raconte à ce propos : « *Le député Seitz fit devant moi le calcul selon lequel on pourrait payer les gens [c'est-à-dire les grévistes — RR] de promesses pendant quatre ou cinq jours encore, mais pas plus longtemps. D'ici là, il leur faudrait une nouvelle qui contînt un élément positif, le fait au moins que l'on était convenu de certaines choses, que l'on avait paraphé quelques points [à Brest-Litovsk — RR] par exemple. Sans résultats, passé ce délai, nous serions tous confrontés au même danger !* » (9).

Le « danger » auquel tous se trouvaient confrontés, c'était évidemment l'imminence de la révolution en Autriche. Et il s'agissait de l'éviter à tout prix. Au regard de ce front unique de la peur, peut-on continuer à accuser Trotsky de s'être fait des « illusions » ?

Peut-être bien. Mais son illusion ne résidait pas dans une fausse appréciation de la situation générale et de l'état d'esprit des masses ouvrières, mais dans la sous-estimation du profond changement qui s'était produit depuis l'éclatement de la guerre mondiale dans la mentalité et les conceptions de la direction réformiste de la social-démocratie autrichienne.

Certes, Trotsky connaissait la physiologie politique de Karl Renner ou de K. Seitz, et ne se faisait sans doute plus guère d'illusions sur le « conseil aulique de la révolution », comme V. Adler s'intitulait lui-même en plaisantant (10).

Mais le point sur lequel il se trompait encore — et c'est compréhensible — c'était le rôle de la « gauche » social-démocrate qui suivait Fr. Adler et O. Bauer. « *Un royaume pour un révolutionnaire !* », aurait-il pu s'écrier à cette époque.

Mais il n'y avait aucun vrai révolutionnaire parmi l'élite intellectuelle de la social-démocratie autrichienne.

## II - Le déclenchement de la grève générale

C'est seulement ainsi qu'il est possible de comprendre l'issue déplorable de la grève de janvier en Autriche.

Faisons pour commencer la remarque suivante : il s'agissait d'un mouvement qui avait toutes les chances de réussir, et qui offrait au « parti de Victor Adler » l'occasion unique non seulement de raccourcir la guerre, mais de venir au secours de la révolution russe fortement menacée.

« Lorsque le 14 janvier 1918, lisons-nous dans le livre de Otto Bauer (11), on réduisit de moitié la ration de farine, les ouvriers de Wiener Neustadt entrèrent en grève. Le lendemain, la grève s'étendit à Ternitz, Wimpassing, Neuenkirchen, à la vallée de Triesting et à St. Pölten. Le mouvement se propagea d'une manière sauvage d'une entreprise à l'autre, d'une localité à l'autre... Le 16 janvier, l'ensemble des travailleurs de Vienne se mit en grève. Les 17 et 18 janvier, les régions indus-

trielles de la Haute-Autriche et de la Styrie furent touchées à leur tour par le mouvement. Le 18 janvier, ce furent les ouvriers hongrois qui entrèrent en grève.

*La masse gigantesque des grévistes, la passion révolutionnaire farouche de leurs assemblées de masse, l'élection des premiers conseils ouvriers dans les assemblées de grève — tout cela conféra au mouvement un caractère révolutionnaire grandiose et éveilla parmi les masses l'espoir de pouvoir transformer immédiatement la grève en révolution, de s'emparer du pouvoir et d'imposer la paix* (12). »

Et quelle fut l'issue de ce mouvement « grandiose » ? Qu'avait-on obtenu grâ-

(9) P.A.I., 818, fol. 142.52.

(10) Cf. la manière spirituelle et ironique avec laquelle Trotsky caractérise la direction social-démocrate de Vienne dans *Ma Vie*, Gallimard, Folio, p. 242 et suivantes.

(11) *Die österreichische Revolution*, [la révolution autrichienne], 1923.

(12) *Ibid.*, p. 63.

ce à lui ? Seulement quelques promesses en l'air du gouvernement, qui ne valaient même pas le papier sur lequel elles étaient écrites, et qui, deux ou trois semaines plus tard, furent déjà déçues de la manière la plus flagrante.

Pour expliquer cette singulière discordance entre les objectifs originels des masses et le résultat final de leur action, il faut analyser l'attitude de la direction du parti de la social-démocratie autrichienne.

### III - Le poignard social-démocrate dans le dos des masses

#### La direction social-démocrate au secours de la monarchie

Otto Bauer convient que le mouvement est né spontanément, et qu'il a pris de court la direction du parti. Ce n'est qu'après coup qu'elle a tenté de le récupérer et d'en prendre le contrôle. Telle est la raison du « manifeste » publié dans l'*Arbeiter-Zeitung* du 16 janvier [1918] par la direction du parti, dans lequel on déclarait que le peuple « ne souhaitait pas poursuivre la guerre contre la Russie uniquement pour permettre à l'empereur d'Autriche de se faire désigner roi de Pologne et au roi de Prusse de disposer économiquement et militairement de la Courlande et de la Lithuanie », manifeste par lequel on appelait en outre les ouvriers autrichiens à combattre :

« Pour la cessation immédiate de la guerre !

Pour la paix sans conquêtes ouvertes ou camouflées !

Pour la paix sur la base de l'authentique droit à l'autodétermination des peuples ! »

« Le fait que les représentants du parti aient publié ce manifeste, commente O. Bauer, et que la censure n'ait pas osé le supprimer, conformément à la recommandation imposée au président du Conseil Seidler par Victor Adler et Seitz témoignait du profond changement qui s'était déjà opéré. Certes, même sans ce manifeste, la grève en Basse-Autriche aurait sans doute entraîné les entreprises viennoises, mais le manifeste unifie l'ensemble du mouvement » (13).

#### “C'est ici que commence la falsification de l'histoire”

Voilà ce qu'en dit O. Bauer. Passons, pour l'instant, sur la question de savoir quelle était, de fait, la profondeur du « changement » dans la mentalité de la direction du parti dont il nous parle. En revanche, il nous faut analyser plus précisément la « recommandation imposée au président du Conseil Seidler par V. Adler et Seitz », car c'est ici que commence la falsification de l'histoire. Comment les choses se sont-elles passées en réalité ?

Un télégramme adressé par Seidler au comte Czernin nous fournit quelques renseignements sur ce point. On y lit : « Article dans *Arbeiter-Zeitung* n'a été soumis ni à Toggenburg [ministre de l'Intérieur — RR] ni à moi-même. Mais il nous a été annoncé, tard le soir [du 15 janvier — RR] et qualifié de prix à payer pour l'influence exercée par les dirigeants sociaux-démocrates sur le mouvement de grève.

Toggenburg donne ordre à la commission ministérielle (14) de ne pas supprimer entièrement l'article, si possible, mais toutefois de le censurer » (15).

Nous voyons qu'il s'agit de prendre les expressions « n'a pas osé » et « imposé » dans un sens très figuré. Il est dif-

(13) *Ibid.*, p. 63.

(14) Au ministère de la Guerre.

(15) P.A.I., 1081, 2.L. fol. 156-7.

ficile de prétendre que celui qui est obligé de promettre une contrepartie pour un service rendu ait « imposé » quelque chose. Et on ne peut guère dire que le côté opposé qui se prête à l'affaire n'ait « pas osé » agir autrement. Ce ne sont que des euphémismes. Ce qui importe, apparemment, c'est de savoir quel était le montant du prix convenu, et la nature de la contrepartie accordée par la direction du parti.

## La "déclaration" de la direction du parti parut dans l'*Arbeiter-Zeitung*

Sur ce point également, nous pouvons fournir quelques éclaircissements au lecteur. Car dès le lendemain (17 janvier 1918), la « déclaration » suivante de la direction du parti parut dans l'*Arbeiter-Zeitung* :

« La direction du parti n'estime possible un apaisement des masses ouvrières qu'aux conditions suivantes :

1) Si le gouvernement peut donner des garanties parfaitement rassurantes quant au fait qu'il ne fera pas échouer les négociations de paix à Brest-Litovsk pour quelque revendication territoriale que ce soit ; qu'il écartera les obstacles qui s'opposent à la signature de la paix par la reconnaissance sans réserve de l'authenticité et démocratique droit à l'autodétermination des pays controversés ; si le gouvernement informe honnêtement les hommes qui jouissent de la confiance de la classe ouvrière de l'état des négociations de paix ; s'il les tient au courant en permanence des négociations et s'il ne leur refuse pas l'influence qu'il leur revient d'exercer sur le cours des négociations.

2) Si le gouvernement consent à une réorganisation profonde du service de ravitaillement [...].

3) Si le gouvernement accepte de démocratiser [...] les autorités communales [...].

4) Si le gouvernement consent à rendre aux travailleurs les droits dont ils ont été privés par la militarisation des entreprises » (16).

La déclaration ci-dessus pouvait et devait sans doute apparaître assez énergique à la masse des partisans des sociaux-démocrates. Mais pas au comte Czernin, qui ne se laissa pas duper par le ton revendicatif de cette déclaration, et qui télégraphia le jour même à son subordonné au ministère des Affaires étrangères, le baron Millier :

« *Demande à Votre Excellence de s'assurer auprès du Prés. Du Cons. Imp. et Royal dans quelle mesure la déclaration publiée aujourd'hui dans l'Arbeiter-Zeitung le fut avec son assentiment, et quels sont les éventuels engagements pris vis-à-vis de la direction du parti social-démocrate quant au maintien [de l'] ordre* » (17).

## Un compromis... et le prix à payer

Il convient de faire la remarque suivante : le comte Czernin, considéra évidemment le fait que les journaux viennois puissent faire largement état de la grève et de son extension constante comme extrêmement inopportun, puisque cela rendait très difficile sa position vis-à-vis de la délégation russe et tout particulièrement de la délégation ukrainienne à Brest (18). A la différence de Toggenburg et Seidler, le ministre des Affaires étrangères (très apprécié par la direction social-démocrate pour son « pacifisme » ! [19]), était non seulement pour la répression sans

(16) « Dans l'intérêt de toute la population, poursuit la déclaration, nous invitons instamment les travailleurs de toutes les industries alimentaires, les mineurs, les travailleurs des chemins de fer, des tramways et autres entreprises de transport, les travailleurs du gaz et de l'électricité, à NE PAS arrêter le travail [...]. Pour éviter des victimes inutiles, nous demandons avec insistance aux travailleurs et aux travailleuses de maintenir le calme et l'ordre et d'éviter tous les affrontements dans la rue [...]. » (17) P.A.I. 1078, 4.L. fol. 67.

(18) « L'impression produite par les désordres de Vienne est encore plus importante que je ne le pensais, et a un effet catastrophique. Les Ukrainiens ne négocient plus, ils dictent ! » (Czernin, *Im Weltkriege*, [dans la Guerre mondiale], p. 326).

(19) Pour caractériser la personne même du comte pacifique, il suffit de lire son télégramme en provenance de Brest [Litovsk] daté du 7-2-1918 : « *Demande rapport télégraphique immédiat pour savoir si et comment la mutinerie de Cataro a été punie, et si les meneurs, comme je l'espère* [souligné par moi — RR] *ont été exécutés* » (P.A.I., 1077, 3.L., fol. 138).

réserve de la grève, mais pour la suppression de toute information à son sujet, et il reprochait, pour cette raison, aux autorités autrichiennes de faire preuve d'une négligence coupable. C'est également pour cette raison qu'il y eut entre Seidler et lui une petite guerre, au cours de laquelle le comte Czernin présenta même sa démission à l'empereur (20). Quoi d'étonnant, dès lors, que le président du Conseil ait été quelque peu discret dans sa réponse, et qu'il n'ait pas voulu (car on ne savait pas encore comment la chose allait se terminer !) se « souvenir » de certaines choses ?

C'est ainsi que le comte Czernin reçut deux rapports contradictoires.

Le 17 janvier, un télégramme de Müller dans lequel il est dit : « *La déclaration de la délégation du parti de la social-démocratie allemande en Autriche, publiée intégralement dans l'Arbeiter-Zeitung d'aujourd'hui, a été, dit-on rédigée et publiée par le député Seitz avec l'assentiment du président du Conseil* » (21). Alors que le même baron Müller lui communiqua le lendemain : « *Le président du Conseil Von Seidler indique qu'il ne se souvient pas s'il a vu la déclaration de la délégation de la social-démocratie allemande en Autriche, publiée dans l'Arbeiter-Zeitung le 17 de ce mois, avant ou seulement après sa parution. Le but de la direction du parti avait été d'avancer des revendications dont la satisfaction même partielle permettrait aux travailleurs d'arrêter la grève. Le président du Conseil négociait actuellement avec la direction sur les quatre points. Monsieur Von Seidler n'avait pas encore pris d'engagement quant au maintien de l'ordre vis-à-vis de la direction du parti social-démocrate. Ce serait précisément le résultat des dites négociations.* » — (« *Je dois faire observer, ajoute le baron Muller, que le président du Conseil, à la différence de son propos initialement mentionné selon lequel il ne se souvenait pas s'il avait vu la déclaration avant ou après sa parution, fit remarquer plus tard qu'il ne s'était pas davantage occupé de la question de cette déclaration, et qu'il s'en était remis entièrement à la commission ministérielle du ministère de la Guerre [...]* ») (22).

Le lecteur connaît à présent le montant du « prix » convenu entre Seitz et Seidler pour « l'influence exercée par les dirigeants sociaux-démocrates sur le mouvement de grève ». Il s'agit précisément des quatre revendications dont la satisfaction « même partielle » devait faciliter le coup d'arrêt de la grève de masse. Cependant, qu'en fut-il de ces quatre points ? Dans quelle mesure furent-ils satisfaits ?

## Le plus facile pour le gouvernement

Le plus facile pour le gouvernement fut de consentir à la réorganisation exigée au point 2 du service de ravitaillement, en supprimant quelques-uns des défauts les plus criants en ce domaine, et en acceptant la revendication de la social-démocratie d'« abolition des privilèges des particuliers » et de « relâchement du blocage des salaires ».

Quant au point 4, le gouvernement avait « *consenti, en principe, à lever la militarisation des entreprises, et à abolir la loi sur les prestations de guerre* », et il s'était « *engagé à soumettre au Conseil impérial un projet de loi qui mettrait l'état de travail en temps de guerre sur une base civile et l'écarterait de la menace des tribunaux militaires* ».

(20) Voir le télégramme du comte Czernin au comte Demblin daté du 18-1-1918 : « *Votre -/- est priée d'informer sa Majesté que le Baron Müller m'a fait savoir que le gouvernement autrichien continue, en dépit d'engagements contraires pris vis-à-vis de moi, à publier des nouvelles relatives aux désordres. Votre -/- est priée de dire à sa Majesté que je ne serais pas à même, en cas de maintien de ce principe, de poursuivre ici les pourparlers, et que je me verrai contraint de demander mon rappel immédiat. Les alliés partagent mon point de vue, selon lequel cette façon d'agir du gouvernement autrichien a toutes chances de tout compromettre ici au dernier moment, puisque l'espoir de voir la Révolution se faire chez nous rend les Russes absolument inflexibles. Votre -/- est priée de dire cela à sa Majesté, qui est probablement fatiguée et irritée, sous une forme qui ne la trouble pas inutilement, mais de ne rien changer quant au contenu méritoire, de ne rien taire à sa Majesté, et de souligner que je me ferais scrupule de cacher la moindre chose à sa Majesté quant à la situation. Votre -/- est priée, selon l'issue de votre démarche, de se mettre aussitôt d'accord avec le Président du Conseil et de m'aviser instamment du résultat des deux démarches.* — Czernin » (P.A.I. 1077, 2.L., fol. 163).

(21) P.A.I. 1081, 2.L., fol. 68.

(22) P.A.I. 1077, 2.L., fol. 182.

A vrai dire, rien de tout cela ne sera fait, même si O. Bauer a raison de parler d'un « relâchement » de la juridiction de guerre dans les usines, durant la dernière année de la guerre (23). Mais ce relâchement fut la conséquence de l'épuisement général du pays et de la baisse dans la discipline du travail qui s'en suivit. Il n'était tout simplement plus possible, même avec les méthodes d'adjutant les plus brutales, d'activer davantage les ouvriers ! Présenter cela comme le résultat de la sage stratégie et de l'art de négocier de la direction du parti ne relève que de la publicité de parti et de la démagogie.

En ce qui concerne le point 3 (« démocratisation du suffrage communal ») Seidler informa le comte Czernin « *qu'il ferait à ce propos une vague déclaration* ». (24). Et on en resta là, c'est-à-dire qu'on paya les travailleurs de simples *promesses*, rappelant les « grands principes ».

Mais qu'en fut-il du premier point, *relatif à la question de la paix*, le point le plus important des revendications social-démocrates ? La direction obtient-elle, sur ce point au moins, un succès véritable ?

Bien sûr que oui, si l'on en croit l'*Arbeiter-Zeitung* de l'époque et O. Bauer !

Citons à nouveau le livre de O. Bauer : « *Le gouvernement céda. Le 19 janvier, le président du Conseil transmet une déclaration du ministre des Affaires étrangères Czernin à une délégation du Conseil ouvrier, dans laquelle celui-ci s'engageait solennellement à ne pas faire échouer les négociations de paix pour des questions territoriales, à n'aspirer à aucune acquisition de territoires aux dépens de la Russie, à reconnaître sans réserve le droit de la Pologne à l'autodétermination [...]* » (25).

Donc, une victoire sur toute la ligne ! « *Citez-moi une réponse de ministre qui soit aussi décidée que celle-ci !* », déclara fièrement K. Renner lors de la session du « Conseil ouvrier » du 20 janvier 1918... (26).

## Côté cour, les discours...

Malheureusement, plusieurs choses ne collent pas dans cette déclaration « décidée » et « sans réserve » du ministre autrichien des Affaires étrangères. D'abord, cette déclaration rejeta résolument

la *revendication principale* de la délégation russe, à savoir *l'évacuation* des anciens territoires russes occupés par les puissances centrales, pour qu'un référendum vraiment *libre* puisse y avoir lieu. Elle adopta donc « sans réserve » le point de vue des *impérialismes* allemand et autrichien. Ensuite, cette prétendue déclaration gouvernementale ne fut pas rédigée par le gouvernement — ce que l'on ignorait jusqu'à présent — *mais par la direction du parti social-démocrate*, et elle fut acceptée par la suite par le comte Czernin presque sans modifications ! (27) Nous devons donc considérer cette déclaration comme la position officieuse de la social-démocratie autrichienne.

Voici le passage décisif de ce refus social-démocrate opposé à Trotsky : « *En ce qui concerne les négociations de paix avec la Russie, le gouvernement impérial et royal a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'il n'aspire à aucune acquisition territoriale aux dépens de la Russie.*

(23) *Op. cit.*, p. 66.

(24) P.A.L., 1077, 2.L., fol. 182.

(25) *Op. cit.*, p. 65 cf. A. Rosenberg, *Die Entstehung der Deutschen Republik 1871-1918* [la genèse de la République allemande...], p. 196 : « *Le gouvernement autrichien mit fin à la grève en exprimant son accord complet avec le programme de paix des travailleurs, et en leur promettant tout ce qu'ils voulaient, même sur le plan de la politique intérieure.* »

(26) *Mitteilungen an die Arbeiter* [Informations ouvrières], N° 2, du 20/01/1918 ; K. Seitz déclara dans la même réunion : « *Nous, qui avons négocié, nous considérons que la déclaration peut suffire [...]. L'intérêt des propositions gouvernementales réside [...] dans le fait que le gouvernement a engagé sa parole devant les élus désignés par la masse qu'il mettra tout en œuvre pour parvenir à la paix. Les travailleurs ont montré leur puissance. Nous pensons que la réponse peut être considérée comme satisfaisante, et qu'elle représente une garantie de paix sérieuse [...]. Nous avons pu obtenir la garantie que toutes les forces qui travaillent dans cet Etat — de l'ouvrier au ministre — se mettent au service de la paix.* » *Ibid.*

(27) Le comte Demblin écrivit à Brest [Litovsk] : « *Prière d'informer M. le Ministre de ce qui suit : [...] Sa Majesté lui fait savoir, en attendant, que le gouvernement et les dirigeants ouvriers ont convenu que le Président du Conseil leur ferait une déclaration rassurante sur la question de la paix, en échange de quoi ils s'engageraient à stopper le mouvement.* Suivant la proposition des dirigeants ouvriers, cette déclaration devrait être faite au nom de Votre Excellence, et aurait la teneur suivante : [...] (suit le premier point, cité ci-dessus par nous, de la « déclaration ») P.A.L., 1077, 2.L., fol. 186-8.

*C'est pourquoi les négociations de paix ne peuvent échouer — et n'échoueront pas — en raison de projets de ce genre. Quant à la Pologne en particulier, le gouvernement impérial et royal la considère comme un Etat autonome, qui aura à régler de façon autonome ses rapports avec nous [...]. Nous n'avons donc aucunement l'intention de dicter à la Pologne sa forme d'Etat ou n'importe lequel de ses rapports avec nous. Le gouvernement impérial et royal s'est déjà déclaré prêt à s'en remettre entièrement à la population polonaise pour qu'elle règle la question de son ordre public par un référendum sur une large base, et il a exprimé l'avis selon lequel ceci pourrait se faire au mieux par une Assemblée nationale issue d'élections générales (28). Le gouvernement impérial et royal s'est également déclaré prêt à donner des garanties efficaces pour permettre à la population polonaise de prendre sa décision en toute liberté, et pour que cette liberté ne soit entravée d'aucune manière par l'administration d'occupation. En revanche, la revendication du gouvernement russe, à savoir l'évacuation des territoires occupés, a dû être repoussée par le gouvernement impérial.*

*Non parce que nous voulons profiter de l'occupation militaire pour restreindre d'une façon quelconque le droit à l'autodétermination du peuple polonais, par exemple (29), mais uniquement parce qu'en raison de la continuation de la guerre sur d'autres fronts et de la situation intérieure en Russie, pas encore consolidée, nous ne pouvons évacuer ces territoires sans mettre en danger nos intérêts militaires » (30).*

Voilà donc comment se présentait en réalité cette reconnaissance « sans réserve » (selon l'avis d'O. Bauer) du droit à l'autodétermination démocratique « authentique » de la Pologne par le comte Czernin ! Certes, il était dans l'intérêt de la Révolution russe et de l'autodétermination de la Pologne que ce pays fût évacué par les troupes des puissances centrales. Mais « nos intérêts militaires » s'opposaient à l'évacuation des territoires polonais occupés — d'autant plus que sinon, il aurait fallu compter avec la « bolchevisation » certaine de ces terri-

toires (31). Et quel politicien réformiste aurait été stupide au point de subordonner « nos intérêts » aux intérêts nébuleux de la révolution et de la liberté d'autres peuples (32) ?

## **Côté jardin, la collaboration de classe !**

Ceci pour ce qui est de l'auto-détermination de la Pologne. Mais qu'advient-il de l'autre revendication, mise en avant à plusieurs reprises par les délégués des travailleurs : *l'invitation de délégués des travailleurs* (on avança le nom de Friedrich Adler incarcéré) à *prendre part aux pourparlers de paix à*

(28) Voici la modification apportée par Czernin : « Par une Assemblée constituante élue sur une base large. »

(29) Cf. l'instruction de Czernin adressée à Meray pour Brest-Litovsk et datée du 14/12/1917, relative aux pourparlers de paix avec les Russes : « Nos points principaux y seraient les suivants :

1) avoir la certitude militaire que la paix est effectivement acquise ;

2) recevoir des vivres et des matières premières de la Russie ;

3) avoir la possibilité de maintenir encore, dans un premier temps, la Pologne sous notre contrôle militaire, afin de pouvoir parvenir à l'annexer [Anschluss] plus tard à la monarchie. Peut être faudrait-il maintenir un cordon militaire sur la ligne du front actuel pour être quelque peu à même de nous protéger contre la révolution » (P.A.I. 1052, fol. 76-7).

(30) P.A.L., 1077, *ibid.*

(31) Ce n'est pas pour rien que les grands propriétaires fonciers polonais accablèrent Vienne de demandes pressantes de ne surtout pas retirer les troupes autrichiennes du royaume de Pologne.

(32) Les éditoriaux de *l'Arbeiter-Zeitung* des 5 et 6 janvier 1918 attestent que, sur ce point, le texte proposé par la direction du parti est tout à fait conforme à ses propres conceptions. Dans le premier article, on lit : « Ce qui importe assurément aux Russes, c'est avant tout deux choses : premièrement que l'ensemble de la population des trois pays [la Pologne, la Lithuanie, et la Courlande — RR] soit réellement appelée à la décision ; deuxièmement, que cette décision ne soit influencée [...] par aucune intervention des autorités allemandes [qu'en est-il des autorités autrichiennes ?]. Il ne serait pas inconcevable de fournir des garanties suffisantes aux Russes même si l'on ne peut se résoudre au retrait immédiat des troupes. »

Dans le second article, écrit par V. Adler, nous lisons : « Si les Polonais veulent choisir en toute liberté l'empereur d'Autriche comme Roi de Pologne [!] afin d'obtenir en retour [sic ! — RR] l'incorporation des parties polonaises de la Galicie dans l'Etat polonais, on pourrait s'en accommoder, puisque cela ne constituerait aucun obstacle à la paix avec la Russie [...]. »

Brest (communication du baron Müller du 17 janvier 1918) ? Il est aisément compréhensible que cette revendication ait dû apparaître comme tout à fait insensée aux dirigeants du parti versés dans le droit public. Elle fut en conséquence atténuée dans les « quatre points » proclamés le 17 janvier dans le sens suivant : « *Le gouvernement informera honnêtement les hommes qui jouissent de la confiance de la classe ouvrière* [la direction du parti pensait évidemment à elle-même] *au cours des pourparlers de paix* » (33), et ne « *leur refusera pas l'influence qu'il leur revient d'exercer sur le cours des pourparlers* ». Cependant, dans le projet de déclaration gouvernementale élaboré par la direction du parti, il est dit à ce propos : « *Le gouvernement impérial et royal reconnaît que l'esprit de sacrifice des larges masses populaires qui, depuis trois ans, ont rempli leur devoir, aussi bien sur le front qu'à l'arrière, dans les conditions les plus difficiles, rend tout à fait légitime le souhait exprimé par la population et ses représentants d'être informés du cours des pourparlers. Aussi le gouvernement impérial et royal est-il très loin de vouloir restreindre l'influence, conforme à la Constitution, que les corps législatifs des deux Etats exercent sur notre politique extérieure. En particulier, il est prêt à tout moment à informer ouvertement les représentants des différents partis* (34) *des intentions et du cours des pourparlers.* »

Que le gouvernement impérial ait pu accepter sans hésiter cette revendication tronquée au point d'être méconnaissable, c'est évident. En fait, il « accorda » seulement ce qui, depuis longtemps déjà, faisait partie des us et coutumes du parlementarisme autrichien. Un « succès » de la direction du parti ? Elle même n'osa parler de succès sur ce point (35).

Peut-être, cependant, faisons-nous un procès injuste à la direction du parti social-démocrate en présentant la proposition de compromis élaborée par elle comme sa propre position ? Ne devrions-nous pas plutôt nous en tenir à l'*Arbeiter-Zeitung* de l'époque, qui se délectait des « *discours magistraux de Trotsky* » (36) et qui proposait avec le

plus grand sérieux de baptiser à l'avenir le jour de l'An « jour de Lénine » (37) ?

« Deux âmes, hélas ! habitent en ma poitrine ! » L'une écrivait dans l'*Arbeiter-Zeitung*, tandis que l'autre négociait dans les coulisses avec les « facteurs de gouvernement ». Et c'était cette seconde âme qui importait réellement.

Voici trois télégrammes : le télégramme de Czernin adressé à son chef de section du ministère des Affaires étrangères, le baron Flotow, le 17 janvier, ainsi que deux télégrammes de Flotow adressés à Czernin le 18 janvier 1918. Et ces trois télégrammes méritent d'être cités intégralement.

## “Faire venir les dirigeants sociaux-démocrates”

Dans le télégramme de Czernin, on lit :

« *Que Votre Excellence daigne faire venir aussitôt près d'elle les dirigeants sociaux-démocrates, à savoir de préférence Adler, Ellenbogen, Renner et*

(33) Six semaines plus tard, l'*Arbeiter-Zeitung* se plaignit amèrement : « *Que ne s'était-il pas passé depuis, sans que le comte Czernin n'ait montré ou manifesté d'une manière ou d'une autre la "sincérité" dont il se vantait [...]. Où est donc cette Paix dans l'Entente mutuelle, cette paix qui devait instaurer un nouvel ordre mondial ? [...] Dieu sait que nous ne disons pas cela pour railler le Comte Czernin, nous serions bien contents si ses idées s'étaient imposées, et si sa politique était devenue déterminante* » (*Arbeiter-Zeitung*, 31-3-1918).

(34) Le comte Czernin y inséra : « *Les représentants élus du peuple* », « *puisque la loi ne connaît pas les représentants de partis* » (P.A.I. 1077, 2.L. fol. 185-6.)

(35) Renner à l'adresse des délégués du Conseil ouvrier de Wiener-Neustadt, le 21-1-1918 : « *Etant donné les rapports de forces parlementaires actuels, le parti ne peut prétendre pour lui tout seul au droit de participer aux pourparlers de paix à Brest-Litovsk. Y admettre tous les partis, cela compromettrait [cependant — RR] les pourparlers plus que cela ne les favoriserait* » (*Arbeiter-Zeitung*, le 23-1-1918). Que l'on puisse parfois user aussi de moyens extra-parlementaires dépassait apparemment l'horizon de M. Renner.

(36) *Arbeiter-Zeitung*, les 13 et 17 janvier 1918.

(37) *Ibid.*, 1-1-1918. L'*Arbeiter-Zeitung* y ajoute : « *Le Foreign Office à Londres et la Maison-Blanche à Washington [où sont donc passées Berlin et Vienne ?] commencent à se douter qu'il est déjà question de toute autre chose que d'une démocratie bourgeoise de façade [...].* »

Seitz, et leur dire ce qui suit, en mon nom et en secret : je suis fermement décidé à parvenir à une paix avec la Russie, et j'y parviendrai si l'on ne m'attaque pas par derrière. La difficulté réside, outre les prétentions allemandes connues (38), dans le fait que les Ukrainiens ont demandé une partie de la Galicie et qu'ils n'ont abandonné qu'hier cette revendication. La voie est libre à présent pour négocier avec l'Ukraine, et j'espère aboutir bientôt.

Les exigences allemandes n'empêcheront pas, en dernière instance, que l'on s'entende avec Petersbourg. J'ai un plan tout à fait précis, et je demande que l'on me fasse confiance provisoirement pour quelques jours seulement.

Votre Excellence voudra bien faire tous les efforts pour engager les dirigeants socialistes à user de leur influence dans le sens de l'apaisement. Répondez par télégraphe du résultat de votre démarche » (39).

Evidemment, le baron Flotow fit aussitôt « venir près de lui » les dirigeants socialistes, et il put rapporter dès le lendemain à son supérieur :

« Les députés Adler, Seitz, Ellenbogen, et Renner se présentèrent chez moi à la suite de mon invitation. Je les reçus en faisant appel à leur discrétion, et après qu'ils eurent consenti à garder le secret, je leur parlai de la manière prescrite.

Monsieur Adler prit alors la parole, et développa ses idées en un discours circonstancié, après avoir remercié de cette communication intéressante qui lui semblait absolument rassurante. Il dit en substance que Votre Excellence n'avait pas besoin de nous demander notre confiance à l'avance, puisqu'elle lui était acquise plus qu'à tout autre ministre auparavant en Autriche, que votre Excellence jouissait dans le pays d'une popularité qui remportait même sur celle de "Beck-le-suffrage-universel". La seule chose qu'il put donc exprimer à ce propos, c'était le vœu de voir "le comte Czernin demeurer fidèle à lui-même, et ne pas s'écarter de l'orientation qui lui valait son assentiment" (40). Adler ajoute qu'il voulait seulement aborder quelques événements récents. Ainsi, il lui avait

semblé qu'il aurait mieux valu ne pas déclarer les principes primitivement établis pour la paix générale caducs après l'expiration du délai de dix jours. Quoi qu'il en soit, dit-il, les personnes présentes prenaient acte des assurances apaisantes. Cependant, il ne suffisait pas selon lui qu'ils sortent et expliquent aux gens qu'on les avait rassurés. Il fallait qu'ils annoncent dehors des faits qui eussent un effet sur les masses. Et aujourd'hui, seules — primo une nouvelle réellement favorable de Brest, ou secondo une assurance selon laquelle les pourparlers ne pourraient échouer sur la question de la Pologne feraient un effet. Le peuple avait jusque-là supporté la guerre avec une patience qui forçait l'admiration.

Il y avait eu alors des pourparlers de paix avec les révolutionnaires russes dont on savait qu'ils voulaient une paix sans annexion.

## “Ils s’efforçaient de tout canaliser dans les voies de l’ordre”

Selon lui, les gens rendaient notre gouvernement, qui voulait préserver la couronne polonaise à l'empereur, responsable du fait que les pourparlers traînent en longueur. “Le mouvement,

(38) Le comte Czernin passa pudiquement sous silence les « prétentions » bien connues également de l'Autriche. Cf. son télégramme à Charles du 24-12-1917 : « Au Comte Demblin pour Sa Majesté. Il devient de plus en plus manifeste que l'Allemagne, en cas de paix séparée avec la Russie, tirera l'énorme bénéfice de toute la Lithuanie et toute la Courlande. Il est tout à fait inadmissible que, dans ce cas, S[a] M[a]j[esté] n'obtienne rien, et qu'elle ait été réduite à combattre trois années de suite à seule fin de permettre à l'Allemagne d'arracher des conquêtes. Aussi S. M. devra-t-elle obtenir la Pologne pour se trouver sur un pied d'égalité [...] » (souligné dans l'original) P.A.I. 1078 2.L. fol. 258-63.

(39) P.A.I. 1077, 1.L., fol. 83.

(40) V. Adler fut parfaitement sincère. Il admirait et révérait le comte « pacifique » sans se douter que celui-ci, en dépit de la pagaille dans laquelle se trouvait la monarchie, guetta jusqu'au dernier moment de nouvelles acquisitions territoriales, soit aux dépens de la Russie, soit aux dépens de la Roumanie.

*a-t-il ajouté, était né sans que les députés fussent pour quelque chose, et ils s'efforçaient de tout canaliser dans les voies de l'ordre." Ils avaient aujourd'hui "fourni un effort surhumain, poursuivit M. Seitz, pour empêcher les cheminots, les travailleurs de l'industrie lourde et les typographes d'entrer en grève".*

*Ils avaient établi un programme en quatre points afin de donner un objectif concret à la grève, "dans l'espoir que s'ils obtenaient satisfaction sur ces quatre points, ils pourraient inciter les ouvriers à reprendre le travail". Toutefois, ils n'en étaient pas complètement assurés. C'est que les gens voulaient la paix. »*

Ici nous sautons le passage déjà cité dans lequel Seitz parle du « danger auquel nous serons tous confrontés », et nous poursuivons la lecture du texte : « Une longue discussion s'engagea ensuite sur la question de l'évacuation et de l'autodétermination... Monsieur Adler défendit, ainsi que les autres, la thèse selon laquelle Trotsky ne pouvait pas abandonner et n'abandonnerait pas le "principe" [du droit à l'autodétermination — RR]. En conséquence, il fallait l'accepter. D'ailleurs, ajoute-t-il, "la Pologne pourrait aussi revenir à l'Autriche par des élections libres" ! (Et il laisse entendre que l'actuel gouvernement polonais n'avait rien à voir avec la volonté du peuple polonais, et n'était donc pas qualifié pour le représenter où que ce fut) » (41).

## **"Trotsky est toujours à cheval sur les principes"**

« Lorsque je soulignais, poursuit Flotow, l'effet déplorable du mouvement sur le cours des pourparlers à Brest et sur l'ensemble des pays ennemis, Monsieur Adler suggéra qu'il conviendrait peut-être à Votre Excellence de faire remarquer aux allemands les effets de ce mouvement à l'intérieur. Il nia cependant que celui-ci pût influencer l'attitude de Trotsky, sans pouvoir l'expliquer autrement que par le fait que celui-ci "est toujours à cheval sur les principes" (42). Il

*affirma en revanche que si l'Entente devait croire pouvoir en tirer d'autres conclusions que celles déjà connues, elle commettrait une erreur.*

*Lorsque j'objectais encore une fois, à l'occasion, qu'un mouvement comme celui-ci nous rendait tout naturellement plus difficile la conduite des pourparlers, et que s'il se voulait une démonstration en faveur de la paix, il n'aurait de sens que dès l'instant où celle-ci paraîtrait vraiment compromise, Monsieur Adler répondit que s'il ne survenait qu'à ce moment-là, il se produirait trop tard. "D'ailleurs, s'empressa-t-il d'ajouter, il s'est bien produit sans nous !"*

*Les députés racontèrent qu'ici, les travailleurs lisaient les rapports des pourparlers venant de Brest avec la plus grande attention, qu'ils n'ignoraient pas du tout que nous n'étions plus approvisionnés que jusqu'au premier Mars, et qu'en conséquence, si la paix avec la Russie ne nous ouvrait pas auparavant ses frontières, nous mourrions de faim.*

*Enfin, les députés attirèrent l'attention sur le fait que le mouvement aurait peut-être pu être arrêté si les délégations (43) et la Chambre des députés avaient siégé ou siégeaient. De la sorte on aurait pu "s'injurier" comme il convenait sur le compte du général Hoffmann (dont il suffisait aujourd'hui d'évoquer le nom pour soulever parmi les travailleurs la plus grande indignation), et si la censure ne limitait pas la libre expression.*

*Monsieur Adler estima que "c'était également une chance que la grève ne touche que la Basse-Autriche et les régions Alpines, et qu'elle ne se soit pas étendue à la Bohême et à la Moravie". Il rejeta, incrédule, une remarque de Seitz*

(41) V. Adler eut donc toujours l'espoir que les Polonais — en maquignonnant la Galicie — choisiraient l'empereur Charles comme roi de Pologne.

(42) Cf. les passages suivants de lettres de V. Adler adressées à K. Kautsky et datées respectivement du 26-11-1914 et du 1-2-1915 : « L'idolâtrie de la rectitude, ce qu'elle [la gauche — RR] appelle les "principes" [...] » : « Des attentats contre le parti [...], commis au nom des "principes" [...] ». « V. Adler, Briejwechsel mit A. Bebel und K. Kautsky, pp. 602 et 609.

(43) Les commissions parlementaires des deux Etats de l'Empire.

faisant état de grèves à Brünn. Il attira l'attention sur le fait que les Allemands n'étaient pas non plus disposés à accepter les propos de Hoffmann. Il avait des informations selon lesquelles des grèves avaient éclaté à Francfort-sur-le-Main, Offenbach.

Durant cet entretien de près de deux heures, conduit de la manière la plus courtoise, j'ai eu l'impression que se jouait une puissante intrigue politique.

Monsieur Adler, qui dès le début, s'était enquis de façon particulièrement cordiale de l'état de santé de Votre Excellence, et qui avait précisé que son intérêt pour la santé de Votre Excellence n'était pas personnel, mais reflétait celui de tout le peuple, me prie de dire à Votre Excellence que les députés, de leur côté, "avaient déjà fait et feraient tout leur possible pour apaiser les travailleurs", mais seule une nouvelle vraiment positive de Brest pourrait sauver la situation. »

« Je constate, conclut Flotow, que votre communication concernant l'Ukraine a certes beaucoup intéressé les députés, mais que [selon eux — RR] elle ne constitue pas un argument du même poids que la Russie et Trotsky. Toutefois, un autre pas en avant avec l'Ukraine — ne serait-ce qu'en raison de la possibilité d'approvisionnement en blé — pourrait produire une certaine impression générale favorable.

A la fin de l'entretien, les députés émirent le vœu de pouvoir prendre d'autres nouvelles éventuelles de la part de votre Excellence auprès du président du Conseil ou de moi » (44).

Nous pensons que ce que les interlocuteurs du baron Flotow ébruitèrent « de la manière la plus courtoise » suffit amplement à conclure notre étude de leur rôle joué durant les événements de Janvier. Nous voudrions simplement, à cette occasion, renvoyer un détail amusant. Le comte Czernin évoque, dans l'édition anglaise de ses *Mémoires*, une conversation qu'il eut avec V. Adler à la veille de son départ pour Brest-Litovsk : « Adler m'a dit à Vienne : "Vous vous entendez certainement très bien avec Trotsky." Et comme je lui demandais pourquoi, il me répondit : "Vous et moi, est-ce que nous

ne nous entendons pas bien ensemble ? Alors..." » (45).

Faut-il s'étonner que V. Adler ait été par la suite tellement irrité par « la manie des principes » — pour lui tout à fait incompréhensible — de Trotsky lorsque celui-ci s'est révélé être un révolutionnaire intransigeant ?

(Fin au prochain numéro.)

Roman Rosdolsky est né en 1898 en Galicie (Ukraine). Durant la Première Guerre mondiale, il fonde avec des amis l'organisation clandestine Jeunesse socialiste révolutionnaire internationaliste. Après la guerre, il travaille à Vienne comme collaborateur de l'institut Marx-Engels de Moscou. Il adhère tôt à l'Opposition de gauche. Il rédige une thèse sur le problème des peuples sans histoire chez Marx et Engels. En 1934, après l'arrivée au pouvoir des austro-fascistes, contraint de quitter Vienne, il s'installe à Cracovie. Il est arrêté par la Gestapo en 1942. Prisonnier des camps d'Auschwitz, de Ravensbruck et d'Oranienbourg. Après la guerre il émigre aux Etats-Unis où on lui interdit toute activité universitaire en raison de son passé politique. Il y découvre un des rares exemplaires des *Grundrisse*. Cette découverte est le point de départ de son étude relative à la *Genèse du Capital chez Marx* qui ne sera publiée qu'après sa mort (20 octobre 1967 à Detroit) en 1968.

(44) P.A.L., 818, fol. 142-152.

(45) Cité d'après Isaac Deutscher, *Le Prophète armé, Trotsky : 1879-1921*, t. 1, p. 332, note 3, coll. 10-18, 1972.

# Panaït Istrati, un grand écrivain diffamé par les staliniens

**L**es éditions Lignes viennent de publier *La véritable tragédie de Panaït Istrati*, d'Eleni Samios-Kazantzaki. Ce texte écrit pour être publié en France l'avait seulement été au Chili en 1938.

Les amateurs de littérature ont pu redécouvrir Istrati par la publication de ses œuvres complètes (sauf correspondance) aux éditions Phébus en 2006, et par la réédition dans la collection poche folio de nombreux romans.

Istrati fut mondialement connu dans les années 1920-1930, puis fut largement oublié.

Il publia, au retour d'un long voyage à travers l'URSS en 1927-1929, un livre, *Vers l'autre flamme*, qui déchaîna la haine des staliniens contre lui.

Le livre d'Eleni Samios-Kazantzaki relate son voyage en URSS. Istrati est accompagné de sa compagne et d'un autre écrivain grec, Nikos Kazantzaki, et sa femme Elena. Ce témoignage est une évocation-souvenir, il ne s'agit pas d'un carnet de voyage écrit au jour le jour, où immédiatement après.

L'effondrement du stalinisme permettra la redécouverte de cet écrivain, grâce aux efforts de l'association des amis de Panaït Istrati. Pourquoi cette haine, pourquoi un black-out si long ?

Le lecteur d'aujourd'hui ne connaît pas forcément l'écrivain ni son parcours, il est nécessaire donc d'y revenir d'abord.

## **Un autodidacte, un révolté, un bourlingueur, un passionné de littérature**

Panaït Istrati est né en 1884 en Roumanie. Enfant, apprenti surexploité, il part un beau matin à l'aventure malgré

les supplications de sa mère. Il lit beaucoup et se fait battre comme plâtre par ses patrons, parce qu'après dix heures de travail il prend encore le temps de lire. Il parcourt l'Orient et l'Europe, faisant tous les boulots. Ses romans sont largement inspirés de ses expériences. A plusieurs reprises il échoue à rejoindre clandestinement le pays de ses rêves, la France. Il y parvient, mais son désespoir et sa misère sont tels en 1920 qu'il fait une tentative de suicide. Les policiers trouvent sur lui une lettre adressée à Romain Rolland, et l'envoient au destinataire qui répond et permettra au jeune écrivain de publier son premier ouvrage écrit en français en le présentant comme le Gorki des Balkans. Le cauchemar vire au conte de fée, les romans d'Istrati s'enchaînent, à partir de 1925, le succès est au rendez-vous, il est publié dans le monde entier.

## **Octobre, un espoir pour le monde**

Istrati a raconté le choc émotionnel et l'enthousiasme qu'a suscités la révolution d'octobre 1917, pour lui, alors qu'il était en Suisse. Comme pour tous les opprimés de cette Europe à feu et à sang, c'était l'espoir de la fin du carnage, la terrible période de la capitulation des dirigeants ouvriers enfin surmontée, le soulagement puisque, là-bas, « *ils ont osé* », selon la formule de Rosa Luxemburg.

## **Un ami de la révolution ouvrière et paysanne**

Istrati est avant tout un artiste et n'a jamais milité, même si, avant la guerre, il a été en contact avec les socialistes et les syndicalistes en Roumanie, puisqu'il tâta de tous les métiers. Il participa à la

grève générale de 1910 et fut arrêté alors. Il connaît bien le principal leader du mouvement ouvrier roumain, Racovsky, qui a organisé l'accueil en 1905 des marins révoltés du Potemkine, réfugiés en Roumanie. Il est donc dans les années 1920 un partisan de l'URSS, non pas un compagnon de route du PCF, mais un ami de la révolution ouvrière et paysanne. « *L'apparition du bolchevisme me subjuga, j'y adhérais promptement le lendemain de la révolution d'Octobre.* »

Ses romans sont écrits en français dans une prose poétique remarquable ; les personnages, les événements, les récits expriment la turbulence de la vie, l'amitié au-dessus de tout, la soif de liberté, la rage contre la misère et la souffrance. Istrati se moque de toutes les écoles littéraires et n'écrit que pour crier sa soif de vivre. Un de ses romans le plus réussi et des plus poignant, *Les chardons du Baragan*, paru en 1928, se déroule au moment de la révolte paysanne, durement réprimée en Roumanie au début du siècle.

En 1927, Istrati est invité aux cérémonies du dixième anniversaire de la révolution russe. Il part avec Racovsky, ambassadeur à Paris, qui vient d'être rappelé et démis de ses fonctions.

Racovsky a fait partie pendant la guerre de ces socialistes, comme Lénine ou Rosa Luxemburg, qui ont combattu contre le grand massacre et dénoncé la trahison des dirigeants socialistes qui ont participé à l'union sacrée. Il a participé aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal en 1915 et 1916, et il est devenu par la suite un des dirigeants du Parti communiste en URSS. Il sera le premier président de la République soviétique d'Ukraine en 1919. Dès 1923, il s'oppose à la bureaucratie, et Staline, pour l'écartier, l'envoie comme ambassadeur à Londres puis à Paris. En 1927, il fait partie de l'opposition regroupée autour de Trotsky.

Quand il arrive en URSS, Istrati est enthousiaste et n'a pas encore mesuré que, depuis 1923, un combat décisif se livre entre la direction bureaucratifiée du Parti bolchevique et l'opposition. Même s'il sait que Trotsky est écarté du pouvoir, il n'a aucune idée des raisons de ce

changement. Il reprochera d'ailleurs à Racovsky de ne pas lui avoir donné plus d'informations sur ce combat.

Les cérémonies officielles l'ont ennuyé, et il veut se faire sa propre idée de ce qui se passe dans le pays. Il veut voyager librement.

## 1927-1929, années charnières

Il suffit de donner deux repères : en 1927, Trotsky est exclu du bureau politique, puis exilé à Alma Ata. En 1929, tous les dirigeants de l'opposition, qui n'ont pas renoncé à la lutte, sont emprisonnés, Trotsky est expulsé d'URSS. C'est donc au moment où la répression s'accroît et où le pouvoir de Staline va devenir de plus en plus absolu, qu'Istrati parcourt l'URSS en long et en large, discute, multiplie les rencontres en dehors des guides et officiels. Il va s'engager dans la défense d'un écrivain membre de l'opposition trotskyste, Victor Serge.

A son retour en France il publie un ouvrage, *Vers l'autre flamme*, composé de trois parties, l'une qu'il écrit, deux autres qu'il signe mais qui ont été écrites par Boris Souvarine et Victor Serge. (La première partie est publiée dans ses œuvres chez Phébus, les deux autres n'ont pas été republiées.)

Ce livre démarre par un rappel de son rejet du capitalisme et de son hypocrisie honteuse. Il donne deux exemples de sa barbarie tirés de l'actualité lors de son séjour à Paris. Pays pourtant civilisé, pays des Lumières, patrie des droits de l'homme. Il relate ensuite son voyage et ce qu'il a constaté en URSS : son aversion pour la bureaucratie qu'il a vue à l'œuvre, en train d'étouffer les idéaux de la révolution.

Les journaux du PCF, les écrivains, et notamment Henri Barbusse, déclenchent aussitôt une campagne haineuse contre lui, l'accusant d'être un agent de la Sécurité roumaine et de Mussolini. Il faut peut-être préciser que Hitler n'est pas encore au pouvoir en Allemagne en 1930 et que la Gestapo n'existe pas, ce n'est qu'un peu plus tard que les staliniens accuseront tous ceux qui critiquent Staline

dont Istrati lui-même, d'être des agents de la Gestapo.

Romain Rolland ne le défend pas et lui demande de se taire.

Cette avalanche de boue et de mauvaise foi pèsera sur le moral d'Istrati. Les insultes sont d'autant plus violentes que dans son livre il rend hommage à Trotsky, au moment même où Staline donne la consigne de ne plus traiter l'opposition comme un adversaire politique, mais comme une agence des capitalistes.

Sa tuberculose s'aggrave, il a du mal à se faire éditer, il n'est pas du genre à avoir fait des économies. Il rentre en Roumanie, poursuivi par la haine des staliniens et les agressions des fascistes. Il meurt en 1935 dans un sanatorium, non sans avoir pu écrire en 1933 deux textes d'une grande beauté : *Méditerranée (Lever de soleil)* et *Méditerranée (Coucher de soleil)*.

Mauriac et les catholiques tenteront une récupération, mais Istrati n'était pas du bois dont on fait les mystiques.

## La rencontre du Crétois et du Céphalonite

Panaï Istrati assiste à Moscou aux manifestations du dixième anniversaire de la révolution, note l'enthousiasme des foules, s'étonne du matraquage de l'opposition qui tente de manifester, du suicide de Ioffé, mais ne voit pas le sens du combat de cette opposition qu'il ne connaît pas et dont Racovsky ne lui a pas parlé. Les opposants doivent se méfier et peuvent craindre qu'Istrati, trop confiant dans le paradis socialiste, ne les trahisse.

C'est en URSS en 1927, en voyage organisé pour les écrivains, qu'Istrati rencontre Kazantzaki (1). Ils sympathisent : « Kazan » qui se nomme « le Crétois » appelle Istrati « le Céphalonite ». Comme toutes les amitiés d'Istrati, son amitié avec Kazantzaki est totale, passionnée, tumultueuse. Istrati envisage de s'installer en URSS. Ils décident d'aller d'abord faire de la propagande en Grèce et de revenir s'installer au pays de la révolution d'Octobre. « *Nous allons maintenant en Grèce crier notre enthousiasme de ce*

*que nous avons vu en URSS. Puis nous y retournerons pour y vivre, apprendre et lutter* », écrivent-ils à Staline. Très vite, ils sont expulsés par la police grecque et décident de retourner en URSS avec leurs compagnes.

## Le récit d'Eleni Samios-Kazantzaki

Le récit a été écrit après coup et donne un souvenir parfois assez différent de ce que rapporte Istrati dans *Vers l'autre flamme*. Il est intéressant de les comparer.

Les voyageurs ont obtenu par Lou-natcharski et Olga Kameneva (sœur de Trotsky), un permis de circuler et aller où bon leur semble. Les déplacements se font en train, mais aussi dans des autos mises à leur disposition et à cheval dans le Caucase. C'est dans la joie que commence le périple, ce que traduit bien le récit. « *Un homme sera le héros de ce livre (...). Voici donc ces êtres donquichottesques en marche vers Nijni Novgorod...* » Eleni indique que souvent Istrati les abandonne pour aller discuter avec les gens au lieu de se rendre aux réceptions officielles. Il cherche à se faire une idée par lui-même et va être peu à peu étonné, puis choqué de la réaction de dirigeants dont le comportement ne correspond pas à ce qu'il attend de bolcheviks. Ils rendent visite à Racovsky, exilé en Asie centrale. Le récit d'Eleni donne le sentiment qu'il est en bonne forme, travaillant pour le plan, et satisfait de son sort. Istrati voit l'abîme entre la position de l'ambassadeur à Londres et à Paris et les difficultés terribles dans lesquelles on l'a jeté et qu'il essaye peut-être par fierté de camoufler. Il se plaint que Racovsky élude ses questions.

Eleni donne des portraits des quatre voyageurs et de leurs réactions, des anecdotes amusantes où se révèlent les personnalités de chacun. Elle note que des tensions apparaissent peu à peu entre Istrati et Kazantzaki. Elle les attribue au

(1) Nikos Kazantzaki, écrivain grec, 1883-1957, connu pour son roman *Zorba le Grec*, qui fut transposé à l'écran.

caractère changeant et bouillonnant d'Istrati, à ses sautes d'humeur. Ce n'était pas un homme facile à vivre, elle en donne des exemples. Mais elle note aussi que l'appréciation qu'ils portent sur le régime diverge. Kazantzaki voit les mauvais côtés du pays comme un mal humain inévitable, tout n'est pas parfait mais l'avenir appartient à l'URSS. Istrati comprend que la gangrène bureaucratique est déjà bien avancée et que l'espoir d'Octobre 17 est en péril. Il décide de rentrer en France alors qu'il avait prévu d'aller, via la Sibérie, en Chine et au Japon avec son ami. Ils se quittent sans se serrer la main.

Eleni ne donne qu'un court aperçu de l'affaire Roussakov (2) qu'elle considère comme un fait divers. L'affaire a une grande signification pour Istrati, qui s'engage à fond pour défendre le beau-père de Victor Serge, victime d'une machination qui a pour but de terroriser l'opposition. Il réussit à se faire recevoir par Kalinine, président de l'URSS, mais la veulerie de ses adversaires, le poids de la machine bureaucratique, le dégoûtent profondément.

Le récit d'Eleni est donc intéressant, en complément de celui d'Istrati dans *Vers l'autre flamme*, dont il n'a pas la force. Il montre cependant le côté aventurier et passionné de l'écrivain, l'amitié tempétueuse des deux poètes, la liberté qui règne encore dans le pays sur lequel la chape de plomb stalinienne n'est pas complètement tombée.

## Les annexes

Une postface donne le contexte historique et des précisions sur les personnages qui apparaissent dans le récit, Istrati et sa compagne Bilili, Nikos Kazantzaki, Victor Serge.

Une notice explique « *les vagabondages d'un manuscrit* » et les raisons qui ont rendu impossible sa parution en France.

Il est clair que les staliniens ont pesé de toutes leurs forces pour qu'Istrati soit effacé de la littérature, et le livre d'Eleni (même s'il donne une vision plutôt sympathique du régime en 1928), en présentant Istrati comme un homme sincère,

passionné et révolté par ce qu'il constate, donne une image bien différente de celle que présentaient les insultes déversées par les staliniens. Et pour les bureaucrates, il n'était pas question de tolérer ne serait-ce qu'une présentation un peu chaleureuse de cet écrivain, de son amertume et de sa souffrance face à la trahison de son idéal, celui de la révolution d'Octobre.

Le livre présente aussi la correspondance Kazantzaki-Istrati qu'ils ont reprise entre 1932 et 1935. Le « Crétois » a pris l'initiative de lui écrire alors qu'il était malade et leur amitié reprend. Ces lettres sont émouvantes.

Il contient ensuite des lettres envoyées par Victor Serge à Panaït Istrati qui montre la dégradation rapide de sa situation en URSS avant son arrestation en 1931.

En redonnant des morceaux de vie de ce grand écrivain, l'édition du livre d'Eleni Samios-Kazantzaki, pour la première fois en France, donnera aux passionnés de littérature envie de lire ou relire Panaït Istrati, de connaître son parcours.

**Christian Coudène**

(2) L'affaire Roussakov est longuement présentée dans le livre *Vers l'autre flamme*. Roussakov, vieux militant du mouvement ouvrier, est victime d'une campagne de calomnies dans la presse. Victor Serge est son gendre. Istrati fait de nombreuses démarches pour le défendre et, à cette occasion, se heurte de front au système bureaucratique.

# Il y a quatre-vingts ans : la grande grève des cheminots roumains

**L**es combats menés, début 1933, par les travailleurs, notamment à Grivita et par les travailleurs du pétrole de la vallée de la Prahova, sont un des événements majeurs de l'histoire sociale roumaine.

Ces glorieux combats se sont déroulés dans les conditions d'une profonde crise du capitalisme mondial qui a frappé notre pays, comme aujourd'hui et avec les mêmes conséquences, baisse des salaires, fermetures d'usines, explosion du chômage et de la misère. Les revendications centrales étaient « *payez-nous nos salaires* » et « *retrait de la "courbe du sacrifice"* » : il s'agissait, non pas comme maintenant, d'une baisse définitive des salaires, mais d'un report dans le temps du paiement d'une partie des salaires.

## La grève des travailleurs du pétrole

L'un des épisodes marquants de cette lutte a été l'activité révolutionnaire des travailleurs du pétrole de Ploiesti et des environs.

Vers la fin 1932, les ouvriers ont constitué un comité d'initiative de toute la vallée de Prahova et adopté un programme de revendications commun dont la reconnaissance des comités d'usine, la mise à disposition de bureaux fermés à clé pour les organisations ouvrières, l'arrêt des licenciements, le retrait du système des amendes et du travail par rotation, etc.

L'adoption de ce programme signifiait que les travailleurs passaient à l'offensive.

En dépit de toutes les mesures d'interdiction, en janvier 1933 les travailleurs du pétrole organisent des meetings, des manifestations et toutes sortes d'actions sur la base de ce programme.

## Heurts violents avec les forces de l'ordre

Le 29 janvier 1933, la direction de la raffinerie « Astra-Romana » annonce le licenciement d'un groupe d'ouvriers. Les tentatives de la délégation ouvrière pour obtenir par la négociation le retrait de cette mesure sont dédaigneusement rejetées et le lendemain, à 16 heures, la grève commence. Les grévistes sont bientôt 2 000.

Après des heurts violents avec les forces de l'ordre (armée et police), ces dernières doivent reculer et l'administration de l'entreprise promet de respecter la convention collective et de régler le problème des licenciements.

Tandis que les autorités civiles et militaires tentaient de réprimer les grévistes d'Astra-Romana, les organisations politiques et syndicales de Prahova considérèrent que le moment était favorable pour engager une grève avec occupation à la raffinerie « Romano-Américana », sur la base des revendications du programme adopté fin 1932.

Le 1<sup>er</sup> février 1933, la grève, organisée par le comité d'action de l'usine, commence. Les heurts avec les forces de répression sont violents. La direction refusant de satisfaire les revendications, les grévistes font retentir la sirène et les manifestants affluent, venus de Ploiesti

et de toute la région, y compris des collègues de « Astra-Romana » à la sortie du travail et aussi des centaines de chômeurs de Ploiesti, des travailleurs de « Dorobantul », « Feri-Email » et une partie importante de la population des quartiers ouvriers.

Les délégués des grévistes, arrêtés par trahison, sont éloignés de l'usine, mais les affrontements avec les policiers et les gendarmes continuent sur toute la route jusqu'à Ploiesti. Là, les milliers de manifestants des usines déjà mentionnées, auxquelles se joignent ceux de « Standard », « Orion », « Petrol-Mina » et d'autres venus de toutes les localités de la vallée de la Prahova, occupent la place centrale.

Il y avait plus de 6 000 manifestants, ils étaient à l'offensive, revendiquant la libération des représentants ouvriers détenus dans le bâtiment de la police municipale. Les masses étaient maîtres de la rue.

Finalement, ils eurent gain de cause : les revendications furent satisfaites.

La lutte des travailleurs du pétrole, soutenue par la population de la région, avait un caractère offensif, unissant les revendications économiques, politiques et sociales et affrontant les patrons coalisés.

## La grève des cheminots

Le 1<sup>er</sup> janvier 1933, on annonça la troisième « courbe du sacrifice », qui devait entraîner des diminutions de salaire de 10 à 12 %. La réaction ouvrière fut immédiate. Le 13 janvier, il y eut un grand meeting de protestation des cheminots de la ville de Galati, auxquels participèrent 800 personnes. Deux jours plus tard, la police arrêtait seize ouvriers de Galati ; un millier de manifestants descendit immédiatement dans la rue, contraignant les autorités à relâcher douze d'entre eux.

Le 27 janvier, les ouvriers de Bucarest entrent, eux aussi, en mouvement, 400 cheminots des ateliers de Galati se réunissent et décident pour le lendemain une grève d'avertissement de quarante-cinq minutes. Ils élisent un comité de grève qui avance les revendications sui-

vantes : paiement entier du salaire, retrait de la « courbe du sacrifice », réintégration des ouvriers licenciés, abolition du système des amendes qui contribuait aussi à diminuer les salaires, arrêt des licenciements. En même temps, pendant la manifestation du 28 janvier à Grivita, ils avancèrent la proposition de nouvelles méthodes de lutte, la grève avec occupation fut décidée.

Le 28 janvier, les revendications furent transmises au ministre des Transports, Edouard Mirto. A l'appel du comité de grève, les ouvriers occupèrent les ateliers, attendant que leurs revendications soient satisfaites.

## Informée de nouvelles revendications

Le 2 février à 9 heures, sous la direction de structures de front unique, plus de 5 000 ouvriers se réunissent et occupent les ateliers, tandis qu'à l'extérieur se rassemblent plus de 6 000 manifestants, parents de grévistes ou simples habitants des quartiers ouvriers, parmi lesquels beaucoup de chômeurs. Les représentants des forces de l'ordre sont arrêtés par les piquets de grève qui ne les laissent pas pénétrer dans les ateliers. Des groupes d'autodéfense sont constitués. Supposant que les revendications avaient été satisfaites, les dirigeants syndicaux (sociaux-démocrates) conseillent alors aux ouvriers de Grivita de cesser la grève à 23 h 30. Le comité de grève des cheminots de Bucarest est dissous. Mais sur 5 000 ouvriers, seuls 200 reprennent le travail. Bientôt, se faisant traiter de « briseurs de grève », ils doivent eux aussi cesser le travail, et l'administration est informée de nouvelles revendications : instauration d'une « prime de vie chère », augmentation des salaires de 40 %, reconnaissance des « comités d'usine ». L'action se poursuit, même quand les ateliers furent encerclés par des détachements de la police et de l'armée. Mais c'est à ce moment que les syndicats sociaux-démocrates, rendant publique la déclaration de leur président, Dimitru Sirpea, refusent de se solidariser avec les nouvelles revendications.

## La loi martiale

En même temps, le gouvernement paraissait secrètement une contre-offensive. Le Premier ministre, Alexandru Vaida-Voievod, proposait au Parlement un projet de loi instaurant ni plus ni moins que l'état d'urgence pour six mois, incluant la censure. Le 4 février, le projet de loi fut adopté par les représentants de la bourgeoisie et des propriétaires terriens par 202 voix pour et 43 contre, et promulgué le jour même par le roi Carol II. La loi martiale était proclamée non seulement à Bucarest et dans un rayon de cinq kilomètres, mais également, ce qui montre l'ampleur du mouvement populaire, à Cernauti, Galati, Iasi, Ploiesti, Timisoara et dans toute la région de Prahova. Parmi ceux qui ont voté pour l'instauration de l'état d'urgence était le politicien et idéologue de l'extrême droite A. C. Kuz qui se proclamait « *ami du peuple* » contre la « *menace juive* ». Il déclara : « *Le gouvernement connaît la situation et est le seul à pouvoir juger du bien-fondé de ces mesures.* »

Voilà comment cet « *ami du peuple* », qui prétendait mieux représenter les ouvriers que les communistes, « *corps étranger par leurs racines et leur esprit* », a soutenu le système dès lors qu'il était menacé par des revendications strictement économiques, sans la moindre connotation « *communiste* ».

Et qui était à l'époque aux côtés des ouvriers ? Bien sûr les partis qui (en tout cas à l'époque) représentait les ouvriers, les sociaux-démocrates, les socialistes unis et surtout les communistes. A propos de ces événements, Armand Calinescu dira un an plus tard : « *Ainsi nous avons affronté un soulèvement communiste en préparation.* » Armand Calinescu était secrétaire d'Etat au ministère des Affaires intérieures, et c'est lui qui coordonnait la répression contre les grévistes.

Si le Parti communiste (qui ne comptait pas plus de 1 000 membres) était si faible qu'on le dit aujourd'hui, pourquoi inspirait-il une telle peur au régime de la bourgeoisie et des grands propriétaires ? Voilà encore une question à laquelle nos anticommunistes ne savent tout simplement pas répondre. Mais même le député du parti libéral Richard Franasovici déclara, après

l'écrasement sanglant du mouvement, que le gouvernement avait dû « *défendre l'ordre public contre les éléments communistes à la solde de l'Internationale rouge de Moscou* ».

## Un comité central d'action

Ce qu'il fallait démontrer. Contrairement aux laquais prétendument intellectuels qui servent aujourd'hui la bourgeoisie, les hommes politiques bourgeois de cette époque affirmaient ouvertement que les communistes étaient à la tête de ce mouvement, malgré, je le répète, le caractère **purement économique** des revendications.

Dès mars 1932, une conférence de cheminots de tout le pays avait élu un comité central d'action.

C'est précisément ce comité, coordonné par les communistes, qui décida une nouvelle grève, alors qu'était prise la décision honteuse d'instaurer la loi martiale — après qu'on eut promis aux grévistes de satisfaire leurs revendications. Ce fait témoigne de la **popularité** des communistes dans les masses, même dans les conditions de la clandestinité. Dans la nuit du 11 au 12 février, dans tout le pays furent arrêtés des centaines de communistes et de sympathisants communistes !

Les communistes qui n'étaient pas arrêtés prirent la direction de la grève. Le front unique ouvrier reprit la lutte. Des réunions furent organisées dans toute une série d'entreprises, « *Malaxa* », « *Balcani* », « *Mociornita* », etc. ; à RMS et à l'usine Durer, il y eut des grèves de solidarité. En même temps, les ouvriers des services de l'eau se mettaient en grève sur leurs revendications. En province, à Iasi et à Cluj, les cheminots se mettaient en grève. En masses compactes, les ouvriers d'autres quartiers se dirigeaient vers les ateliers de Grivita.

## Des dizaines de milliers de travailleurs de la capitale

Après le défi lancé par le gouvernement aux cheminots de Grivita, la grève fut déclarée le 15 février, à l'exemple de

ceux qui avait déclenché la grève à Cluj, où le dirigeant était Grigore Ion Raceanu, Iasi (14 janvier) et autres localités. Ce même matin, vers 9 heures, une délégation composée de Gheorghe Georghiu Dej, Chivu Stoica, Panait Bogatoiu, Constantin Doncea, Alexandru Petea, et Ilie Pintilie se rendit à la direction générale. Près de 400 personnes, assises autour de marmites de carbure posées sur le feu, attendaient le résultat des négociations devant l'administration des locomotives. Deux tribunes improvisées avaient été montées. Pendant tout ce temps, l'ouvrier Constantin Negrea fit hurler la sirène à intervalles répétés. De nouveau, les ouvriers de Grivita occupent les ateliers et, cette fois, des dizaines de milliers de travailleurs de la capitale (peut-être plus) se mettent en grève par solidarité avec leurs frères de classe, à la direction des chemins de fer, aux usines Durer, Herdan, Malaxa, Lemaître, Voinea, Vulcan, Balcan, Mociormita.

Le 15 février au matin, l'armée est envoyée à Grivita. La compagnie 21 du régiment de fantassins refuse de marcher sur la foule, et le gouvernement, craignant la solidarité entre ouvriers et soldats, la remplace par la police et les gardes-frontières. Malgré la présence des militaires, bien que de premières mitrailleuses aient été montées sur des camions, les ouvriers des ateliers ne bougent pas. Ni les milliers qui entourent les ateliers.

## Au fusil et à la mitrailleuse

Avant de passer à l'assaut contre les grévistes, l'état-major, qui dirigeait l'opération, décida de commencer l'offensive contre les masses qui soutenaient les grévistes. A la baïonnette, appuyés par des fusils et des mitrailleuses, ils chargèrent la foule, les femmes et les enfants des ouvriers. Le lendemain, à l'aube, a commencé la répression contre les ouvriers des ateliers. On a tiré au fusil et à la mitrailleuse, on empalait les ouvriers à la pointe des baïonnettes, on les assommait avec la crosse.

Dans ces conditions, la nuit du 15 au 16 février, l'armée arrêta le comité de grève et, au matin du 16, passa au nettoyage par la force des ateliers de Grivita. Comme en 1918 et en 1919 à Lupeni, l'armée tira sur les ouvriers, faisant, d'après les chiffres officiels trois morts et seize blessés graves. En fait, il y eut sept victimes, l'ouvrier communiste Dumitru Pola, l'ouvrier de 19 ans Vasile Roaita (dont on considère — depuis 1948 — qu'il appartenait aux Jeunesses communistes et à qui l'on a attribué l'exploit héroïque d'avoir actionné la sirène jusqu'au moment où il a été fusillé), le monteur Ion Dup, qui n'avait que 17 ans, l'ouvrier Dumitru Maier, l'escompteur Cristea Ionescu et les manutentionnaires Ion Dumitrescu et D. Olteanu. Selon d'autres sources, les victimes seraient non pas Ion Dup et D. Olteanu, mais Gheorgue Popescu et Dumitru Tobias. Il y a eu plus de 2 000 arrestations et, parmi eux, à nouveau des communistes, Gheorgue Gheorgiu-Dej, Chivu Stoica, Constantin Doncea, Gheorgue Vasilichi et d'autres encore.

## Arrestation, condamnations, évasions

Les communistes étaient au premier rang de la lutte et prirent sur eux tout le poids de la répression, les communistes étaient les dirigeants et les martyrs de cette époque.

En ce qui concerne les dirigeants de la grève, voici quelques éléments factuels sur leur rôle et leur destin ultérieur.

**Dumitru Petrescu**, communiste. L'un des principaux dirigeants. Arrêté et condamné aux travaux forcés à vie (c'est-à-dire vingt ans). Rarement mentionné depuis que Gheorgue Gheorgiu-Dej a « monopolisé » tous les mérites concernant l'organisation de la grève.

**Constantin Doncea**, un autre dirigeant en vue pendant la grève de 1933. Il était président du syndicat des chemins de Bucarest (appelé « syndicat rouge »), membre du PCR depuis 1931,

condamné à la même peine que Dumitru Petrescu.

**Gheorgue Gheorgiu-Dej**, secrétaire du comité d'action central des chemins de fer de Roumanie (CFR). Il faisait aussi le lien entre les syndicats (les syndicats dits révolutionnaires) et le parti, « par-dessus la tête » de Moscu Cohn (de son vrai nom Gheorgue Stoica). Il a été condamné à quinze ans de travaux forcés. Après plusieurs tentatives infructueuses pour sortir de prison, il y est resté jusqu'en 1944.

**Chivu Stoica**, membre du PCR depuis 1931, condamné à douze ans de prison pour sa participation à l'organisation de la grève. Il aurait combattu dans les Brigades internationales pendant la guerre civile espagnole (information non confirmée). Après 1944, haut fonctionnaire du parti, il est même devenu président du Conseil d'Etat (théoriquement le poste le plus élevé de l'Etat), poste dont il a été évincé par Nicolae Ceausescu.

**Vasile Bigu**, cheminot, un autre dirigeant membre du comité d'action, arrêté et condamné. Membre fondateur du PCR. Pendant son interrogatoire, il a fait une longue déclaration, où il donnait d'abondantes informations sur l'histoire de la grève et ses organisateurs ; il a donné le nom de vingt et un d'entre eux. Plus tard, il a été le représentant du parti au Comité national antifasciste auquel participaient des représentants des partis historiques, le parti libéral et le parti paysan.

**Panait Bogatoiu**, compagnon de lutte de Constantin Doncea, dirigeant du « syndicat rouge » contrôlé par les communistes ; lui-même, néanmoins, était social-démocrate.

**David Korner** (Barta), membre du PCR depuis 1932, condamné pour son rôle dans la grève de Grivita et condamné à dix-huit mois de prison. En 1934, il est devenu opposant au stalinisme et a fondé un groupe bolchevique-léniniste (trotskyste) qui critiquait à la fois le Parti communiste et le Parti socialiste unifié.

Parti en France comme étudiant, il a pris une part active au travail du Parti ouvrier internationaliste, puis, en 1939, il fut l'un des fondateurs de la fraction « Comité pour la Quatrième Internationale » du Parti socialiste ouvrier et paysan.

La tendance à laquelle appartenait Barta publiait la revue *La voix de Lénine* et diffusait également *L'Étincelle*. Après novembre 1939, il a organisé et dirigé le « groupe Barta » (groupe trotskyste, qui, en 1942, a pris le nom de Groupe communiste en l'honneur du 25<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre) et, en 1944, celui d'Union communiste, et qui a travaillé dans la clandestinité pendant l'occupation nazie. Il a joué un grand rôle dans la direction et l'organisation de grandes grèves en 1947 à l'usine Renault.

De 1942 et 1949, cette organisation publiait *La lutte de classe*. Après 1950, quand Barta a pratiquement cessé d'y participer, l'activité du groupe a décliné. Néanmoins, à partir de 1956, il a réussi à publier le journal *Voix ouvrière*, rebaptisée en 1968 *Lutte ouvrière*, autour duquel se constituera l'actuel parti Lutte ouvrière.

**Ille Pintille**, communiste, a participé à l'organisation des grandes grèves de février 1933, coordonnant les syndicats des ateliers des chemins de fer de Iasi, Cernauti et Pascani et assurant les contacts avec les cheminots communistes de Grivita, les hommes de Gheorgue Gheorgiu-Dej. Il est mort à la prison de Doftana pendant le tremblement de terre de 1940.

**Pavel Stefan**, militant communiste, a participé à la grève des cheminots. Il a été exclu du parti comme fractionniste (1942). Réintégré en 1945, il entame dès l'année suivante une fulgurante carrière d'apparatchik.

**Alexandru Draghici**, membre du PCR depuis 1930, ouvrier aux ateliers des chemins de fer. Bien que n'ayant pas joué un grand rôle pendant la grève, il est condamné à quinze ans de prison pour activité communiste pendant le procès d'Anna Pauker. S'évade en août 1944.

**Constantin David**, membre des Jeunesses communistes depuis 1928, participe à la grève, sans en être un dirigeant. Entre au parti en 1934.

Elu membre du comité central de 1937 à 1940, il en est le secrétaire jusqu'en 1939.

En 1939, il commence à travailler comme instructeur du comité central du PCR à Galati, puis à Valea Prahova. Il est arrêté vingt-quatre fois de 1931 à 1940. Il est tué par un légionnaire pendant leur soulèvement de 1940.

**Vasile Luca**, travailleur au dépôt des chemins de fer de Roumanie à Brasov. Secrétaire de la section de Brasov du PCR. Condamné au procès de Brasov de 1935. Jugé plusieurs fois, libéré de prison à Cernauti par les troupes soviétiques en 1940, il devient alors adjoint au maire de la ville.

**Ion Turcu**, militant communiste, n'a pas joué de rôle particulier dans la grève.

**Radu Paraschiva**

# Les "volontaires soviétiques" en Espagne, ou un jeu sur les mots...

**D**e nombreux auteurs évoquent la présence de « volontaires soviétiques » pendant la guerre civile et y voient l'un des signes de la solidarité de l'Union soviétique avec « le camp républicain ». Ainsi, David Diamant, dans son ouvrage de propagande grossière sur les volontaires juifs des Brigades internationales, cite un nombre impressionnant de « volontaires » soviétiques :

« 772 aviateurs, 351 tankistes, 100 artilleurs, 22 conseillers, 77 marins, 339 spécialistes de toutes sortes, 204 interprètes. Total : 2 065 spécialistes » (1).

La source qu'il indique est le texte d'un général soviétique, *Vetrov, Problemy ispanskoï istorii*, publié en 1972. Pierre Broué, dans *Staline et la Révolution*, reprend ces chiffres, mais parle à juste titre de « militaires soviétiques » et n'utilise pas l'expression « volontaires soviétiques » (2).

Artur London, qui participa aux Brigades internationales et au Service de Investigación Militar (le SIM), et donc bien placé pour connaître les chiffres, dans son livre *Espagne*, reprend l'expression de « volontaires soviétiques »... mais donne des chiffres quatre fois inférieurs :

« A l'aide morale et matérielle s'ajoute encore l'aide des volontaires soviétiques. L'aide militaire comprend 557 volontaires, dont 23 conseillers, 49 instructeurs, 29 artilleurs (y compris pour la DCA), 141 aviateurs, 107 tankistes, 29 marins, 106 radio-télégraphistes, soldats du génie et médecins, 73 interprètes et autres spécialistes » (3).

## Pendant l'ère de Iejov...

L'URSS se décide à « aider » le camp républicain en Espagne à partir de la fin septembre 1936, au moment même où Staline remplace à la tête du NKVD Iagoda par Nicolas Iejov, chargé de déchaîner sur le pays une répression sanglante qui va entraîner, pendant les deux ans où il dirige le NKVD, en gros 1 500 000 arrestations, 750 000 exécutions capitales, deux procès de Moscou publics, la décapitation de l'Armée rouge, le massacre de membres de minorités nationales (Polonais, Finnois, Lettons, Allemands soviétiques, etc.) pour leur seule appartenance ethnique ou nationale, la déportation en Ouzbékistan des 180 000 Coréens soviétiques considérés globalement comme de potentiels espions japonais, etc.

## Espions en stock

A cette époque, il suffisait d'avoir un parent à l'étranger, d'avoir été envoyé quelques années plus tôt en mission à l'étranger par le gouvernement soviétique lui-même pour être accusé d'être un espion. Imaginer qu'un étudiant, un ouvrier ou un paysan soviétique puisse se présenter à l'ambassade d'Espagne ou dans une institution de son propre pays,

(1) David Diamant, *Volontaires juifs en Espagne*, Paris, 1977, p. 330.

(2) Pierre Broué, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993, pp. 97-98.

(3) Artur London, *Espagne*, Bruxelles, Tribord 2003, p. 166.

qu'il puisse dire « *Je veux partir me battre en Espagne* » et y être envoyé, relève de la chimère ou du royaume de Perlimpinpin. Le cas ne s'est jamais produit... même si, sous Khrouchtchev, a été créée une éphémère Amicale des volontaires soviétiques en Espagne, qui ne comprenait que des militaires professionnels.

En 1962, sous la direction de l'ancien ambassadeur soviétique en Angleterre, Ivan Maïski, a été publié un volume intitulé *Le peuple espagnol contre le fascisme (Ispanski narod protiv fachisma)*. Dans le collège rédactionnel, on trouve un certain Ivan Nesterenko, envoyé en Espagne pour implanter le système des commissaires politiques dans les Brigades internationales, et plus largement dans l'armée régulière. Ledit Nesterenko publie dans le recueil un article consacré à cette implantation.

## Des volontaires gradés...

Trois autres individus se présentent comme des volontaires soviétiques : le « marin » Nicolaïev, et les généraux Batov et Rodimtsev.

Un premier trait commun aux souvenirs de ces trois « volontaires soviétiques » : on ne sait jamais comment s'est manifesté leur « volontariat » ni quand et d'où ils partent d'URSS. Ainsi, Nicolaïev commence ses souvenirs par les lignes suivantes :

« *Ma participation à la guerre d'Espagne en qualité de marin volontaire a commencé en août 1936, alors que j'étais à Paris. Il me fallait aller à Madrid* » (4).

Et il embarque à Orly. Un Soviétique qui se trouve à Paris en août 1936 ne peut être qu'un membre de l'ambassade ou d'une autre institution soviétique, le plus souvent un agent du NKVD, pas un simple citoyen en promenade à l'étranger...

Quant aux deux autres, Batov et Rodimtsev, on ne sait pas non plus comment ils s'engagent... tout simplement parce qu'ils ne s'engagent pas. Batov, qui répète toutes les calomnies stali-

niennes contre le POUM, commence ses souvenirs par son arrivée à Toulouse, et Rodimtsev par son arrivée à Albacete. Il ose écrire :

« *A la fin de 1936, moi, commandant de l'Armée soviétique, je suis arrivé d'Albacete à Madrid avec quelques volontaires pour aider les unités de l'armée populaire à maîtriser le maniement de l'armement moderne* » (5).

Qu'un « commandant de l'armée soviétique » puisse se présenter à son supérieur hiérarchique avec quelques soldats et dire : « *Nous voulons partir nous battre en Espagne* »... et y être envoyé avec ses hommes de troupe, c'est du très mauvais roman-feuilleton ! Rodimtsev a été désigné et envoyé avec un groupe de militaires désignés comme lui. Le système mis en place par Staline ne fonctionne pas autrement.

## Le NKVD décide

De plus, à cette époque où se prépare la purge de l'Armée rouge que le deuxième procès de Moscou (janvier 1937) annonce déjà publiquement, la hiérarchie militaire n'a aucun pouvoir réel pour envoyer qui que ce soit en Espagne. C'est le NKVD qui décide et contrôle tous les envois. Chaque militaire soviétique envoyé en Espagne l'est après accord et sur décision du NKVD. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'ils sont tous pour autant des agents du NKVD, mais qu'ils sont jugés sûrs. A tort ou à raison, car ils peuvent par ailleurs être jugés sûrs et, à l'épreuve des faits, ne pas l'être autant qu'ils le devraient. Ainsi, le consul soviétique à Barcelone, Antonov-Ovseenko, a été envoyé exercer cette mission parce qu'il était jugé sûr. Il s'avérera ne pas l'être vraiment, puisqu'il soutiendra la demande du Comité d'action marocain de promettre l'indépendance au Maroc espagnol en cas de victoire de l'armée républicaine en échange d'un soulèvement sur les arrières des troupes maures de Franco. Il sera bientôt rapatrié et fusillé.

(4) *Ispanski Narod protiv Fascisma*, Moscou, Academia Naouk, 1962, p. 7.

(5) *Ibidem*, p. 71.

## Un homme d'équipage bien introduit...

Le plus maladroit dans sa tentative de se faire passer pour un volontaire est sans doute « le marin » (puisque c'est ainsi qu'il se présente sans aucun grade !) Nicolaïev. On apprend soudain au détour de ses souvenirs que ce brave marin a été chargé d'organiser le transport en URSS de l'or espagnol. Pour un homme d'équipage, c'est une promotion !

« *C'est à peu près dans la seconde moitié d'octobre 1936 qu'il m'est arrivé d'organiser une opération de transport (...) d'Espagne en URSS. Le gouvernement républicain, qui procédait à de grands achats d'armes et de munitions dans notre pays, décida de transférer à Moscou une grande quantité de sa réserve d'or.*

*Je n'étais pas au courant de toutes les négociations entre Madrid et Moscou sur ce point* » (on avouera qu'il serait étonnant qu'un simple marin — et même un capitaine commandant un navire — soit au courant de « toutes les négociations » entre Madrid et Moscou — et même d'une petite partie d'entre elles — sur ce transfert délicat à tous les points de vue)]. Nicolaïev en sait manifestement quelque chose.

## ... chargé de transporter l'or espagnol à Moscou

Nicolaïev décide alors de confier les premières opérations de transport à deux navires soviétiques, *Neva* et *Kouban*. Negrin, alors ministre des Finances du gouvernement Caballero, arrive à Carthagène ; Nicolaïev nous apprend qu'il le connaît :

« *Je le connaissais un peu, l'ayant rencontré plusieurs fois à Madrid. Il m'invita à venir le voir et me présenta ses collaborateurs chargés d'accompagner l'or espagnol en URSS. Parmi eux se trouvait ma vieille connaissance, José*

*Lopez, avec qui j'avais fait le trajet en avion de Paris* » (6).

Ce volontaire est vraiment bien introduit dans les milieux dirigeants, ce qui ne l'empêche pas d'évoquer un moment « *chaque marin soviétique volontaire* » (7) sans citer un seul nom. La tâche est trop difficile.

## Futurs maréchaux

La revue soviétique *Voprossy Istorii* avait publié dans son numéro de juillet 1956 un article signé José Garcia, consacré en particulier aux prétendus volontaires soviétiques. Ce José Garcia écrivait :

« *Leur nombre n'était pas grand, (mais, affirme-t-il), l'aide qu'ils apportèrent dans les questions militaires fut immense.* »

Et il cite les noms du « *général soviétique Stern (connu en Espagne sous le nom de Grigorovitch)* », de « *Jacob Smouchkevitch (connu sous le nom de Douglas), qui sera promu général, élu membre suppléant du comité central (pour un « volontaire », ce n'est pas mal !) en 1939, puis fusillé en 1941* ». Et il évoque ensuite « *les chefs militaires soviétiques Malinovski, Meretskov et Rodimtsev* » (8).

Le premier, Rodion Malinovski, sera nommé maréchal en 1944 et sera membre du comité central du PCUS de 1956 à 1967 ; le deuxième, Kirill Meretskov, sera élu membre suppléant du comité central en 1939, arrêté l'année suivante, torturé... puis sauvé par la guerre, qui lui évitera d'être fusillé ; il sera nommé maréchal en 1944. Rodimtsev se contentera lui, du grade de général. Des volontaires partis en 1937... promus maréchaux sept ans plus tard, ou au pire général, c'est du roman. Ces officiers de carrière sont envoyés en mission par le gouvernement.

Quant aux divers instructeurs, conseillers, interprètes et autres spécialistes, ce sont des agents du NKVD.

(6) *Ibidem*, p. 26.

(7) *Ibidem*, p. 45.

(8) Cité par Artur London, *op. cit.*, p. 166.

## Après l'emprunt volontaire-obligatoire et le séjour volontaire-obligatoire... le volontaire-désigné

Le 25 juin 1938, Lejov, saisi par on ne sait quel prurit humanitaire inhabituel, propose au présidium du Soviet suprême de libérer avant la fin de leur séjour au goulag les détenus qui ont bien travaillé et méritent donc d'être récompensés. Staline, le même jour, s'y oppose : il propose qu'on les décore, mais qu'on les maintienne au camp... comme travailleurs libres, autorisés à faire venir leur famille (quelle perspective exaltante que la vie de famille au goulag !), et conclut cyniquement :

« On disait déjà : chez nous, il y a l'emprunt volontaire-obligatoire, là, il y aurait le séjour volontaire-obligatoire » (9).

Dans le même sens, et, finalement, dans le droit fil de la même politique intérieure et extérieure, Staline invente le « volontaire désigné ». Ce sont les seuls « volontaires » qu'il peut accepter.

**Marc Teulin**

---

(9) *Goulag 1918-1960*, Materik 200, p. 113, cité dans Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard 2001, p. 541.

# **“Logique et dialectique”**

## **Marcel Hic**

**Marcel Hic fut le principal dirigeant trotskyste en France pendant la Seconde Guerre mondiale.**

**Né le 30 avril 1915 à Paris, diplômé d'études supérieures, il milite dès 1933 dans les Jeunesse léninistes, regroupement organisé par les trotskystes, puis dans les Jeunesses socialistes révolutionnaires formées avec eux par des jeunes socialistes sympathisants et exclus de la SFIO. En juin 1936, il adhère au Parti ouvrier internationaliste (POI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, officiellement proclamée en septembre 1938). Il se fait embaucher comme rédacteur à l'agence Havas.**

**Sa santé très médiocre lui vaut d'échapper à la mobilisation lorsque la guerre éclate. Il remplit alors la fonction de secrétaire européen de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le POI ayant été dissous par le gouvernement, il reconstitue le parti dans l'illégalité dès juillet 1940, donc dès le début de l'occupation allemande, et s'attache à renouer les liens rompus entre les militants du POI. Il organise la reparation, la rédaction et la diffusion de *La Vérité* clandestine, puis supervise l'activité de propagande antinazie et anticapitaliste menée par le bulletin *Arbeiter und soldat* rédigé en particulier par le militant trotskyste allemand émigré Paul Widelin et diffusé auprès de dizaines de soldats allemands dans l'ouest de la France. Widelin sera arrêté, torturé et fusillé par la Gestapo, après avoir été dénoncé par un mouchard, et tous les soldats allemands du groupe seront fusillés.**

**Marcel Hic est l'un des organisateurs de la fusion entre le POI et l'autre groupe trotskyste, le CCI, héritier du courant formé par Raymond Molinier. Il est arrêté au même moment, le 14 octobre 1943, torturé par la Gestapo et déporté à Buchenwald en janvier 1944. Envoyé ensuite de Buchenwald au camp de Dora, il y meurt le 28 décembre 1944.**

**Nous republions ci-après un article de Marcel Hic sur la logique formelle et la dialectique, beaucoup plus près des questions d'histoire qu'il peut sembler au premier regard...**

# “Logique et dialectique”

## Marcel Hic

Texte publié en 1946 dans *La Revue internationale*

### Deux modes de la pensée rationnelle

**D**ogique et dialectique sont deux modes de la pensée rationnelle qui visent, l’un et l’autre, à rendre compte de l’enchaînement des faits dans la nature et des idées dans l’esprit humain, et à permettre par là même l’activité pratique et sa préparation par l’esprit. Nous appellerons (provisoirement) rationnel tout processus de pensée dégagé de l’affectivité, visant à définir les objets, directement ou par réflexion, à les classer en ensembles cohérents, à généraliser les conclusions d’une expérience renouvelée, individuelle et collective, et systématiquement confrontée avec les résultats d’une activité consciente (volontaire).

Bien que, dans le langage courant, logique et dialectique semblent, sinon s’exclure, du moins s’opposer, elles plongent l’une et l’autre leurs racines dans l’histoire la plus lointaine de l’esprit humain. Toutes deux apparaissent comme des formes primitives de l’activité intellectuelle de l’homme. C’est dès son origine que la pensée est à la fois logique et dialectique. Nous y reviendrons en détail tant dans les prochains chapitres, à propos de l’histoire de la pensée scientifique, que plus tard à propos des résultats des investigations de la psychologie scientifique : nous nous contenterons ici de poser le problème en termes généraux spéculatifs.

### La rencontre du physiologique et du social

La pensée humaine est une convergence de deux séries de faits, les uns physiologiques, les autres sociaux. Si elle peut, dans la suite de son histoire, s’affranchir dans une large mesure de la tyrannie des uns et des autres, elle porte, par contre, à ses origines fortement leur empreinte. Mais la rencontre du physiologique et du social se fait déjà au travers d’interactions extrêmement complexes. En effet, la pensée ne résulte pas seulement du développement des lobes antérieurs du cerveau chez *Homo sapiens* ; ce fait, au contraire, ne prend d’importance que dans la mesure où *Homo sapiens* a pu se mettre dans une certaine position matérielle (alimentaire) lui permettant l’exercice, poursuivi longuement et avec application des facultés latentes de son cerveau développé, dans la mesure où il peut mettre entre les objets et lui une certaine distance, prendre un certain recul, où il a su se créer les possibilités d’une activité désintéressée, où il n’est plus le chercheur permanent de larves et de miel, l’affamé éternel, sans cesse en quête de sa pitance. A partir du moment où il *se libère*, dans une certaine mesure de la tyrannie du physiologique.

Ce moment, social par définition, n’est pas le fait d’un instant, mais d’une longue lutte matérielle, dans laquelle le cerveau intervient d’une façon de plus en

plus efficace. Le primitif ne pense pas : il songe ; il extériorise son rêve intérieur, peuple le monde de sa fantasmagorie. Seul l'homme social, l'homme des sociétés organisées, pense rationnellement. Mais entre l'un et l'autre, il y a quantité d'étapes intermédiaires, dans lesquelles le cerveau, par un effet lent et presque aveugle, modifie ses propres conditions en modifiant le social : dans lesquelles le social évoluant selon ses propres lois, donne au cerveau la possibilité d'orienter ces modifications dans le sens le plus favorable.

Quel est aux origines l'objet de la pensée humaine, sinon *la praxis* ? Permettre à l'homme de tirer de la nature le maximum de bien-être : connaître le monde en vue d'utiliser ses ressources. Elle provient de l'action et retourne à l'action (*Am Anfang war die Tat*, Au début fut l'action). *Die Tat* se substitue très vite à *das Tun* (le faire), l'acte conçu à l'acte réflexe). — Elle est examinée en vue de nouvelles expériences. De la praxis comme du physiologique, les liaisons sont multiples, individuelles et sociales (cerveau et progrès matériel ; sensibilité individuelle et confrontation des expériences).

## L'expérience individuelle et l'expérience collective

La perception, l'appréhension à la fois analytique et synthétique des objets en vue de l'action, implique et l'expérience individuelle et l'expérience collective. C'est une expérience individuelle que celle qui rassemble en *un* objet les impressions différentes de plusieurs organes des sens, recueillies en des moments successifs de la durée, en des régions différentes de l'espace. Il ne peut y avoir primitivement d'autre unité à ces impressions que rapportées à un individu sentant, au sujet sensible *un* : la perception est isolement d'un objet, son arrachement d'un autre objet par une pensée unique, d'un individu. Elle implique nécessairement une forme embryonnaire de logique : il ne peut y avoir unité de l'objet que par la constatation de la permanence

de ses aspects caractéristiques au travers du temps et de l'espace, dans ses heurts avec d'autres objets, parmi les changements des choses environnantes, leurs mouvements et les modifications que l'action réciproque leur imprime au cours du temps, au travers, en particulier, des modifications que l'homme lui-même lui apporte ; que dans l'opposition du permanent au devenant, dans l'affirmation de la supériorité du demeurant, de l'identique dans le temps et dans l'espace, parce que seul il peut être l'objet de l'activité humaine. Là commence l'élaboration de catégories fixes : là commence la logique.

Pourtant, l'élaboration de règles pour l'action est avant tout un phénomène collectif. Pour livrer son secret, un phénomène doit être observé d'une multitude infinie de points de vue, qui impliquent la multiplicité des observateurs. Pour que ces expériences individuelles puissent utilement se conforter, il faut que les impressions des différents observateurs, à la fois convergent et divergent : il faut que l'objet soit apparu à des hommes réunis, à la fois même et différent.

Ici encore, l'expérience tend à extraire le permanent du mouvant. Mais le caractère devenant de la nature s'impose à la pensée, come l'extérieur s'opposant nécessairement à l'intérieur. En même temps, la nécessité de la multiplicité des impressions et constatations implique pour les petites collectivités primitives l'intervention du facteur temps (qu'on songe à la multitude de hasards objectifs — météores, incendies — et de rencontres fortuites entre le sujet et l'objet — choix des pierres d'un foyer, présence accidentelle à un phénomène naturel — pour imposer à l'homme les premiers rudiments d'une technique des métaux) ; elle implique par là même la succession des générations se transmettant leurs étonnements, leurs croyances, leurs acquisitions. Elle tend par là à postuler une longue permanence des êtres et des choses à travers le temps, malgré le renouvellement des saisons et la succession des générations. Elle va dans le sens logique primitif de la pensée.

Par contre, la méthode même par laquelle s'élaborent les notions élémentaires de l'homme développe ses propres

exigences : c'est dans la conversation, le dialogue, l'opposition des arguments contradictoires, dans la confrontation d'expériences divergentes, par d'embryonnaires thèses en *divers* sens que naît la pense systématique ; dans le balancement perpétuel entre le permanent et le mouvant ; dans l'affirmation implicite qu'il est possible à l'homme de changer le monde. Là s'élaborent les premiers linéaments d'une dialectique des êtres et des choses.

Pour résumer ces considérations : dans la mesure où la pensée naît d'un individu agissant, d'expériences collectées par un cerveau, elle révèle des tendances logiques ; dans la mesure où naît dans l'expérience collective, elle manifeste des tendances dialectiques ; enfin, il est impossible de séparer ces deux tendances, les conditions matérielles et intellectuelles créées par la vie sociale rendant seules possible l'activité intellectuelle de l'individu.

\*  
\* \* \*

## Une sagesse stable et non du mouvant

C'est dans les cités de l'Hellade — dans les gros bourgs commerçants où se rassemblent propriétaires terriens et commerçants pirates, vivant de la peine de demi-hommes, esclaves et peuples lointains — que la spéculation philosophique est née, que la raison a, pour la première fois, cherché à surprendre le secret de sa propre activité.

A l'ombre claire des oliviers, dans les bosquets proches de la cité, auprès d'une source fraîche, tandis que les esclaves peinent et ahanent par les collines ; ou bien dans leurs légères maisonnettes, sous la nuit violette, gris plus encore de discours que de vin résiné, banquetant tandis que les esclaves recrus de fatigue dorment du sommeil de la brute : — c'est dans le va-et-vient des remarques, dans l'opposition des arguments, dans la contradiction soulevée presque à plaisir que ces oisifs réfléchisseurs et bavards voient le moyen même qui permet de dé-

finir la pensée, son objet et ses méthodes. La conversation, le dialogue sont pour eux la forme même de la pensée. Les sages de l'époque, les sophistes, sont ceux qui possèdent la science du dialogue.

La pensée fait ses premiers pas sous le double signe de la dialectique : dialectique des faits (*panta rei*, affirme Héraclite) ; dialectique de la pensée. Mais la dialectique ne saurait alors jouer un autre rôle que celui d'accoucheuse : la légende affirme que la mère de Socrate exerçait la profession de sage-femme ; de même, Socrate accouchait les esprits. Et, lorsque, de par lui, le plus illustre et le dernier des sophistes, idéalisme et logique eurent vu le jour et fait leurs premiers pas, les honorables propriétaires d'Athènes le condamnèrent à la ciguë, l'accusant de corrompre la jeunesse. La première exigence qu'ils formulaient à la philosophie était qu'elle leur démontrât la permanence et l'immutabilité des choses et des institutions. Ils avaient écouté les sophistes, s'étaient faits sophistes eux-mêmes, parce que la sagesse affirmait la supériorité de l'esprit sur le matériel, donc des oisifs pensant sur les esclaves abrutis de travail. Mais il fallait aussi que cette sagesse affirmât que les objets (donc les esclaves, ces demi-objets) resteraient toujours identiques à travers le temps et l'espace. Ne contestaient-ils pas, en leur sagesse nécessairement bornée, que leurs institutions apparaissaient, de tous les temps et de tous les pays, comme les seules durables et solides, supérieures à celles de tous les peuples barbares ? Ils voulaient une sagesse stable et non du mouvant : ils aspiraient à une logique.

Mais le triomphe de la logique ne devait être aussi facile que parce qu'elle répondait à d'autres exigences. En même temps que naissait la spéculation philosophique, la science se constituait en un corps de doctrine indépendant ; elle cessait d'être une collection de recettes soigneusement gardées par les prêtres ; elle se dégageait de la pratique quotidienne pour essayer ses premières généralisations théoriques. Elle se devait de rechercher dans les phénomènes le plus simple, le plus élémentaire, s'attaquant

d'abord au nombre et à la forme des objets. Et, de même qu'elle abordait la géométrie par les droites et les angles, non par les coniques, le calcul par l'arithmétique, non par le calcul infinitésimal, elle recourait à la méthodologie la plus simple, la plus conforme aussi à son objet, celle qui permettait de distinguer les objets, de les dénombrer, de les définir formellement : la logique.

## Une nécessité intime de la pensée spéculative

D'autre part, la logique répondait à une nécessité intime de la pensée spéculative (scientifique et philosophique) à ses débuts. Celle-ci ne pouvait raisonner des objets qu'en affirmant la possibilité pour l'esprit de les saisir, définir, délimiter, de les arracher à l'éternel mouvement du monde, de les distinguer par la quantité, la forme, le volume, de les répertorier et classer selon les catégories de notre sensibilité, de les faire entrer dans des schémas simples de l'expérience immédiate et rendant par là même possible l'activité pratique.

Enfin — et nous y reviendrons — la pensée spéculative devait affirmer la primauté du sujet (conçu comme point de référence *fixe, stable*), sur l'objet à la fois immuable et devenant : la possibilité pour lui d'imposer ses catégories. Par là même, elle affirmait à ce stade de son histoire la possibilité pour l'homme de dominer le monde. C'était donc une condition même de son existence, la nécessité d'affirmer son efficacité au travers de l'action de l'homme sur la nature, qui la poussait à affirmer la supériorité de la logique sur la dialectique.

## La logique se perpétua, changeant de maîtres

Pour toutes ces raisons, la logique triompha facilement de la dialectique et la chassa du monde. L'esclave éperdu de travail, trop écrasé de fatigue, trop ignorant pour penser, ne saurait sauver la dialectique ; son recours à lui, c'est l'ivresse et la mystique, la croyance aux charla-

tans et aux miracles. La logique se perpétua, changeant de maîtres, adaptant ses méthodes au fur et à mesure que les classes se succédaient au pouvoir. Pour voir renaître la dialectique, il faudra attendre que s'annonce la disparition des sociétés de classes. La grande Révolution française, le grandiose bouleversement qui secoue toute l'Europe de 1789 à 1815 imposent au plus audacieux des penseurs, bourgeois, Hegel, la redécouverte de l'idée de devenir universel. Mais Hegel recule, effrayé, devant les ultimes conséquences de sa philosophie et la couronne par l'apologie de l'Etat bureaucratique prussien.

## Le point extrême de la pensée bourgeoise

La dialectique hégélienne marque ainsi le point extrême de la pensée bourgeoise, le moment où elle atteint ses dernières limites, qui ne peuvent être dépassées qu'en niant la bourgeoisie elle-même. Seuls pouvaient développer la dialectique dans toutes ses conséquences les penseurs qui se tournaient vers la nouvelle classe montante, dont la venue au pouvoir doit signifier la liquidation de l'oppression de classe. Entre leurs mains, la dialectique devenait, en même temps qu'un instrument d'analyse et de transformation du monde, le moyen d'émanciper l'humanité par l'émancipation du prolétariat.

Le passage de la logique à la dialectique s'avère ainsi socialement fondé. Nous examinerons dans cet essai s'il répond à une nécessité de la pensée scientifique, dans son stade actuel. Disons ici en quelques mots en quoi il nous paraît répondre à une nécessité interne de la pensée spéculative au stade actuel de nos connaissances, en quoi elle est un axiome préalable à l'activité intellectuelle à notre époque.

Notre connaissance de la nature a fait d'immenses progrès. Ceux-ci ont abouti à une spécialisation grandissante de l'activité théorique de chaque chercheur, qui met au premier rang des préoccupations de la pensée spéculative non d'isoler les objets, mais bien de les regrouper en en-

sembles synthétiques, de les définir non en fonction de leur contenu particulier, mais en fonction de leurs relations réciproques mouvantes, de les réintégrer dans le devenir universel. Les résultats des disciplines scientifiques particulières ne seraient-ils pas en faveur de la dialectique, que cette exigence spéculative d'une synthèse dialectique subsisterait.

D'autre part, ce même progrès de nos connaissances scientifiques tend de plus en plus à *perdre l'homme dans la nature*, à en faire un fait de la nature, dont l'importance primitive est infiniment petite. Ceci alors que l'esprit humain s'avère capable d'arracher à la matière ses secrets les plus intimes, capable aussi de se remettre lui-même en question. La possibilité de la pensée ne peut plus dès lors être affirmée qu'au travers de la dialectique : le fait que le monde évolue dans un devenir contradictoire ouvre seul, en effet, une possibilité pour l'homme d'intervenir dans le déroulement des phénomènes et d'y jouer, du fait de sa volonté consciente, un rôle de créateur et de réformateur, d'y reprendre la place privilégiée que le progrès des sciences lui a fait perdre.

## La dialectique reste elle-même une synthèse

L'avènement de la dialectique, cependant — à l'inverse de ce qui s'est passé à la naissance de la logique systématique — ne signifie pas que celle-ci doive être à tout jamais bannie de l'esprit humain. La dialectique nie la validité de la logique seulement en ce qu'elle la dépasse, la déborde : la logique reste pour elle une première approximation méthodologique, suffisante à l'analyse et au raisonnement dans un certain ordre de faits — approximation que la dialectique englobe en elle-même, comme une partie d'un tout plus vaste. On verra combien cette attitude s'apparente à celle de la physique nouvelle en face des lois de l'ancienne physique. Ainsi, la dialectique reste elle-même jusque dans sa genèse, en étant non une négation logique, mais une synthèse.

La logique, dès sa naissance, est intimement liée à l'idéalisme. La dialectique, presque dès son apparition est matérialiste. Faut-il voir là des liaisons fortuites ou bien, au contraire, l'expression de relations profondes ?

Le fait que de nombreux matérialistes se soient servis des armes de la logique ne saurait, à cet égard, rien prouver. Car, d'une part, beaucoup ne s'en sont servis qu'en cherchant à les remplacer par d'autres, plus efficaces, toujours puisées à l'arsenal du mouvant ; d'autre part, la plupart des tentatives matérialistes antérieures à Marx n'ont-elles pas été sans lendemain précisément parce qu'elles ne s'attaquaient pas simultanément l'objet et au mode de connaissance ?

## Tirer de la révolution une philosophie de la réaction ?

Que la dialectique soit apparue avec Hegel comme un idéalisme exacerbé n'est pas non plus une preuve décisive. D'une part, parce que son système ne peut être idéaliste qu'en réintroduisant l'idée d'essence qu'il entend bannir des choses, en faisant de cette super-essence, de cette essence des essences, l'objet même du devenir, dont les thèses, anti-thèses et synthèses successives remplissent le monde ; et n'y a-t-il pas là une contradiction interne flagrante ? Cette inconséquence n'a-t-elle pas sa source dans la contradiction historique qu'exprime la philosophie de Hegel : tirer de la révolution une philosophie de la réaction ? Ne trouverait-on pas, par contre, dans les *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, quelques beaux exemples d'une interprétation matérialiste de l'histoire qui révèlent l'existence d'une tendance matérialiste à l'état implicite dans la philosophie de Hegel ?

A la vérité, Aristote n'est pas concevable sans Platon, et Hegel aboutit nécessairement à Marx.

La logique, en effet, en affirmant l'immuabilité fondamentale des objets à travers le temps et l'espace, ou plutôt *malgré* le temps et l'espace, suppose nécessairement leur conformité à quelque

archétype éternel, à quelque essence permanente, à quelque idée platonicienne. En affirmant la capacité de l'esprit d'enfermer dans ses catégories l'essence des choses, elle implique qu'il existe une capacité de l'esprit humain à saisir les idées, qu'il existe une idée de l'homme ou âme. Enfin, la logique supposant des archétypes éternels ne contient-elle pas implicitement l'idée d'un fabricant souverain ?

Pour la dialectique, au contraire, ce sont les choses elles-mêmes qui font constamment les choses par leurs actions et réactions réciproques ; dès lors l'univers n'est plus qu'un enchaînement de phénomènes concrets, matériels, et la capacité même de l'esprit à saisir le

devenir, l'expression de ce qu'il est lui-même un phénomène en devenir.

Nous aurons pourtant l'occasion de parler de la dialectique sans nous référer expressément à son contenu matérialiste. Nous aurons dans la suite l'occasion de nous expliquer sur les raisons qui nous font considérer comme légitime ce mode d'expression abrégé. Mais on voit déjà, par ce qui précède, que nous ne concevons à aucun moment la possibilité d'une dialectique idéaliste — celle de Hegel mise à part, qui ne l'est que pas une inconséquence, propre aux systèmes qui font la transition entre deux grandes périodes de l'esprit humain.

**(Les intertitres sont de la rédaction.)**



# La seconde mort de Staline

**S**taline est mort une première fois physiquement le 5 mars 1953. Il est mort, politiquement, une seconde fois le 25 février 1956, lorsque son ancien serviteur et admirateur, devenu le patron de l'Union soviétique après avoir éliminé Beria et Malenkov, prononce le dernier jour du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, dans une séance à huis clos, un discours dont il n'avait pas prévu et ne pouvait pas prévoir les répercussions.

Khrouchtchev y affirmait en effet que tout ce qu'avait fait Staline jusqu'en 1934 était excellent et qu'il avait mal tourné... quand il avait commencé à liquider les cadres dirigeants du Parti communiste soviétique entièrement stalinisé. Ce discours exonérait la nomenklatura, ainsi présentée comme une victime de tous les crimes commis par Staline, dont Khrouchtchev n'évoquait et ne dénonçait qu'une petite partie. Il ne visait qu'à valider quelques aménagements du régime instauré par Staline, mais ceux qui l'évoqueront, au fil des années, parleront de choc, d'orage, de bombe, de tremblement de terre, de séisme. Les effets du rapport Khrouchtchev ont donc dépassé de très loin ses intentions.

## Choc, orage, bombe, tremblement de terre, séisme...

*« La salle à mes pieds avait sombré dans le silence. Pas un fauteuil ne grinçait, on n'entendait pas un murmure, pas une toux non plus. Personne n'osait échanger le moindre regard. Tous les participants présents étaient trop sous le coup de l'inattendu ou sous l'emprise de la peur (...). Khrouchtchev ne cessait d'empiler les faits, tous plus terrifiants les uns que les autres (...). J'étais si décontenancé que je ne me*

*souviens même pas qu'il y eut des applaudissements. Je ne crois pas ; nous sommes sortis la tête basse. Le choc avait été d'une sévérité indescriptible (...). Tout me semblait irréel, y compris le fait d'être assis là, en plein Kremlin, à entendre prononcer des propos qui détruisaient tout ce pour quoi j'avais vécu, des propos capables de mettre le passé en pièces et de vous fendre l'âme. Tout s'écroulait pour ne jamais se reconstituer », écrit le jeune Alexandre Iakovlev (1).*

Le secrétaire général du Parti communiste hongrois, Mathias Rakosi, confirme ce récit d'Alexandre Iakovlev :

*« Lorsque Khrouchtchev a lu son rapport, dans la salle a régné un silence de mort parfois rompu seulement par des sanglots ou par l'agitation autour des délégués qui s'évanouissaient » (2).*

Editant en français le texte du rapport, André Rossi affirme :

*« A la fin de son discours, Khrouchtchev s'était écroulé en larmes et une vingtaine d'assistants avaient eu des crises d'hystérie ou s'étaient trouvés mal » (3).*

K. S. Karol affirme lui aussi :

*« Les 5 000 délégués présents (qui, par ailleurs, n'étaient que 1 430 ! — NDA) l'écoutèrent dans un silence total et, abasourdis, quittèrent la salle sans échanger un mot, après quelques applaudissements polis » (4).*

Pourtant, le texte publié évoque à plusieurs moments « vive émotion » ou « indignation », « sensation », « remous », « mouvements » ou « tumulte dans la salle ». Ces notations ont sans doute été ajoutées sur le texte du discours revu et corrigé avant d'être communiqué aux cadres du PCUS.

(1) *Le cimetière des innocents*, Paris, Calmann-Lévy, 2007, p. 28.

(2) *Istoritcheskii Arkhiv*, n° 1, 1999, p. 17.

(3) A. Rossi, *Autopsie du stalinisme*, Paris, éditions Pierre Horay, p. 8.

(4) *Le Nouvel Observateur*, 29 juin 2006.

## Un sort étonnant

Ainsi, ce 25 février 1956, Khrouchtchev fait une entrée fracassante dans l'histoire. Le discours qui a suscité en Iakovlev — et chez les 1 450 délégués — cette réaction brutale connaîtra un sort étonnant. Il sera lu à près de 25 millions de Soviétiques, membres du PCUS, des Komsomols (Jeunesses communistes) et sans-parti méritants, mais ne sera publié en Union soviétique qu'à la veille de son effondrement, trente-trois ans plus tard, en mars 1989. Mais il aura connu auparavant une large diffusion officieuse en Pologne, en Hongrie (où sa lecture sera l'une des étincelles qui susciteront la révolution polonaise confisquée et la révolution hongroise écrasée par les tanks de Khrouchtchev) avant d'être rendu public le 4 juin 1956 par le Département d'Etat américain (c'est-à-dire par la CIA) et le même jour par le *New York Times*, puis deux jours plus tard, en France, par *Le Monde*. Le PCF ne le publiera, discrètement, qu'en 1982. Le texte français disponible se situe au bout d'une longue chaîne : l'original russe fut traduit en polonais (à Varsovie), puis du polonais en anglais (à Washington), et finalement à Paris, de l'anglais en français, et c'est toujours cette quatrième version que l'on trouve sur le marché.

Depuis un demi-siècle, le même mot de « choc » sert à décrire la réaction suscitée par le discours de Khrouchtchev, comme si les commentateurs se copiaient les uns les autres.

### “Un véritable choc politique et psychologique”

En 1995, Mikhaïl Gorbatchev dans ses *Mémoires*, note : « *Le XX<sup>e</sup> Congrès du parti et le rapport à huis clos de Khrouchtchev sur les crimes de Staline causèrent un véritable choc politique et psychologique dans le pays* » (5).

L'année suivante, Dmitri Volkogonov, passé de ses hautes fonctions à la

direction politique des forces armées soviétiques et de la dénonciation de Trotsky comme « *démon de la révolution* » à la stigmatisation de la révolution russe, affirme :

« *Il est difficile, dans les soixante-dix ans de l'histoire de l'URSS, de trouver un phénomène politique qui, par sa signification pour l'avenir d'un grand peuple et pas seulement de lui, ait joué un rôle historique d'une importance aussi bouleversante* » (6).

La même année, Vladimir Krioutchkov, qui, en 1956, était l'adjoint d'Andropov à l'ambassade soviétique de Hongrie, et qui sera de 1989 à 1991 le dernier chef du KGB et l'homme du putsch raté d'août 1991, souligne dans ses *Mémoires* :

« *Le rapport de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès produisit une impression aussi assourdissante (...). Il était tout simplement impossible d'assimiler tout ce qui avait été dit, tant les faits de violations si massives de la légalité et des répressions monstrueuses de la période stalinienne apparaissaient si lourds et si inattendus (...). Aucun parti communiste, y compris le PCUS, ne pouvait supporter le XX<sup>e</sup> Congrès sans secousses et sans pertes, et aucun ne le put. Dès le lendemain du rapport Khrouchtchev, il était évident que des événements dramatiques nous attendaient* » (7).

Le communiste français Paul Noirot évoque, lui, un autre type de catastrophe naturelle :

« *En cette année 1956, un orage s'est abattu sur nous dont les grondements ne sont pas encore éteints (...): le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'URSS, avec les révélations qu'il apporte et la série de chocs en retour qu'il provoque à l'Est et en Pologne et en Hongrie notamment* » (8).

(5) Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Monaco, Editions du Rocher, p. 90.

(6) D. Volkogonov, *Sem vojdei*, Moscou, 1996, p. 368.

(7) V. Krioutchkov, *Litchnoie Dielo*, Moscou, 1996, p. 44.(8) P. Noirot, *La mémoire courte*, pp. 161-162.

(8) P. Noirot, *La mémoire courte*, pp. 161-162.

En 1978, encore, pour le dissident Anatole Levitine-Krasnov, libéré du goulag en mai 1954 après sept ans de réclusion, le rapport secret a une importance historique :

« *L'année 1956 entrera dans l'histoire aux côtés de l'année 1861, l'année de la suppression du servage (...). C'était l'explosion d'une bombe ; une bombe qui provoqua la plus grande vague explosive de l'histoire, une vague explosive qui non seulement ne retomba pas, mais ne cesse de se renforcer chaque année* » (9).

Dans le quotidien *Rossiskaia Gazeta*, daté du 15 mars 1996, l'ancien responsable des archives présidentielles, Rudolf Pikhov, célèbre le quarantième anniversaire du rapport Khrouchtchev dans un article intitulé *Une bombe sous la dictature du prolétariat*, sous-titré « *Comment le CC du PCUS s'est fabriqué une opposition à lui-même* ».

Les historiens Nekritch et Heller reprennent la même image :

« *Le rapport secret de Khrouchtchev était une bombe (...). Par sa seule dénonciation du culte de la personnalité (...), Khrouchtchev avait accompli une œuvre historique* » (10).

La bombe même ne suffit pas au biographe de Chostakovitch, Solomon Volkov, qui affirme :

« *Ce fut comme un tremblement de terre dont se ressentit toute la marche du siècle* » (11).

L'historienne et académicienne Hélène Carrère d'Encausse, en 1984, développe l'idée :

« *Le XX<sup>e</sup> Congrès provoqua un véritable séisme le plus important peut-être de ce siècle en présentant aux délégués le rapport secret (...)* (qui) *va mettre en route une machine infernale dont le mouvement va s'accélérer jusqu'à en devenir irrépressible* » (12).

En 2009 encore, l'ancien dirigeant du Parti communiste italien Lucio Magri, publiant un ouvrage décrivant l'histoire et la disparition sans gloire de son parti, consacre un chapitre de dix-huit pages à ce qu'il appelle encore cinquante-trois ans après « *Le choc du XX<sup>e</sup> Congrès* » (13), choc qu'il ressent toujours plus de cinquante ans après.

## Le huis clos

Rien ne semblait pourtant devoir être plus sinistrement rituel qu'un congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), haut lieu traditionnel de la langue de bois. Certes, le 14 février au matin, le jour où s'ouvre le congrès, la *Pravda*, qui y consacre un long développement, paraît avec une modification de la première page. Ce numéro contient en haut et à gauche un profil de Lénine, débarrassé du profil de Staline qui l'accompagnait depuis deux décennies. Mais les dix premiers jours du congrès confirment le rituel. Ainsi, Khrouchtchev occupe la première après-midi du congrès avec un rapport introductif de quatre bonnes heures. Il assène aux délégués un pensum indigeste, qui remplit 104 pages en petits caractères du numéro spécial des *Cahiers du communisme*, suivi d'un rapport tout aussi indigeste du président du Conseil des ministres de l'URSS, Boulganine. Khrouchtchev assure les délégués que l'URSS va « *dans un bref délai historique rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus évolués en ce qui concerne la production par habitant* », promesse accueillie par des « *applaudissements prolongés* » de délégués, dont pas un seul sans doute n'y croit, parce que ce qu'il voit et fait contredit cette promesse inlassablement répétée et inlassablement repoussée, puisque l'URSS restera jusqu'à sa chute le royaume de la pénurie et de sa répartition de plus en plus inégalitaire au profit de la bureaucratie-nomenklatura.

Certes, il y a bien deux petites phrases lâchées au milieu de longues interventions inodores. Souslov dénonce « *la théorie et la pratique du culte de la*

(9) Levitine-Krasnov, *Rouk Tvoikh Jar (1941-1956)*, Tel-Aviv, 1979, pp. 307-308.

(10) Nekritch et Heller, *L'utopie au pouvoir*, Paris, Calmann-Lévy, 1982, p. 442.

(11) S. Volkov, *Chostakovitch et Staline*, Monaco, Editions du Rocher, 2004, p. 305.

(12) Hélène Carrère d'Encausse, *La déstalinisation commence*, éditions Complexe, pp. 39 et 68.

(13) L. Magri, *The Tailor of Ulm*, 2011, Rome, Verso, pp. 102 à 119.

personnalité (...), qui avaient pris de l'extension avant le XIX<sup>e</sup> Congrès » (14). Le nom de Staline n'est pas prononcé, mais l'allusion est transparente. Mikoïan critique le dernier écrit de Staline, les *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, et précise :

« *Au cours des quinze ou vingt dernières années (donc, depuis le milieu des années trente — NDLR), nous avons malheureusement puisé peu, bien peu au trésor des idées léninistes* » (15).

Lorsque Mikoïan quitte la tribune, les délégués, surpris, s'interpellent. L'agence d'information hongroise décide de ne pas traduire ces propos de Mikoïan, mais c'est encore peu, bien peu, pour annoncer un choc proche.

## **“Dans l'esprit et le cœur de chacun régnait la tempête”**

Le 24 février 1956 au soir, le présidium annonce la clôture de ce premier congrès depuis la mort de Staline et la tenue le lendemain d'une séance à huis clos pendant laquelle les délégués étrangers sont invités à déambuler dans Moscou. Le samedi matin s'ouvre la séance à huis clos. Boulganine, qui la préside, interdit aux délégués de prendre des notes et annonce que la lecture du rapport ne sera suivie d'aucune question ni discussion. Le présidium évite ainsi toute éventuelle question gênante sur la responsabilité de ses membres. L'éventualité est certes minime ; les délégués formés à l'école stalinienne ne sont en rien préparés à interpeller la direction du parti, mais la brutalité du choc provoqué par le rapport peut faire craquer les habitudes d'obéissance moutonnaire. Conformément à la décision du présidium du 9 février, Khrouchtchev fait aussi distribuer aux délégués le texte du rapport et dix-huit textes restés inédits de Lénine dénonçant Staline, dits testament de Lénine, dont la possession, voire la seule connaissance, pouvait sous Staline valoir la prison, le goulag ou la mort. Parmi eux, la lettre de Lénine

dénonçant le caractère chauvin de la politique de Staline en Géorgie et sa lettre du 4 janvier 1923 proposant d'écarter Staline du poste de secrétaire général.

Le correspondant à Moscou de *L'Unita*, le journal du PC italien, Giuseppe Boffa, souligne l'atmosphère étrange qui règne alors dans la capitale :

« *Une période de tension : sans symptômes voyants, sans manifestations bruyantes. En apparence, la vie continuait à se dérouler normalement.* »

Mais sous « *ce calme superficiel (...), dans l'esprit et le cœur de chacun régnait la tempête (...). Le pays était calme en apparence et rien ne semblait altérer le cours normal de l'existence. Il s'agissait d'une fièvre violente que les thermomètres n'enregistraient pas* » (16).

Khrouchtchev, en lui jetant en pâture la momie de Staline, veut offrir un dérivatif idéologique à une population déçue de la détérioration de ses conditions de vie et des innombrables promesses non tenues. Sous Staline, l'idéologie remplaçait peu ou prou le pain, le lait et la viande. Mais cette fois-ci, le dérivatif idéologique va s'avérer explosif en rendant beaucoup plus aigu encore le manque de pain, de lait et de viande.

Même si nombre de délégués du congrès ont été secoués par la violence de la charge contre celui qu'ils avaient des années durant vénéré en tremblant comme le guide génial et infaillible, l'appareil du parti, dans sa masse, comprend le message que Khrouchtchev lui délivre et digère plus ou moins bien le choc subi.

## **La genèse du rapport : une longue préhistoire**

Tout commence, ou presque, dès la mort de Staline. Le 1<sup>er</sup> février 1954, le procureur général Roudenko, le ministre

(14) « *Vingtième Congrès du PCUS* », numéro spécial des *Cahiers du communisme*, 1956, p. 235.

(15) *Ibidem*, pp. 264-265.

(16) Giuseppe Boffa, *Le grand tournant*, Paris, Maspero, 1960, pp. 49-50 et 54.

de la Justice, Gorchenine, et le ministre de l'Intérieur, Krouglov, remettent à Khrouchtchev un document qu'ils ont rédigé à sa demande. Ce texte dresse un bilan des condamnations prononcées par les juridictions d'exception de 1921 à 1953, soit 3 777 380 condamnations, dont 742 980 à la peine capitale. Dès cette date, Khrouchtchev pense donc déjà à critiquer des répressions staliniennes ; son premier objectif est d'éviter une explosion populaire. Le 7 mai 1954, il affirme ainsi aux cadres du PCUS de Leningrad que la nouvelle direction veut éviter « *une inondation qui nous engloutirait tous* » (17). Mais il se plonge d'abord dans la lutte d'appareil pour évincer du pouvoir son rival Malenkov, enfin démissionné de la présidence du Conseil des ministres à la fin de janvier 1955.

Le présidium du comité central (ancien bureau politique) du 5 novembre 1955 discute des mesures pour l'anniversaire de la naissance de Staline, le 21 décembre. Sur proposition de Khrouchtchev, il décide de le marquer uniquement par des articles de presse, sans réunion dans les entreprises. Les *Izvestia*, datés du 21 décembre 1955, affirment encore :

« *Le nom de Staline est proche et cher à des millions de travailleurs dans tous les coins du globe. Dans des millions de cœur, ses paroles brûlent d'une flamme qui ne saurait s'éteindre.* »

Le 31 décembre 1955, le présidium évoque « *les questions liées à la réhabilitation* » de victimes de la terreur stalinienne. Khrouchtchev fait constituer une commission de quatre hommes (dont Pospelov, ancien rédacteur en chef de la *Pravda* et corédacteur de la biographie officielle de Staline) chargée d'en discuter ; il fait aussi former une « *commission pour l'établissement des causes des répressions massives contre les membres titulaires et suppléants du comité central du PCR(b) élu par le XVII<sup>e</sup> Congrès du parti* », dont 98 sur 138 ont été liquidés, ainsi que plus de la moitié des délégués de ce congrès. Réhabiliter les apparatchiks fusillés d'hier, c'est promettre la sécurité aux apparatchiks vivants d'aujourd'hui en

renvoyant la terreur à un passé révolu. Mais il ne saurait être question d'aller plus loin.

Ainsi, une autre commission rejette la révision des procès de Moscou au motif que les condamnés, certes innocents des accusations de terrorisme et de sabotage, avaient poursuivi leur combat idéologique contre le parti et portaient ainsi la responsabilité morale de l'assassinat de Kirov.

## La venue du bourreau

Le 1<sup>er</sup> février, Khrouchtchev fait venir à la réunion du présidium l'ancien chef adjoint de la section d'instruction du NKVD/MVD, le bourreau Rodos, l'un de ses enquêteurs les plus sanguinaires. Les arrestations, les tortures, la liquidation des suspects, tout cela, dit-il, a été organisé et planifié par Staline lui-même. La discussion qui suit est vive. Khrouchtchev commente : « *Le coupable, c'est Staline.* » Pospelov affirme : « *C'est lui (Staline) qui confirmait les quotas et les arrestations.* » Le chef du KGB, Serov, confirme. Khrouchtchev conclut : « *Staline a été dévoué à la cause du socialisme. Mais il a tout fait avec des moyens barbares. Il a anéanti le parti (...). Il faut renforcer la critique du culte de la personnalité.* » Mais il pense impossible d'évoquer la terreur devant le congrès (18).

Le 9 février, le présidium décide d'aborder la question au congrès. La commission présente son rapport. Elle y affirme que, de 1935 à 1950, « *1 920 635 individus ont été arrêtés sous l'accusation d'activité antisoviétique, dont 688 503 ont été fusillés* ». Un tiers du texte évoque le « *caractère massif des répressions qui s'étaient abattues sur un très grand nombre de simples citoyens soviétiques* ». S'adressant à des cadres promus au cours de cette répression de masse ou qui y ont, comme lui, largement participé, Khrouchtchev laissera tomber presque

(17) *Reabilitatsia*, Moscou, 1991, p. 139.

(18) *Présidium*, TsK KPSS, Moscou, Rosspen, 2004, pp. 95 à 97.

toute cette partie dans son rapport qui frappe par ricochet l'appareil même du parti : la répression n'a pu frapper un très grand nombre de citoyens soviétiques qu'avec sa participation.

La discussion est vive. Khrouchtchev insiste pour exposer « *la faillite de Staline comme chef. Qu'est-ce qu'un chef qui liquide tout le monde ?* » Tous sont d'accord sur un point : la liquidation des trotskystes était une bonne chose. Le vieux stalinien Kaganovitch l'affirme, Mikoïan le confirme. Molotov défend Staline. Tous les autres affirment la nécessité de « *dire les choses au congrès* » et soutiennent la proposition de Khrouchtchev d'y présenter un rapport. Kaganovitch ajoute, inquiet : « *Il ne faut pas aller trop loin dans la dénonciation. Il faut faire attention de ne pas déchaîner les éléments.* »

La discussion n'oppose pas seulement les défenseurs de Staline (Molotov, Kaganovitch et Vorochilov) et ceux qui jugent nécessaire de « *dire la vérité au congrès* ». Elle révèle des désaccords sérieux aussi entre ces derniers. Certains affirment que Staline a fort bien agi jusqu'en 1934, puis qu'après, selon les mots de Mikoïan, « *il a usurpé le pouvoir, monopolisé le pouvoir* ». D'autres jugent « *inutile de parler des aspects positifs (...). Staline a exterminé les cadres.* » Un autre est encore plus net : « *Il y a un seul Staline et pas deux ; son essence s'est révélée les quinze dernières années. Ce ne sont pas des erreurs (...), mais des crimes.* » Mais s'il y a un seul Staline et pas deux, c'est toute l'histoire de l'URSS et du parti unique qui doit être revue depuis l'accession de Staline au pouvoir. Un autre, Chvernik, insiste sur la nécessité d'anticiper en haut les réactions d'en bas : « *Aujourd'hui, le comité central ne peut pas se taire, sinon c'est donner la parole à la rue.* » Et la parole de la rue, c'est ce que l'appareil craint plus que tout.

Khrouchtchev conclut : « *Nous avons tous travaillé avec Staline, mais cela ne nous engage pas.* » Il juge nécessaire de « *dénoncer jusqu'au bout le culte de la personnalité* », de « *mettre le rapport à l'ordre du jour du congrès* »

Le présidium décide de communiquer le Testament de Lénine et ses notes sur la question nationale, qui critiquent vertement Staline, aux délégués du XX<sup>e</sup> Congrès (19). Il confie à Khrouchtchev la lecture du rapport final devant le congrès.

## La légende de Khrouchtchev

Khrouchtchev, dans ses *Souvenirs*, transforme cette décision collective en héroïque exploit individuel. Il efface tous les débats du présidium et présente le rapport secret comme le produit de sa réflexion et de son évolution personnelle au cours même du congrès. Tarauté par la pensée des centaines de milliers d'innocents fusillés, il se serait décidé à agir :

« *La note de Pospelov m'avait ravagé la cervelle. Enfin je rassemblai mes forces et lors de l'une des suspensions de séance, alors que dans la salle du présidium du comité central se trouvaient seulement ses membres, je leur posai la question : "Alors camarades, qu'est-ce que nous allons faire avec la note de Pospelov, comment faire avec les gens qui ont été arrêtés et fusillés ? (...). Nous savons que les gens victimes de la répression étaient innocents et n'étaient pas des "ennemis du peuple" (...). Nous n'allons pas les garder là-bas. Il faut penser à la manière de les faire revenir." A peine avais-je fini de parler qu'ils me tombèrent tous dessus.* »

Il se dresse alors comme un justicier : « *Je suis personnellement prêt (...) à porter ma part de responsabilité, si le parti décide de faire juger tous ceux qui appartenaient à la direction du temps de Staline à l'époque où régnait l'arbitraire. Rien n'y fait. A nouveau, ils ne furent pas d'accord avec moi (...) et je vis que je ne réussirai pas à obtenir une décision correcte des membres du présidium* » (20).

(19) *Ibidem*, pp. 99 à 103.

(20) Nikita Khrouchtchev, *Vospominania*, Moscou, 1999, tome 2, p. 183.

Il déciderait donc d'intervenir en son nom personnel, comme un héros, voire un justicier solitaire.

En réalité, son rapport est le produit d'un long travail collectif. Le 18 février, on lui présente la première variante du rapport sur le culte de la personnalité visé par les secrétaires du comité central Pospelov et Aristov. Khrouchtchev le prend comme base pour dicter sa propre variante du texte aux sténographistes le lendemain. Il communique ce nouveau texte à tous les membres du présidium. Le 19 février, le quotidien polonais *Trybuna Ludu* publie les photos des dirigeants du Parti communiste polonais fusillés à Moscou en 1938. C'est un premier coup public à Staline.

## Un rapport secret lu à 25 millions d'individus...

Le congrès conclu, Khrouchtchev fait relire le texte du rapport par ses collaborateurs. Puis, il fait décider d'envoyer le texte aux organisations du PCUS, mais de ne pas le publier. Sur le texte diffusé à tous les cadres du parti à dater du 5 mars, la mention « *Ultra secret* » est remplacée par une autre beaucoup plus souple : « *Pas pour la presse.* »

Huit jours plus tard, une fois achevé le travail de rédaction définitive du rapport, Khrouchtchev fait adopter par le présidium une résolution qui décide l'envoi du rapport à toutes les instances du PCUS « *avec la mention "Non destiné à la presse"* » afin de le « *porter à la connaissance de tous les communistes et membres du Komsomol, ainsi qu'aux travailleurs sans parti ouvriers, employés et kolkhoziens* » (21).

Le PCUS compte alors 7 215 000 membres, et les Komsomols, où l'inscription est quasi automatique pour un jeune, un peu plus de 18 millions. Si l'on ajoute à ce nombre un certain nombre de « *travailleurs sans parti* », le rapport dit secret a donc été lu à un nombre impressionnant d'auditeurs, lors de réunions au cours desquelles on ne peut normalement poser que des questions écrites. Quoique transmis oralement à

près de 25 millions de Soviétiques, il ne sera pourtant jamais publié en Union soviétique du vivant de Khrouchtchev et ne le sera qu'en 1989.

## Le règne permanent de la pénurie

Ce rapport n'évoque jamais la situation réelle de l'Union soviétique à la mort de Staline. Khrouchtchev et les autres dirigeants invoquent à longueur de page le « *socialisme réalisé* » en URSS. Or le régime n'avait pas grand-chose de socialiste en dehors de la nationalisation des banques et de l'industrie, et du monopole du commerce extérieur, produits de l'expropriation du capital par la révolution d'octobre 1917. En dehors de ces aspects, la réalité n'avait rien à voir avec l'étiquette, comme le soulignent les quelques faits rappelés ci-dessus, et ce pour de multiples raisons. La première raison est que ce régime gérait une pénurie permanente au profit d'une petite minorité privilégiée, la bureaucratie ou « *nomenklatura* », qui avait établi son règne par la violence et le maintenait par les mêmes moyens. C'est d'ailleurs Khrouchtchev lui-même qui, sans faire le lien entre les deux phénomènes, avait souligné ce dernier aspect devant le comité central en juillet 1953 lorsqu'il avait déclaré : à la mort de Staline, « *il y a peu de lait, peu de beurre* ». Et il s'interrogeait : « *Quel communisme s'il n'y a ni galettes ni beurre ?* » (22). Au même comité central, Mikoïan affirmait : depuis deux ans, l'URSS souffre d'« *un déficit aigu de légumes et de pommes de terre* ». Même le stalinien Kaganovitch insiste : « *Il y a peu de viande, pas assez de saucisson, mais la question du logement est particulièrement aiguë.* » Il donne en exemple la situation de l'Oural, où « *les ouvriers vivent dans des demi-zemlianki* » (fosses creusées dans la terre et recouvertes de planches ou de tôles...) pendant que les dirigeants se prélassent

(21) *Izvestia*, TsK KPSS.

(22) *Beria 1953*, Moscou, Democratia, 1998, pp. 313 et 131 à 133.

dans de grands appartements, disposent de villas luxueuses et de trois voitures de luxe chacun. Mais cela, il ne le dit pas !

## Loin de la salle de congrès

Le véritable choc se produit donc en dehors de la salle du congrès. La première victime est le secrétaire du PC polonais (dit POUP), Boleslaw Bierut, qui meurt à Moscou une semaine plus tard. Officiellement, sa mort est due à une pneumonie. Mais le général Jaruzelski, qui dirigea la Pologne de 1981 — après son coup d'Etat contre Solidarnosc — à 1989, affirme dans ses souvenirs :

« *Boleslaw Bierut n'allait pas survivre au rapport Khrouchtchev. Frappé d'une crise à Moscou, il devait y décéder quelques jours plus tard. Diverses légendes ont circulé à ce propos (il se serait donné la mort après avoir lu le texte du rapport, ou aurait été empoisonné), je n'y crois pas. Je pense que la révélation de certains faits qu'il ne pouvait ignorer du moins en partie explique sa maladie et sa mort* » (23).

Ce n'est donc pas la révélation... de ce qu'il savait déjà plus ou moins qui le tue, mais la certitude qu'il va s'agit désormais d'un secret de polichinelle et que lui, Bierut, va porter la marque d'infamie de celui qui savait sans rien dire et passera dès lors publiquement pour un complice.

Le rapport tue encore quelques semaines plus tard. Le romancier Alexandre Fadeiev, secrétaire de l'Union des écrivains, se suicide. Cet écrivain, qui a accompagné et validé, souvent contre son gré, l'envoi au goulag ou l'élimination de dizaines d'écrivains, s'était longtemps réfugié dans la boisson. Il disparaissait une semaine durant, se soûlait à mort, puis revenait. Il avait lui-même goûté aux joies du stalinisme : son roman *La Jeune Garde*, qui exaltait le combat de jeunes communistes contre l'occupant allemand, avait reçu le prix Staline ; puis, il avait été soumis à une critique officielle si brutale qu'il avait été contraint de le

réécrire : il avait, faute impardonnable, sous-estimé le rôle du parti. Le rapport Khrouchtchev retire d'un coup toute apparence de légitimité à ce qu'il a fait et accepté. Il se tue d'un coup de revolver en plein cœur.

## La lecture du rapport aux quatre coins du pays provoque un séisme politique

La remise en cause de Staline débouche chez nombre de jeunes sur une remise en question de toute l'histoire officielle du régime, souligne le poète Evgueni Evtouchenko :

« *Les jeunes commençaient à mettre en doute non seulement la valeur de Staline, mais celle de notre passé tout entier.* »

A eux s'opposent ceux qu'Evtouchenko appelle les « *dogmatiques* », ce qui les définit sous l'angle idéologique, mais qu'il caractérise surtout par leur attachement à la situation matérielle que le régime leur garantit :

« *Ils étaient pris de panique à l'idée qu'ils allaient perdre leur fauteuil de cuir (...). Ils étaient puissants et ils s'accrochaient partout à leur position (...). Ils luttèrent avec acharnement pour empêcher l'abolition des "paquets bleus" (produits rares ou de luxe distribués dans les magasins spéciaux réservés à la nomenklatura), des voitures personnelles et autres privilèges. Leur méthode préférée était d'insinuer partout que toute la jeunesse soviétique avait perdu le respect des traditions révolutionnaires de notre pays* » (24), traditions incarnées pour eux par tous leurs privilèges sociaux et politiques grossièrement habillés d'un voile idéologique.

L'écrivain officiel Ilya Ehrenbourg, décoré du prix Staline de la paix en présence de Louis Aragon et d'Elsa

(23) W. Jaruzelski, *Les chaînes et le refuge*, p. 136.

(24) Evgueni Evtouchenko, *Autobiographie précoce*, pp. 138 à 140.

Triplet le 27 janvier 1953, avait publié en 1954 le roman *Le dégel*, qui, malgré sa médiocrité littéraire, était devenu le symbole de changements plus espérés que réalisés. Pour lui, le rapport Khrouchtchev est un coup de massue et un désaveu :

« *Quand il prend connaissance des révélations fracassantes de Khrouchtchev sur Staline, il s'effondre : "Il a ruiné tout ce que nous avons fait." Il n'est pas le seul à se sentir dupé, abusé, ramené au rôle de "boulon" de la grande machine. Il y survivra* » (25).

Il a en effet sacrifié son talent pour écrire les interminables et illisibles romans réalistes socialistes (*La Tempête, La chute de Paris*, etc.) que Staline et le

régime attendaient de lui. Cela lui a valu donc le prix Staline de la paix en janvier 1953, au moment même où Staline lance la campagne contre les « *médecins assassins* », qui annonce une nouvelle purge sanglante. Et d'un seul coup, le voilà ravalé au rôle de bouffon autant que de boulon.

Aragon, qui n'a cessé de chanter les vertus du stalinisme, sans avoir, lui, à craindre pour sa peau comme Ehrenbourg, échappe au même sort parce qu'il est loin du « *pays de Staline* », pour reprendre l'expression longtemps employée par le PCF pour définir l'URSS.

Jean-Jacques Marie

---

(25) Eva Bérard, *Ilya Ehrenbourg*, p. 312.



**Lavrenti Pavlovitch Beria, chef du NKVD et du goulag, et organisateur de l'assassinat de Trotsky.**

# Une mauvaise plaisanterie

## La biographie de Beria par Thaddeus Wittlin (1)

**L**a biographie de Beria par le journaliste polonais Thaddeus Wittlin, publiée par Nouveau Monde est, comme le signale en page 8 l'auteur de la préface lui-même, une simple réédition de son livre de 1972, sans la moindre mise à jour. La comparaison avec l'édition française publiée par Elsevier en 1976 le confirme.

### Et la masse des nouveaux documents ?

L'auteur n'a donc utilisé **aucun** des très nombreux **documents** publiés sur Beria depuis plus de vingt ans d'ouverture des archives : des débats du comité central de juillet 1953 au lendemain de son arrestation aux documents de l'instruction de son procès et de son procès, ouverts aux chercheurs et largement publiés en Russie, en passant par les documents d'archives sur la déportation des peuples dits « traîtres » organisée par Beria en 1941 puis en 1943-1944 ou les notes et textes secrets de ses propositions

et décisions après la mort de Staline. Il n'a même pas pu utiliser, faute de les connaître, les documents signés Beria concernant le massacre des officiers polonais à Katyn, Starobelsk et ailleurs en 1940.

On n'a donc rien dans ce livre sur le plénum du comité central du 2 au 7 juillet 1953, où la nomenklatura, sous la houlette de Malenkov et de Khrouchtchev, règle son compte à l'ancien ministre de l'Intérieur qu'ils ont fait arrêter le 26 juin 1953, en l'accusant d'un complot imaginaire, rien sur l'instruction de son procès, rien sur le procès lui-même à huis clos. Et l'on pourrait allonger la liste de ces trous béants, sans parler de ses inventions : ainsi, il invente le suicide par pendaison de Nicolas Iejov, l'ancien chef du NKVD avant Beria, alors que Iejov a prononcé un discours devant la conférence spéciale du NKVD, qui le jugeait et a été fusillé.

(1) Thaddeus Wittlin, *Beria : chef de la police secrète stalinienne*. Traduit de l'américain par Alfred Bernard. Nouveau Monde éditions Paris, 480 pages, 24 euros.

Comme Wittlin n'a jamais eu accès aux documents, pourtant fort nombreux depuis l'ouverture des archives, sur la déportation des peuples du Caucase, on ne trouve dans son livre que quinze lignes réduites à une simple énumération, mais pas la moindre description de cette entreprise à laquelle Beria a consacré plus de quatre mois, de janvier à avril 1944, et dans laquelle il a déployé une extrême brutalité.

## Du vide au viol

On pourrait objecter : mais ce livre est un classique. Certes, mais c'est un classique du ragot. Ainsi Thaddeus Wittlin fait un récit scabreux et totalement fantaisiste de la rencontre entre Beria et sa future femme Nina qu'il commence, d'après lui, par violer. Wittlin donne de cette rencontre pré-nuptiale des détails croustillants :

« *Il l'invite à monter dans son train (car Beria, dès 1921, bien que petit cadre de la Tcheka, avait déjà un train luxueux à sa disposition !), mais ni au salon ni au restaurant, dans sa chambre à coucher, où il lui ordonne de se déshabiller. Lorsqu'elle effrayée elle essaie de quitter la voiture, Beria verrouille la porte. Ensuite il la frappe au visage, lui tord les bras derrière le dos, la pousse vers le lit et l'écrase pesamment de son corps. La jeune fille est maîtrisée et violée.* » Puis, chez cette brute, naît le sentiment : « *Lorsque tout est consommé Beria pourrait la laisser aller. Il pourrait appeler un gardien et donner l'ordre de conduire la pauvre enfant en prison. Ou bien encore il pourrait se contenter de la jeter sur la voie. Mais en regardant son beau visage inondé de larmes, Beria comprend que dans moins d'une demi-heure il la désirera de nouveau.* »

En attendant, après le repos du guerrier... c'est le repas du guerrier : « *Il l'enferme dans son compartiment et gagne le restaurant pour prendre son repas et boire un peu de vodka* » (pp. 176 et 177).

On pourrait se demander qui a raconté cette scène si détaillée au journaliste polonais. Beria ? Il ne l'a jamais rencontré. Nina ? Mais celle-ci ne s'est pas aperçue

qu'elle avait été violée. Elle a vécu jusqu'à l'âge de 86 ans et, peu avant de mourir, a raconté sa rencontre avec Lavrenti Beria. Elle est sans doute mieux placée que le voyeur Wittlin pour savoir ce qui s'est passé. Le récit qu'elle donne n'a rien à voir avec les inventions graveleuses du journaliste polonais.

Ce dernier n'avait pas tiré l'histoire de son seul chapeau. Staline, en effet, avait, lui aussi, été auparavant accusé d'avoir violé sa seconde femme, Nadeja Allilouieva, dans un train (décidément, les chemins de fer possèdent une charge érotique insoupçonnée). Nadejda Allilouieva, elle non plus, ne semble pas s'en être aperçue.

## Un mariage de raison

Son récit est certes plus banal, mais a l'avantage d'être authentique. Beria, la rencontrant sur un banc du lycée, lui demande un rendez-vous. Elle accepte : « *Nous nous assîmes sur un banc. Lavrenti portait un pardessus noir et une casquette d'étudiant. Il me dit qu'il était très épris de moi depuis longtemps (...). Plus encore il me dit qu'il m'aimait et qu'il voulait m'épouser. J'avais seize ans à l'époque.* » Nina, qui vit alors chez son oncle, réfléchit. Beria lui explique que le gouvernement veut l'envoyer en Belgique lui faire étudier les techniques d'exploitation du pétrole, mais que pour être envoyé là-bas il doit être marié. Le gouvernement soviétique pense ainsi avoir plus de chances que l'étudiant, une fois marié, revienne au pays. Nina continue : « *Je réfléchis et donnai mon accord. Mieux valait avoir une famille à soi que de vivre dans une famille étrangère.* » Il s'agit donc d'un mariage de raison, au moins pour partie.

Je n'ai cité ci-dessus de l'interview de Nina Beria, publiée en septembre 1990 dans *Komsomolskoie Znamia*, que les lignes reproduites dans la biographie de Beria par Amy Knight publiée en 1992 à New York et en 1993 à Paris, donc consultable par tous.

Dans la même interview Nina explique qu'elle se refusa à Beria après que celui-ci eut contracté la syphilis auprès de prostituées en 1943.

## Du même tabac

Le reste du livre de Wittlin est du même tabac. Ainsi, il raconte un coup de téléphone de Staline à Beria comme s'il était assis à côté de ce dernier : « *L'écouteur dans la main, gauche, Beria écrit de la main droite.* » Puis une fois reçu le message de Staline, « *Beria allume une cigarette, retire son pince-nez, souffle sur les verres et les essuie avec son mouchoir. Il sonne le planton et lui demande du thé.* »

Le livre contient nombre d'autres scènes aussi passionnantes, quoique sans témoin avéré, sauf du fond de son bureau américain, l'auteur lui-même.

Wittlin présente son livre comme « *le résultat de plus de six années de re-*

*cherche de part et d'autre du rideau de fer* ». Recherche où et consacrée à quoi, on ne sait, et malheureusement — si l'on peut dire — interrompue depuis quarante ans.

Pour compléter le tableau, la « bibliographie sélective » contient, comme il y a quarante ans, un ouvrage dont tout le monde sait qu'il s'agit d'un faux grossier : *Mon Oncle Joseph*, d'un prétendu Budu Svanidzé, qui a bien existé, mais n'en a pas écrit une ligne. Le livre est dû à la plume du faussaire Gregoire Besse-dovsky.

Cette réédition est donc une mauvaise plaisanterie. Précisons que ce livre a été sélectionné par et pour « le Grand Livre du mois » !

**Jean-Jacques Marie**



**Rosa-Luxemburg.**

# A propos de la Fondation Rosa-Luxemburg

**L**a Fondation Rosa-Luxemburg s'est récemment associée à l'organisation d'un colloque à Moscou, les 3 et 4 novembre 2012, sur le thème : « *Le mouvement ouvrier et les forces de gauche contre l'autoritarisme et le totalitarisme : histoire, actualité, perspectives.* » Ce colloque, mis en place à l'initiative de la Confédération russe du travail (VKT), de l'association Mémorial et du centre « Praxis », devait aborder les questions de « *l'opposition du mouvement ouvrier et des forces politiques de gauche aux gouvernements à la veille de la révolution de 1917 et pendant la guerre civile* », puis du « *régime bolchevique aux années 1920-1940* », en passant par la grève de Novotcherkassk, pour finir par envisager « *les problèmes actuels et les perspectives de la lutte des syndicats libres et d'autres associations des travailleurs, des forces démocratiques de gauche contre les violations des droits de l'homme, pour la liberté politique et l'autogestion* ».

Cette note vise à apporter quelques éléments d'information sur la Fondation Rosa-Luxemburg.

## a) Fondation et objectifs

La Fondation Rosa-Luxemburg est issue de l'Association d'analyse sociale et d'éducation politique, fondée en 1990 à Berlin dans les locaux du *Neues Deutschland*, organe officiel du Parti socialiste unifié (SED) stalinien en République démocratique d'Allemagne (RDA).

Elle est associée dès ses débuts au Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-SED, fondé en 1990). Depuis la fusion du PDS au sein de Die Linke en 2005, la Fondation Rosa-Luxemburg est officiellement affiliée à ce parti, tout en revendiquant une organisation « indépendante ». En fait, l'essentiel de ses fonds provient de l'Etat fédéral alle-

mand, au titre de son affiliation à Die Linke, et son conseil d'administration compte plusieurs représentants de ce parti.

La Fondation Rosa-Luxemburg vise, par un travail « *d'éducation politique* » et « *d'analyse critique de la société* », à favoriser un « *socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle* ». Celui-ci est défini comme la « *subordination de la propriété et des relations de pouvoir à une transformation écologique et sociale de la société et des modes de vie* » et s'oppose « *à l'exploitation capitaliste, au patriarcat, au racisme et à la destruction de l'environnement* » (1).

Le travail de la Fondation Rosa-Luxemburg s'articule autour de trois domaines d'activités principaux :

— publications : la Fondation Rosa-Luxemburg publie plusieurs revues et ouvrages. Sa principale publication, *RosaLux*, est un trimestriel édité en allemand et en anglais, diffusé à environ 5 000 exemplaires par numéro.

— organisations de colloques et de conférences en vue de soutenir « *les mouvements et intellectuels socialistes de gauche, ainsi que les organisations non gouvernementales* » (2).

— financement de thèses et de travaux universitaires : la Fondation Rosa-Luxemburg délivre chaque année environ cent vingt bourses à des étudiants allemands ou étrangers. Les bourses sont délivrées à des étudiants inscrits dans des universités allemandes, « *impliqués dans des activités sociales ou politiques, considérées comme représentatives de l'idéologie de la Fondation Rosa-Luxemburg* » (3).

(1) Document de présentation de la Fondation Rosa-Luxemburg  
[http://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/engl/IH\\_RLS\\_Brosch\\_engl.pdf](http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/engl/IH_RLS_Brosch_engl.pdf)

(2) <http://www.rosalux.de/english/foundation.html>

(3) <http://www.rosalux.de/english/scholarships.html>

La fondation participe à toutes les initiatives type forums sociaux. Elle a notamment été l'un des principaux animateurs des forums sociaux mondiaux depuis celui de Porto Alegre en 2001 (4), et a été présente au forum social européen d'Istanbul en 2010 (5).

**b) Une organisation disposant de moyens considérables**

La Fondation Rosa-Luxemburg dispose de moyens humains et financiers extrêmement importants, qu'on ne retrouve dans aucune autre organisation de ce type en Europe. Elle comptait, en 2011, 145 employés, dont 135 à temps plein. Selon les chiffres donnés par la fondation, quatorze d'entre eux travaillent dans des bureaux étrangers et dix-sept dans ses antennes régionales.

Années	1999	2005	2009	2011
Nombre d'employés	33	57	126	145
N <sup>bre</sup> d'employés dans les bureaux étrangers	0	4	12	14

Dans son rapport annuel 2010, la Fondation Rosa-Luxemburg estime son budget 2011 à plus de 40 millions d'euros, contre 30,5 millions en 2010 et 27,4 millions en 2009 (6).

**c) Une fondation essentiellement financée par l'Etat allemand**

Depuis 1999, l'essentiel des revenus de la Fondation Rosa-Luxemburg est assuré par l'Etat allemand du fait de son affiliation au PDS (puis à Die Linke) qui dispose d'un groupe au Bundestag.

Ainsi, en 2010, les sources de revenus de la fondation se répartissent comme suit :

Sources de financement	Montant (en euros)
Financement public (fédéral)	30 302 186,89
Dons	12 590,38
Cotisations	10 504,22
Autres revenus	154 564,53
<b>Total</b>	<b>30 479 846,02</b>

Il apparaît donc que la Fondation Rosa-Luxemburg est financée à plus de 99 % par des fonds publics. Les ministères qui contribuent le plus à ces aides

sont le **ministère pour la Coopération économique et le Développement** (15,3 millions d'euros en 2010), le **ministère de l'Intérieur** (!) (6,6 millions) et le **ministère de l'Education et de la Recherche** (6,4 millions).

**d) A propos de quelques figures de la Fondation Rosa-Luxemburg**

La principale instance de décision de la Fondation Rosa-Luxemburg est son conseil d'administration, appuyé par un conseil scientifique essentiellement composé d'universitaires. Le conseil d'administration compte treize membres, dont un président, un vice-président et un direc-

(4) « Depuis ses débuts entre 2001 et 2003 à Porto Alegre au Brésil, le forum social mondial (FSM) est devenu l'une des principales conventions internationales de militants et intellectuels de gauche. Dès les prémices du forum, la Fondation Rosa-Luxemburg (FRL) a soutenu cette critique radicale du néolibéralisme ainsi que l'idée d'un nouvel ordre mondial et la création d'un espace ouvert au sein duquel "il est possible de réapprendre apprentissage". Depuis lors, nous faisons entendre notre voix au sein du conseil international du forum à travers le Réseau européen Transform. » [http://wsf2011.blog.rosalux.de/files/2011/01/zeitung\\_web.pdf](http://wsf2011.blog.rosalux.de/files/2011/01/zeitung_web.pdf)

(5) [http://rosalux-europa.info/news/europe\\_social\\_forum\\_istanbul/](http://rosalux-europa.info/news/europe_social_forum_istanbul/)

(6) Sur ces chiffres, voir le rapport annuel 2010 de la fondation [http://www.rosalux.de/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/engl/RLF\\_annual\\_report\\_2010\\_web.pdf](http://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/engl/RLF_annual_report_2010_web.pdf)

teur. Il est pour partie composé d'universitaires, pour partie de responsables politiques, membres de Die linke.

Il est intéressant de se pencher sur le président de cette fondation qui dit promouvoir un socialisme démocratique. **Heinz Vietze** a été député au Landstag du Brandenburg de 1990 à 2009 (PDS puis Die Linke) et président du groupe parlementaire Die Linke à partir de 2004. Il est surtout un ancien membre de l'appareil du SED en RDA. Après avoir été diplômé de l'école de formation de la Jeunesse libre allemande (FDJ, affiliée au SED), il a occupé la fonction de premier secrétaire de la FDJ de Potsdam de 1968 à 1983, avant de diriger le SED à Oranienburg (1984-1988) puis à Potsdam (1988-1989). Il est établi que Heinz Vietze a occupé un **poste d'informateur de la Stasi de 1972 à 1975** (7).

Ce parcours n'a rien d'exceptionnel au sein de la direction de la Fondation Rosa-Luxemburg. Ainsi, l'actuelle vice-présidente de la fondation, **Dagmar Enkelmann**, a été membre du SED de 1977 à 1990, avant de rejoindre le PDS après la réunification. Elle est actuellement députée et secrétaire du groupe parlementaire Die Linke au Bundestag. **Michael Brie**, actuel responsable du département d'analyse sociale et ancien président de la fondation, a suivi une carrière universitaire à l'université Humboldt de Berlin dès l'époque de la RDA, tout en participant à la rédaction du programme du PDS nouvellement créé en 1989. Michael Brie a

dû démissionner de son poste d'enseignant à l'université Humboldt en 1991, après avoir reconnu qu'**il avait transmis des informations sur ses étudiants à la Stasi dans les années 1980** (8).

## Après un ancien informateur de la Stasi, un député européen

Depuis 2005 et la fusion du PDS dans Die Linke, la direction de la Fondation Rosa-Luxemburg s'est également ouverte à d'anciens membres du Parti social-démocrate (SPD). L'actuel directeur du conseil d'administration, **Thomas Händel**, est un ancien membre de la direction de l'IG Metall, ainsi que du SPD. Il a contribué, en 2005, à la formation du WASG (scission du SPD) qui formera *Die Linke* en 2007. Il est, depuis 2009, député européen, membre de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen.

**Charles Allain**

(7) Voir <http://stiftung-aufarbeitung.de/wer-war-wer-in-der-ddr-%2363%3B-1424.html?ID=3626>  
<http://www.tagesspiegel.de/berlin/heinz-vietze-die-vergangenheit-kehrt-zurueck/4285066.html>  
**Heinz Vietze est classé dans les dossiers de la Stasi comme un Gesellschaftlicher Mitarbeiter, c'est-à-dire un collaborateur non officiel considéré comme loyal au régime.**

(8) David F. Patton, *Out of the East : From PDS to Left Party in Unified Germany*, State University of New York, 2011 p. 33.



# NOTES DE LECTURE

**Tcherniavski G. I.,  
Léon Trotsky, Moscou,  
éditions Molodaïa gvardia,  
2010.**

**L**a biographie de Léon Trotsky dans la série « La vie des personnalités remarquables », c'est, pourrait-on dire, la justice historique qui est rétablie. La biographie d'une personnalité illustre sort sous le numéro 1261. Enfin ! Le lecteur a déjà reçu son lot de « personnalités remarquables » comme Staline ou Mao Tsé-toung, il est maintenant prêt pour Trotsky, l'ennemi mortel du stalinisme. Mais à la lecture de ce livre, le lecteur découvrira un ennemi mortel... de l'homme, un « homme ordinaire » comme nous le décrit Georgi Tcherniavski. Car, selon l'idéologie de l'auteur, Trotsky a transgressé le saint des saints, « *la morale universelle* » !

Quoi qu'il en soit, on notera les qualités objectives de l'ouvrage. Il s'agit d'une tentative de proposer, dans la célèbre série « de vulgarisation scientifique », une biographie scientifique de Trotsky. Comme nous l'a dit Tcherniavski dans une communication personnelle, son texte original a été « retravaillé » et réduit par la rédaction. Ce qu'il est alors advenu du caractère scientifique, nous ne pouvons en juger. Mais les apparences ont été sauvées. Il est important de signaler que Tcherniavski appuie pratiquement chacune de ses affirmations importantes sur des documents, dont beaucoup sont des archives.

Particulièrement intéressants sont les chapitres consacrés à la vie Trotsky en exil (1929-1940), qui sont étayés par ses nombreux documents personnels conservés à la bibliothèque Houghton de l'université Harvard. Peu de « trostkologues » (surtout parmi les « trotskicides » !) ont travaillé à Harvard. Mais Tcherniavski a fait des recherches documentaires avec

Iouri Felchtinski pour les éditions en neuf tomes des œuvres de Trotsky (publiés à ce jour seulement sur Internet) et il possède par ailleurs une solide expérience en matière de publications scientifiques. On ne peut raisonnablement pas exiger d'un biographe d'être spécialiste dans tous les domaines de sa recherche, mais puisque nous avons affaire à un ouvrage de vulgarisation scientifique, nous relèverons les principales erreurs du livre (1).

## Pour le mouvement socialiste

Il est révélateur que l'auteur de la préface, Roy Medvedev, qui a reçu récemment le prix littéraire du FSB, ait encensé l'auteur d'avoir fait « *la biographie de Léon Trotsky la plus objective possible à ce jour* ». (Rappelons que le plus proche collègue en « trotskologie » de Tcherniavski est ce même Felchtinski, qui est auteur du livre *Le FSB fait exploser la Russie* !) Pour sa part, Tcherniavski lui-même reproche à l'historien trotskyste Pierre Broué, l'auteur du « *livre le plus sérieux sur Trotsky* », de n'avoir pu « *se libérer totalement des ses penchants socialistes...* ». C'est là que commencent les problèmes. Car Tcherniavski reste muet sur ses propres penchants, même s'ils sautent aux yeux. Il ne raconte pas simplement l'histoire de Trotsky, il brosse un portrait de l'époque historique à travers le prisme de sa propre vision du monde et laisse apparaître en tout point son conservatisme et son indéfectible antipathie non seulement pour les bolcheviks, mais aussi pour le mouvement socialiste, domaine

(1) Les erreurs de cet ouvrage, factuelles pour l'essentiel, sont recensées dans notre critique parue dans la revue *Neprikosnovenny Zapas* (« Réserve de sûreté »), 2010, n° 1.

*dans des conditions d'agression* », mais la guerre était civile et, dans ces conditions, la cruauté « *ne peut être justifiée en aucune façon par les nécessités vitales de la nation* » (p. 239). Le livre est rempli de ce genre de réflexions. Tcherniavski répète en tout point l'erreur qu'il signale très justement chez Isaac Deutscher, qui « *remplaçait souvent la biographie proprement dite par des considérations journalistiques d'ordre général* » (pp. 14-15). Mais Deutscher, l'auteur du best-seller classique sur la vie de Trotsky, ne cachait pas son engagement. Tcherniavski, lui, qui a écrit entre autres un article défendant Bush junior (!), craint d'avouer son conservatisme.

Pour conclure, relevons un lapsus révélateur : à la place de la photographie

du secrétaire de Trotsky, c'est celle de Vadim Rogovine qui a été insérée, l'historien russe le plus connu du trotskysme, et lui-même trotskyste. En mémoire de ce pionnier, remarquons que certains livres survivent à leurs auteurs, alors que d'autres ont déjà vieilli avant même d'être publiés, tant ils apparaissent dépassés à la lumière des grands mouvements, partis et personnalités historiques qu'ils critiquent.

**Reznik**

**Traduction : Philippe Mennecier**  
(Les intertitres sont de la rédaction.)

## Russie. Révolutions et stalinisme. 1905-1953

**Mathilde Aycart et Pierre Vallaud :**  
*Russie. Révolutions et stalinisme. 1905-1953,*  
L'Archipel, 356 pages, 24 euros.

L'histoire de l'Union soviétique souffre d'un paradoxe : plus les archives livrent de documents sur des périodes entières de son existence tourmentée et plus cette histoire tend à se réduire dans les ouvrages d'un grand nombre d'historiens ou réputés tels — et dans les manuels scolaires — à quelques schémas simplistes, dont le plus répandu est l'assimilation de l'URSS stalinienne à l'Allemagne nazie.

### Traits communs et différences

Certes, il y a des traits communs entre les deux régimes : le culte du chef, le parti unique qui, dans les deux cas, n'est qu'une machine répressive sans

rapport avec un vrai parti politique, l'endoctrinement de masse, l'omniprésence de la police politique, Gestapo et Guépéou — rebaptisée NKVD et MVD. Mais on ne définit pas un système social et politique par ces seuls aspects, sauf dans la pensée étique (et peu éthique) qui caractérise nombre de spécialistes de l'URSS, soucieux de coller à l'idéologie dominante qui fait des intérêts du capital la loi suprême. On le définit d'abord par ses fondements économiques et sociaux.

Cette idéologie dominante mène ainsi à réduire l'affrontement entre l'URSS et l'Allemagne nazie entre 1941 et 1945 à la guerre entre deux totalitarismes. Un ami de Soljenitsyne, Dimitri Panine, était même allé très loin dans cette voie en regrettant qu'Hitler n'ait pas gagné la guerre, qu'il menait, rappelons-le, comme une guerre d'extermination.

Ainsi, le 2 mai 1941, le général Erich Hoepner, commandant du groupe de Panzers IV et futur membre du complot de juillet 1944 contre Hitler, écrivait :

« *La guerre contre la Russie (...) doit avoir pour but la démolition de la Russie*

*actuelle et doit donc être menée avec une rigueur sans précédent. Chaque opération, dans sa conception et son exécution, doit être guidée par une volonté absolue d'anéantissement total et impitoyable de l'ennemi. Il n'y a en particulier aucune pitié à avoir pour les représentants de l'actuel système russo-bolchevique » (1).*

Hitler avait ainsi planifié la destruction totale de Leningrad et de Moscou, afin de ne pas avoir à nourrir leur population, une fois les deux villes prises...

Malgré tous les délires des gouvernements lituanien et letton sur le prétendu génocide lituanien et letton prétendument organisé par le Kremlin, la guerre menée par l'Armée rouge n'avait aucun but d'extermination de qui que ce soit. Le nombre de survivants des Waffen SS lettons, qui, il y a douze ou treize ans, manifestaient encore à 8 000 dans les rues de Riga suffit à le montrer ou à le démontrer.

## Loin de la vulgate

L'ouvrage de Mathilde Aycard et Pierre Vallaud, par plusieurs aspects, se distingue de la vulgate et mérite pour cette raison d'être lu.

Il donne un récit précis des révolutions de Février et d'Octobre, rappelle que la paix de Brest-Litovsk signée par les bolcheviks en mars 1918 avec l'Allemagne marque « *la fin de la boucherie* », qu'exigeaient les paysans et les ouvriers de l'Empire russe. La description du combat final perdu de Lénine contre Staline, puis de l'affrontement entre Staline et Trotsky de 1923 à 1927 est elle aussi précise et objective. L'évocation de l'industrialisation au pas de charge, de la collectivisation forcée et de ses conséquences — comme la famine qui, en 1932-1933, ravage l'Ukraine, le Kouban et le Kazakhstan — est elle aussi tristement éloquente sur la brutalité de la politique stalinienne. Les deux auteurs écartent en la passant sous silence la renégade des nationalistes ukrainiens et d'une poignée d'historiens sur le prétendu génocide ukrainien dit holodomor, que certains voudraient inscrire dans une nouvelle loi mémorielle.

## Un triple avertissement

Les deux auteurs rappellent l'une des origines de la « guerre froide », systématiquement attribuées à la seule URSS dans la vulgate. A la fin de la guerre, écrivent les deux auteurs, « *le dictateur soviétique collectionne les avertissements. Le bombardement de Dresde effectué juste après Yalta (dans la nuit du 12 au 13 février) avait ainsi pour objectif non seulement d'anéantir les Allemands, mais aussi de signifier à Staline le sort qui l'attend s'il ne respecte pas ses engagements. Le largage de deux bombes atomiques dévastatrices à Hiroshima (6 août 1945) et Nagasaki (9 août 1945) doit faire cesser l'offensive du Japon, mais aussi rappeler à l'URSS qui a 1 million de soldats massés à la frontière mandchoue qu'elle ne doit pas trop empiéter sur le sol japonais. Truman a d'ailleurs utilisé l'arme nucléaire sans prévenir Staline, qui est pourtant son allié.* »

Le bombardement atomique de Nagasaki (qui atomisa entre autres la seule communauté catholique importante du Japon, ce qui prouve que les volontés de Dieu sont vraiment impénétrables !) visait d'ailleurs plus l'Union soviétique que le Japon, déjà à genoux après Hiroshima. L'avertissement ne porte pas d'ailleurs sur le seul sol japonais. Il est aussi une invitation pressante à Staline de retirer les troupes soviétiques du nord de l'Iran, ce qu'il fera sans barguigner. On a là, soit dit en passant, une nouvelle et éclatante démonstration de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays. Tétanisés après ce triple avertissement, les dirigeants soviétiques vont investir des sommes colossales pour construire la bombe A, puis la bombe H. Ajoutées aux prélèvements énormes de la nomenklatura pour financer ses privilèges de plus en plus exorbitants, les sommes gigantesques ainsi prélevées interdisent aux dirigeants du Kremlin de pouvoir jamais nourrir, vêtir et loger convenablement la masse des citoyens soviétiques. Et comme disait Khrouchtchev :

(1) Cité dans Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Hachette, 1999, p. 187.

« *De quel communisme peut-on parler quand il n'y a pas ni galette ni beurre ?* »

Le même Khrouchtchev contribuera à cette situation. Foursenko et Naftali, les auteurs de l'ouvrage de référence sur la crise des missiles à Cuba, *One hell of a gamble*, le confirment :

« *Dès la fin des années 50, Khrouchtchev a largement contribué à développer les craintes aux Etats-Unis sur la supériorité nucléaire soviétique en multipliant les déclarations soigneusement enjolivées prétendant que les usines soviétiques pouvaient produire des fusées comme des saucisses.* »

Or selon les spécialistes, le rapport entre les missiles soviétiques et américains était à l'époque de 1 à 17 (certains élargissent même plus encore l'éventail).

Tout au long de l'année 1960, Kennedy mène sa campagne électorale en insistant à tour de bras sur le prétendu « missile gap » (fossé) qui laisserait les Etats-Unis à la traîne de l'URSS et les placerait dans un état d'infériorité grave d'ici deux à trois ans. Les photographies prises par les avions espions américains en URSS, les U-2, montrent que cette propagande est mensongère. Ainsi, la presse américaine affirme que l'URSS dispose de trente-cinq ICBM, mais les avions espions américains U-2 n'en ont repéré que deux... Qu'importe ! La « défense du monde libre » exige le renforcement du budget militaire américain. Une fois élu, le 25 mai 1961, dans un message à la nation, Kennedy, conforté en ce sens par les rodomontades de Khrouchtchev, réclame l'augmentation des dépenses militaires, et en particulier un triplement de celles consacrées à la construction de missiles. Il l'obtient... La « liberté » n'a pas de prix, elle rapporte aux industriels qui travaillent pour le Pentagone, mais elle alourdit un peu plus la charge d'une économie soviétique ravagée par une pénurie permanente dont elle ne pourra jamais se libérer, au point qu'en 1980, Brejnev affirmera la nécessité d'élaborer un « programme alimentaire ».

## Une complicité objective

Mathilde Aycard et Pierre Vallaud soulignent dans le même registre :

« *Le génie de Staline, c'est (...) d'arriver à faire croire qu'il fait jeu égal avec les Etats-Unis, alors que la confrontation entre les deux Etats sortis maîtres du monde à l'issue du second conflit mondial donne un avantage écrasant aux Etats-Unis (...). Les Etats-Unis n'ont pas une tuile de cassée, leur industrie tourne à plein alors qu'en URSS les deux tiers du pays sont ravagés et la famine y est de retour.* »

Mais ce mensonge est à double face. Les auteurs ajoutent :

« *Le meilleur complice de Staline dans ce mensonge (...), ce sont les Etats-Unis. Accréditer cette thèse justifie la bipolarisation du monde et le rassemblement du camp occidental autour de son leader américain qui en a besoin pour soutenir la prospérité issue du conflit* » et aussi pour justifier un programme d'armement et de réarmement sans lequel le spectre du chômage massif, résorbé non par le New Deal, mais par l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, réapparaîtrait.

En revanche, les auteurs tombent à côté de la plaque lorsqu'ils affirment qu'en 1950, « *la révolution mondiale et l'unité du camp socialiste sont encore d'actualité* ». En réalité, si Staline se maintient dans le cadre de l'accord de Yalta et du partage du monde qui y a été défini, c'est malgré lui et ses efforts pour imposer un accord entre Mao et Tchang Kai-chek que la révolution l'a emporté en Chine en décembre 1949. Mais ce type de réserves ne retire nullement son intérêt à ce livre enrichi par ailleurs d'une bonne quinzaine de documents.

**Jean-Jacques Marie**

---

# DÉFENSE DU LIVRE

## “Quousque tandem abutere, Colosimo, patientia nostra ?”

(“Jusqu’à quand enfin, Colosimo [1],  
abuseras-tu de notre patience ?”)

**L**e 11 janvier 2013, le magazine professionnel *Livres Hebdo* concluait un article évoquant les ventes de fin d’année de tablettes et autres liseuses (ces dernières en voie de disparition), par le commentaire suivant : « *Concernant les ventes d’e-books, les chiffres sont paradoxalement plus longs à obtenir, et les acteurs attendent la confirmation du pic de consultation du soir de Noël.* »

Force est de constater qu’ils l’attendent toujours...

Pour prendre la mesure de l’embarras des tenants du « tsunami du numérique », face au « bide paradoxal » de ces prétendues *nouvelles pratiques* de lecture, il faut se souvenir de ce que révélait fin juin 2012, Elaine Sciolino, la spécialiste du livre au *New York Times*, dans un article intitulé : « *Les Français affluent toujours dans les librairies* », où elle faisait l’éloge de la France, de son réseau de libraires et de sa réglementation étatique. Si son tableau de la situation de la librairie française est hélas un peu idéalisé, il nous rappelle néanmoins à certaines réalités concrètes :

« *Les e-books ne représentent [en France] que 1,8 % du marché global du livre, à comparer aux 6,4 % aux Etats-Unis.* »

Précisons encore que sur ces 1,8 %, 80 % sont des commandes publiques !

Autant dire qu’après cinq années de matraquage médiatique et institutionnel, avec 0,4 % du marché privé, le téléchargement de fichiers sur terminaux mobiles représente tout sauf une « diversifi-

cation prometteuse » pour les éditeurs à qui ce dernier « must » permet essentiellement de se faire délester de fonds qui auraient sans doute été mieux utilisés ailleurs.

C’est donc avec un évident discernement que nos amis anglo-saxons associent la relative bonne santé du livre en France à celle de son réseau de librairies indépendantes, gage d’accès socialisé et diversifié au livre et à la lecture. Alors qu’à l’époque où fut efficacement mis en place le dispositif du prix unique, les *ennemis* de ce réseau étaient la Fnac et autres « généralistes », le problème concret qui affecte aujourd’hui les libraires (et aussi bien les distributeurs et les éditeurs) est la prédation et la pression commerciale opérées par les ventes « en ligne », singulièrement par Amazon.

Comment imaginer, comment prétendre sérieusement que l’on va parvenir à ramener le public aux livres et à la fréquentation des librairies (et des bibliothèques) en légitimant ce qui les en éloigne, en développant les ventes par Internet ou, pire encore, les ventes de téléchargement de fichiers numériques ?

Le réel le plus actuel atteste aux yeux de tous de la déconfiture de ce qui est dénoncé dans la brochure *Correspondance avec la classe dirigeante* (2), à savoir la débâcle des champions des nou-

---

(1) Jean-François Colosimo : président du Centre national du livre.

(2) Editions Delga, 2012.

velles pratiques de consommation culturelle : feu 1001libraires.com il y a peu, Virgin aujourd'hui, la Fnac Livre et autres « agitateurs culturels »... demain. Tirant les leçons de ce fiasco, il s'agit maintenant de promouvoir des mesures offensives, positives et rationnelles.

D'abord combattre Amazon en le disqualifiant, et non en le légitimant, donc en faisant mieux et autrement, en restaurant le service et la fréquentation des librairies, grâce à un *comptoir national coopératif des libraires indépendants*, fédérant toutes ces librairies indépendantes dans une structure coopérative d'intérêt public, permettant à chacun de ces libraires de proposer à ses clients le service « Demain chez votre libraire », qui garantit aux lecteurs d'avoir dans les vingt-quatre heures, dans leur librairie, le livre de leur choix (dans la librairie qu'ils auront géo-localisée sur le site du comptoir).

Ce comptoir national s'inscrit dans un programme plus vaste de *reconquête livresque* du territoire, favorisant le maintien et l'implantation de librairies physiques (et les emplois qu'elles portent), partout en France. Un *plan livre* national, s'appuyant sur un renforcement de la salubre loi sur le prix unique du livre (3), et dont la deuxième mesure immédiate est une *refonte démocratique des modalités des marchés publics des bibliothèques*, mettant un terme aux dérives qui, depuis quelques années, ont conduit aux désastreux monopoles affairistes, qui, partout, détruisent les librairies indépendantes bien plus sûrement que les taux de TVA.

Ces deux premières mesures, en mettant fin aux impostures, abus et détournements, produiront-elles les effets bénéfiques rapides et concrets attendus pour la relance de la lecture et des activités de librairie ? Le maintien de la diversité de l'offre éditoriale ? L'accès égalitaire aux livres ? L'urbanité gratifiante, et enfin l'emploi qu'assurent les métiers du livre ?

C'est en tout cas ce que l'*Association de défense des métiers du livre* (ADML) (4) est venue expliquer en audition à l'Assemblée nationale, le 12 février, où elle fut écoutée et entendue par M. Jean-Ma-

rie Beffara, rapporteur spécial de la commission des finances, et Pascal Cherki, député maire du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en vue d'une prochaine audition par la commission média, livre et industries culturelles.

Au besoin, une interpellation de M<sup>me</sup> le ministre de la Culture est envisagée pour l'alerter sur le fait que l'ADML, au-delà des graves dysfonctionnements qu'elle a mis en évidence, propose un véritable « plan livre » populaire, démocratique, fondé sur la demande raisonnée des producteurs, diffuseurs et lecteurs de livres, avec le projet de soutenir le livre, la lecture, la diversité, le lien social, l'activité, la vie culturelle et... l'emploi.

**Dominique Mazuet**

(3) Notamment en clarifiant l'obligation de débi-ter les frais de port à domicile aux acheteurs destinataires des livres, conformément au principe fondateur de la loi qui plafonne les remises consenties au public et aux acheteurs finaux.

(4) L'ADML regroupe tous les défenseurs du livre et de ses métiers — écrivains, libraires, imprimeurs, distributeurs, diffuseurs, représentants, éditeurs, correcteurs, bibliothécaires, coursiers, magasiniers, employés, etc., et les lecteurs « mobilisés ».

---

# CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS

José Rovellas nous a fait parvenir ce document concernant la plainte en diffamation de Bernard Cassen contre Bernard-Henri Lévy. Ce personnage étant l'un des propagandistes les plus acharnés des guerres dites humanitaires de l'Union européenne et autres entreprises impérialistes américaines, il n'est pas sans intérêt de montrer à quel point sa volonté de baver sur ceux qui ne partagent pas ses opinions de domestique millionnaire peut attirer l'attention, même de la justice... Il avait écrit le 17 avril 1999 que les avions de l'OTAN qui bombardaient la Serbie étaient les porte-drapeaux « de la démocratie et du droit international » (*Le Point*, 17 avril 1999).

## Après avoir pris le canard Botul pour un philosophe, BHL confond Bernard et Pierre Cassen...

Lu dans *Le Monde diplomatique* (26 avril 2013)

**“Même la justice  
française  
condamne BHL...”**

“**D**epuis quarante ans, les élucubrations de Bernard-Henri Lévy lui ont valu les réprimandes et les sarcasmes d'intellectuels aussi divers que Raymond Aron, Pierre Vidal-Naquet, Gilles Deleuze, Pierre Bourdieu... Cela n'a nullement empêché le philosophe préféré des médias d'empiler les signes de reconnaissance de la bonne so-

ciété et de multiplier les propos diffamatoires. Avec un argumentaire plutôt subtil : tous ses ennemis politiques seraient assimilables à des nazis...

La liste des bourdes et des calomnies de notre intellectuel de parodie est longue et ancienne. Il a pour distinction de s'être à peu près trompé sur tout. Soucieux d'accomplir un travail de mémoire sur les impostures intellectuelles de BHL, *Le Monde diplomatique* a, il y a quelques années, regroupé et classé toutes ses calembredaines dans un dossier très détaillé.

Mais rien n'y faisait. Les présidents français passaient (François Mitterrand, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande), et chacun recevait Bernard-Henri Lévy à l'Élysée, comme si une telle charge relevait de son office au même titre que la désignation du Premier ministre et la possession des codes nucléaires. Parfois, des présidents lui confiaient même une mission officielle ou semi-officielle (en Bosnie dans le cas de Mitterrand, en Afghanistan avec Chirac, en Libye avec Sarkozy). Au risque pour la France d'embarrasser ses diplomates et de devenir (un peu) la risée des chancelleries du monde entier.

Le 23 avril 2013, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris a cessé de rire. Dans un arrêt juridiquement remarquable, elle a reconnu Bernard-Henri Lévy "complice du délit de diffamation publique envers un particulier". Et elle a estimé que Franz-Olivier Giesbert, qui avait publié le texte diffamatoire, s'était rendu, en qualité de directeur de la publication, "coupable" du même délit de diffamation publique.

De quoi s'agissait-il ? D'un "bloc-notes de Bernard Henri-Lévy" publié par *Le Point*. Cet exercice hebdomadaire de BHL est devenu la lecture presque obligée de tous ceux — sociologues, anthropologues, historiens, humoristes — qui travaillent sur les réseaux de connivence en France. Notre philosophe y dispense en effet, sans la moindre distance ni la moindre ironie, les compliments à ses obligés — ou à ceux dont il attend quelque faveur. Symétriquement, il se montre tout aussi généreux de ses remontrances, voire de l'expression violente de son animosité, lorsqu'il parle de ses adversaires. En particulier de ceux qui ont démasqué ses diverses impostures.

Au nombre desquels... *Le Monde diplomatique*, un mensuel qui ferait partie "des chagrins de [l'] existence [de BHL]" depuis qu'il se serait mis "au service du pouvoir pétrolier". Faute de temps sans doute, et de moyens aussi (ceux de Bernard-Henri Lévy sont considérables), *Le Monde diplomatique* n'a jamais répliqué sur le terrain judiciaire. Lorsque, le 23 décembre 2010, Bernard

Cassen, ancien journaliste et directeur général du *Monde diplomatique*, a lu le "bloc-notes" de BHL dans *Le Point*, il a cette fois décidé de porter l'affaire devant les tribunaux.

Pourquoi ? Parce que Bernard-Henri Lévy avait écrit ceci : "Viennent de se produire deux événements [...] considérables. [...] Le second fut ces Assises internationales sur l'islamisation de l'Europe organisées, quelques jours plus tard, à Paris, par le groupuscule néonazi qui s'était rendu célèbre, le 14 juillet 2002, en tentant d'assassiner Jacques Chirac et qui s'est allié, pour l'occasion, à un quarteron d'anciens trotskistes rassemblés sous la bannière du site Internet Riposte laïque. Il faut le dire et le redire : [...] présenter comme un "arc républicain", ou comme une alliance entre "républicains des deux rives", ce nouveau rapprochement rouge-brun qui voit les crânes rasés du Bloc identitaire fricoter, sur le dos des musulmans de France, avec tel ancien du Monde diplo, Bernard Cassen, est un crachat au visage [de la] République."

Impatient, peut-être même frénétique à l'idée de fustiger une nouvelle fois *Le Monde diplomatique*, Bernard-Henri Lévy avait tiré trop vite. Et commis une erreur grossière d'identification. Tel ce singe de la fable de La Fontaine qui avait pris le port du Pirée pour un homme, notre intellectuel avait en effet confondu Bernard Cassen avec... Pierre Cassen, fondateur du site Riposte laïque, effectivement proche de l'extrême droite.

Mais il ne s'agissait que d'une "coquille", gémit BHL. Le tribunal lui répond de manière cinglante en lui reprochant un manque total de "sérieux" : "Il convient de considérer que l'évocation de Bernard Cassen, ancien journaliste et directeur général du mensuel *Le Monde diplomatique* [...] au lieu et place de Pierre Cassen relève davantage d'une insuffisance de rigueur et d'une carence de fond, que de la simple "coquille" invoquée en défense."

Et la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle précise : "Pour l'ensemble de ces motifs, le bénéfice de la bonne foi ne saurait être accordé [à BHL] et, par voie de consé-

quence, Franz-Olivier Giesbert ne saurait en bénéficier.”

La sévérité de la justice — qui aligne dans ses attendus les appréciations peu flatteuses pour le directeur et pour le chroniqueur du *Point* : absence de sérieux, insuffisance de rigueur, carence de fond, manque de bonne foi... — s’explique assurément par la gravité de la faute commise par Franz-Olivier Giesbert et par BHL, son “complice”. Comme le note le tribunal : “L’alliance explicitement imputée à Bernard Cassen avec un groupe politique présenté comme véhiculant une idéologie gravement attentatoire aux valeurs républicaines et comme ayant tenté d’assassiner le chef de l’Etat le jour de la fête nationale de 2002, constitue un fait précis, dont la vérité est susceptible d’être prouvée, et qui porte atteinte à son honneur et à sa considération.”

Les deux prévenus, reconnus “auteur et complice du délit de diffamation pu-

blique envers un particulier”, sont condamnés chacun à une amende de 1 000 euros “qui, pour Bernard-Henri Lévy — dont le casier judiciaire ne porte trace d’aucune condamnation, à la différence de Franz-Olivier Giesbert — sera assortie du sursis”.

Et la publication de cette décision devra paraître dans un prochain numéro du *Point*, “au pied du “bloc-notes” de Bernard-Henri Lévy [...] dans un encadré, et sous le titre écrit en caractères majuscules et gras de 0,4 cm de hauteur **CONDAMNATION JUDICIAIRE**”. Les deux complices devront par ailleurs payer les frais d’insertion de la publication de la décision qui pourfend leur diffamation dans deux organes de presse choisis par le plaignant.

D’ores et déjà, *Le Monde diplomatique* se porte candidat à la publication dans ses colonnes de cette réjouissante décision de la justice française. »

## Une défense et illustration du stalinisme

**E**n 2010, les éditions Contrefeux Agone ont publié un livre de l’historien américain Michael Christofferson paru sous le titre *Les intellectuels contre la gauche et sous-titré « L’idéologie anti-totalitaire en France »*.

L’auteur, certes, s’en prend à juste titre aux « penseurs » à la pensée réduite mais au caractère réactionnaire très prononcé, comme Bernard-Henri Lévy ou André Glucksmann. Cependant, ce faisant, il parsème sa polémique d’affirmations pour le moins douteuses, qui ne sont peut-être pas des falsifications caractérisées, mais n’en sont pas bien loin !

Que l’on en juge.

1) Evoquant la terreur en URSS dans la deuxième moitié des années 1930, il écrit :

« Loin de frapper au hasard, la police politique ciblait des secteurs spécifiques que le régime et une grande partie des habitants accusaient d’accueillir en leur sein les véritables ennemis du pouvoir (...). Quand les Grandes Purges prirent fin à l’automne 1938, les gouvernants en critiquèrent publiquement les excès, ce que n’aurait jamais fait un régime fondé sur une terreur généralisée » (p. 15).

Quels sont ces « secteurs spécifiques » qu’une « grande partie des habitants accusaient d’accueillir en leur sein les véritables ennemis du pouvoir », l’auteur se garde bien de le dire, car cette affirmation est hautement fantaisiste ; ensuite, qui seraient ces « véritables ennemis du pouvoir » ? Il est aussi discret. Enfin, la critique des « excès » — très modeste publiquement — vise simplement à réguler la répression en rejetant

implicitement ces « excès » sur Iejov et ses hommes, ce qui ne signifie nullement que la terreur n'était pas généralisée. De la même façon, en 1930, Staline a rejeté les « excès » de la collectivisation sur des exécutants trop zélés

2) Christofferson raconte n'importe quoi sur le programme de l'Union de la gauche :

« Dans les années 1970, le PCF fait alliance avec le parti socialiste dans le cadre de l'Union de la gauche, qui promet d'instaurer le socialisme une fois parvenue au pouvoir » (p. 28). « Les partis socialiste et communiste ont formé en 1972 une Union de la gauche et adopté un programme commun prônant un socialisme à l'orientation étatiste » (p. 31). Le socialisme exige comme condition première l'expropriation du capital. Où a-t-il vu cette exigence dans le « programme commun » ?

3) Christofferson prétend :

« L'intérêt porté à la dissidence en 1977 provient directement de l'inquiétude intense ressentie par de nombreux intellectuels face à la perspective de l'arrivée de la gauche au pouvoir à l'occasion des prochaines élections législatives de 1978 » (p. 206). Il oublie que la campagne pour Boukovski date de 1972 et que la campagne pour Pliouchtch commence en 1974...

Il dénonce à propos du Comité du 5 janvier (et en fait d'autres) « le glissement de la défense des libertés et du socialisme à la défense prioritaire des droits de l'homme » (p. 225). Quelle différence y a-t-il donc entre la « défense des libertés » et celle des « droits de l'homme » ?

Il attaque ensuite le Comité des mathématiciens, dont les membres avaient des points de vue divergents, mais dont tous étaient partisans de la défaite de Giscard d'Estaing. Il affirme :

« Dans la seconde moitié des années 70, le lien entre l'importance accordée aux dissidents de l'Est par la gauche intellectuelle et les conflits autour de l'Union de la gauche apparaît clairement dans les campagnes menées par le Comité international des mathématiciens pour libérer d'abord Léonide Pliouchtch, puis Vladimir Boukovski et

d'autres victimes de la répression (...). Ces campagnes montrent aussi comment le souci de garantir les libertés démocratiques face à la menace supposée du PCF conduit certains clercs à adopter une position plus exigeante et finalement à se séparer du projet socialiste » (p. 226).

Puis, il évoque la campagne du Comité des mathématiciens pour la libération de six prisonniers politiques, trois d'Europe de l'Est (Vladimir Boukovski, Semion Glouzman et Jiri Müller) et trois d'Amérique latine (José-Luis Massera, Victor Lopez Arias et Edgardo Enrique Espinosa) :

« En rassemblant sans les différencier les victimes de régimes opposés (...), le Comité international des mathématiciens soutient implicitement l'équivalence entre les deux répressions et les deux régimes, fasciste et communiste. En outre, en défendant un individu comme Boukovski, le comité rompt avec sa démarche précédente centrée sur la dissidence marxiste » (p. 235).

Il est faux que le Comité des mathématiciens ait choisi d'abord de défendre la seule « dissidence marxiste » et il est tout aussi faux d'affirmer qu'en défendant trois victimes de la répression à l'Est et trois à l'Ouest, le comité « soutient implicitement l'équivalence (...) entre les deux régimes, fasciste et communiste ». Aucun document du comité n'établit cette équivalence. En revanche, faut-il considérer que, pour Michael Christofferson, les atteintes aux libertés fondamentales sont condamnables dans un régime fasciste, mais admissibles dans un régime dit « communiste », qui n'a par ailleurs rien de communiste, sauf un nom qui renvoie à un passé depuis longtemps révolu ?

**Jean-Jacques Marie**

---

# PERLES

## Ça ne s'invente pas !

Dans une interview au *Nouvel Observateur* daté du 13 décembre 2012, Pierre Nora, historien français réputé, membre de l'Académie française, directeur des « Lieux de mémoire », affirme : « *Plus qu'une guerre militaire ou politique, la guerre d'Algérie fut une guerre intellectuelle.* »

Ceux qui ont vécu cette période seront sans aucun doute étonnés, voire stupéfaits, par cette vision d'une guerre acharnée qui fit des centaines de milliers de morts et, à un niveau certes plus limité, provoqua en France une opposition, surtout dans la jeunesse, réprimée avec une extrême violence par les forces de police. C'est de cette répression que naquit en mai 1968 le slogan « CRS-SS » ! Cette phrase n'est pas seulement stupide : elle reflète la morgue de l'intellectuel petit-bourgeois qui voit et vit les événements à travers les convulsions de son minuscule ego.

## Errare Mondî est...

Jean Birnbaum dirige le supplément du *Monde des livres*. Il y écrit des billets emplis en général d'une satisfaction de soi que nul n'est obligé de partager. Dans un billet du 22 mars 2013 intitulé *Istrati, le révolté du siècle*, il évoque *Vers l'autre flamme*, texte capital, écrit-il, où il racontait son périple à travers l'URSS. Et il ajoute finement : « *Des années avant Boris Souvarine, Victor Serge ou André Gide, Istrati y décrivait la réalité d'un pays en proie aux "militants-racailles".* » Hélas ! trois fois hélas ! Jean Birnbaum a raté une occasion de ne pas étaler son

ignorance. *Vers l'autre flamme* comporte trois volumes ; l'un a été écrit par Panaït Istrati, et les autres, bien que signés de son nom, ont été écrits respectivement par Victor Serge... et Boris Souvarine. C'est depuis longtemps un secret de Polichinelle.

## Une imposture

Apparemment, il n'y a aucune raison de parler de Guy Debord dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, car ce personnage n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier et il n'a jamais lui-même affirmé avoir avec lui le moindre rapport.

Un petit hic, néanmoins. Une véritable campagne promotionnelle engagée aujourd'hui vise à le présenter comme une incarnation, voire l'incarnation de la révolte. Ainsi, le supplément « *Culture et Idées* » du *Monde* daté du 23 mars 2013 le présente en première page en s'interrogeant : « *Que reste-t-il de la pensée de cet intellectuel révolté ?* »

La révolte est-elle un placement financier ?

L'article de Raphaëlle Rérolle rappelle que la BNF a acheté le fonds Debord « *en 2011 à la veuve de Guy Debord, pour la somme astronomique de 2,7 millions d'euros* ». Voilà qui manifeste un sens aigu de l'usage raisonné de la révolte.

On apprend à sa lecture que « *Debord offre une reformulation de la théorie marxiste à l'âge des médias* ». Diable !

La journaliste conclut son long article en affirmant : « *Même classique, sa pensée n'a pas perdu ses vertus corrosives. Un bâton de dynamite en somme, qui*

*continue de faire peur, de séduire et de fasciner bien après que son auteur a cessé de le brandir. »*

## L'«internationale» (?) situationniste

Ses thuriféraires exaltent l'internationale situationniste qu'il avait créée en 1957. L'un de ces thuriféraires, Gilbert Lascaut, dans la *Quinzaine littéraire* datée des 16-30 avril 2013, fait de cette prétendue internationale (dite IS) la description suivante : « *Pendant l'entière durée de son existence, l'IS a compté moins d'une centaine de personnes* » (en quinze ans, puisqu'elle est morte en 1972). Mais Guy Debord a affirmé, selon Gilbert Lascaut, que cinquante-neuf d'entre eux « *n'ont rigoureusement rien apporté, mais ont pourtant été utiles à quelques moments* »... On se demande en quoi, puisqu'ils n'ont « *rigoureusement rien apporté* ». Gilbert Lascaut continue : « *L'IS n'a jamais réuni plus d'une quinzaine d'individus à la fois.* » Ce qui ne l'empêche pas de parler d'« organisation » et d'écrire sans rire : « *Les contours de l'organisation et sa composition n'ont cessé de se renouveler.* » Et l'auteur ajoute, enthousiaste : « *Il se révèle, à chaque moment, un théoricien inventif, un chef de guerre, un poète, un cinéaste, un archiviste soigneux, un directeur rigoureux de revue, un maquettiste, un rebelle permanent, un "enragé". Sans aucun doute, il est le fondateur de l'IS, un animateur tenace et coriace du groupe, un acteur prédominant. A juste titre, le philosophe Giorgio Agamben le définit, d'abord, comme un stratège.* »

Et avec tous ces talents, ce « chef de guerre » et « stratège » n'a jamais réuni plus de quinze individus à la fois, dont plus de la moitié n'ont, on l'a vu, rien apporté. Un vrai génie, ce Debord, qui gardait le double des lettres qu'il adressait aux autres pour des archives dont on a vu qu'elles ont rapporté gros à sa veuve.

## Perles suite...

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* n'ont évidemment aucune vocation à émettre sous la plume de l'un de ses rédacteurs une opinion, sur ce qui a été, au fil des semaines, appelé le mariage gay ou le mariage pour tous. Mais, dans la rubrique « *Perles* », on peut se permettre de relever des affirmations surprenantes et/ou involontairement drôles proférées dans des écrits suscités par la polémique autour de ce qui est désormais une loi.

Dans un article du *Monde* daté des 14-15 avril 2013, intitulé *Papa bleu, maman rose*, une certaine Florence Dupont, professeur de latin à Paris-Diderot, dénonce la détermination du sexe d'un enfant dès la naissance. Elle dénonce une situation qu'elle juge intolérable avec une argumentation assez originale :

*« D'un coup d'œil, le médecin ou la sage-femme a repéré les organe génitaux qui vont officiellement déterminer l'un ou l'autre sexe du bébé — tant pis s'il y a un doute. Il faut choisir tout de suite. L'acte de naissance devra dans les trois jours dire si c'est une fille ou un garçon (...). Chacun va s'évertuer à lui inculquer son genre. »*

Diabole ! Si l'on comprend bien, le médecin et la sage-femme ne devraient pas examiner les organes génitaux pour savoir s'il s'agit d'une fille ou d'un garçon et, puisqu'ils seraient plus ou moins souvent confrontés à un doute sur le sexe de l'enfant (dû probablement à l'existence de nombreux hermaphrodites), il faudrait attendre (combien de temps ?) pour déterminer ce qu'il est pour l'état-civil (à moins de supprimer l'état-civil... ce qui réglerait le problème ?) et, en attendant, ne lui donner comme prénom que l'un de ceux qui sont utilisés indifféremment pour l'un et l'autre sexe (et genre ?). Mais il n'y en a pas des masses. Les Claude et les Dominique se multiplieraient comme les champignons sous la pluie.

Dans le même ordre d'idées (si l'on peut dire), la députée socialiste de mon arrondissement de Paris, le XII<sup>e</sup>, Sandrine Mazetier, a proposé de supprimer la dénomination « école maternelle »,

qu'elle déclare « *sexiste* ». Jusqu'au 14 mai 2011, cette Sandrine Mazetier soutenait avec ardeur Dominique Strauss-Kahn, dont la lutte obstinée contre le sexisme a pris des formes originales.

## Stora

« *Je suis un des tout premiers à avoir soutenu publiquement François Hollande, que je connais depuis une dizaine d'années. C'était dans Le Nouvel Obs dès mars 2010.* »

Quel est le personnage important qui, dès le début sa réponse à la question : « *Faut-il désespérer de Hollande ?* », juge nécessaire de fournir d'emblée aux lecteurs de l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* une information aussi décisive sur une date importante de l'histoire de France ? Le grandissime historien Benjamin Stora, qui pense peut-être qu'une telle précocité dans le choix mérite une récompense, qui, hélas, semble ne pas être encore venue.

Stora, bien que non récompensé, pense. Il pense même, dit-il, qu'« *il ne faut pas accabler* » Hollande.

Il lui reproche néanmoins « *d'hésiter à ouvrir des perspectives d'avenir* » (l'expression est jolie au moment où Hollande annonce que pour répondre aux exigences de Bruxelles, il va ouvrir des perspectives d'avenir en s'attaquant aux retraites). Il ajoute : « *Je veux citer trois exemples qui concernent mon acti-*

*vité de réflexion et d'enseignement.* » De « réflexion », on peut en douter, mais chacun peut se tromper sur lui-même.

Citons seulement le premier exemple :

« *La disparition de la Maison de l'histoire de France sans dire ce que peut être un mieux possible d'écriture de l'histoire.* »

Pourquoi cet intérêt du petit Stora pour cette Maison de l'histoire de France créée par le larbin de Nicolas Sarkozy, le sinistre pantin Frédéric Mitterrand, maison qui devait être installée aux Archives nationales contre la mobilisation des personnels des archives et de leur syndicats et l'opposition de nombreux historiens, comme Pierre Nora, que nul ne peut considérer comme un gauchiste impénitent ?

Tout simplement parce que Frédéric Mitterrand, avec l'aval sans aucun doute de Sarkozy, avait nommé Benjamin Stora membre du « conseil scientifique » de cette Maison de l'histoire de France. Ce genre de maisons en rappellent d'autres, mal famées.

Avec la suppression de ladite maison s'envolent et les honneurs et les avantages qui y sont liés.

Ajoutons que l'idée qu'il faille « un lieu d'écriture de l'histoire » est parfaitement réactionnaire. L'histoire n'a pas besoin de lieu où s'écrire, sous peine d'être une histoire officieuse sinon officielle. Stora est manifestement candidat à cette fonction.

**Jean-Jacques Marie**

## Erratum

Je viens de recevoir et de feuilleter rapidement la dernière livraison. Bravo pour le contenu et la diversité des questions abordées.

Comme Nicole Perron, qui connaît bien la Bourgogne et particulièrement Clamecy, pourrait s'émouvoir de l'erreur de lieu, je te signale que c'est en effet dans cette ville, et non pas à Vézelay, qu'est né Romain Rolland. La distance entre ces deux localités est certes faible, une trentaine de kilomètres, mais Clamecy est très jalouse de cette naissance... Le lycée porte son nom et le musée, qui d'ailleurs s'est approprié tout ce qui subsistait de lui dans la maison vézélienne, lui est presque entièrement consacré.

En fait, seule cette période 1938-1944 le lie à Vézelay, et il est enterré à Brèves, petit village à une dizaine de kilomètres de Clamecy, village dans lequel il a, chez ses grands-parents, passé une grande partie de son enfance.

Bien cordialement,

**Jean-Pierre Doujon**

# Cahiers du mouvement ouvrier

La révolution russe  
de 1905



C.E.R.M.T.R.I.  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

N° 25 - DÉCEMBRE 2004-JANVIER 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

# Cahiers du mouvement ouvrier

NUMÉRO SPÉCIAL  
LÉON TROTSKY



C.E.R.M.T.R.I.  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

N° 28 - NOVEMBRE 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

# Cahiers du mouvement ouvrier

POLOGNE-HONGRIE 1956  
(I)



C.E.R.M.T.R.I.  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

N° 31 - Troisième trimestre 2006 (juillet-août-septembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

# Cahiers du mouvement ouvrier

POLOGNE-HONGRIE 1956  
(II)



C.E.R.M.T.R.I.  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

N° 32 - Quatrième trimestre 2006 (octobre-novembre-décembre) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

**Ces anciens numéros  
des *Cahiers du mouvement ouvrier*  
sont toujours disponibles  
à moitié prix (4 euros).**

**A partir du prochain numéro,  
la revue commencera  
une série consacrée  
à la guerre de 1914-1918  
et à sa commémoration officielle  
qui devrait durer quatre ans.**

**Abonnez-vous,  
réabonnez-vous  
dès aujourd'hui !**





